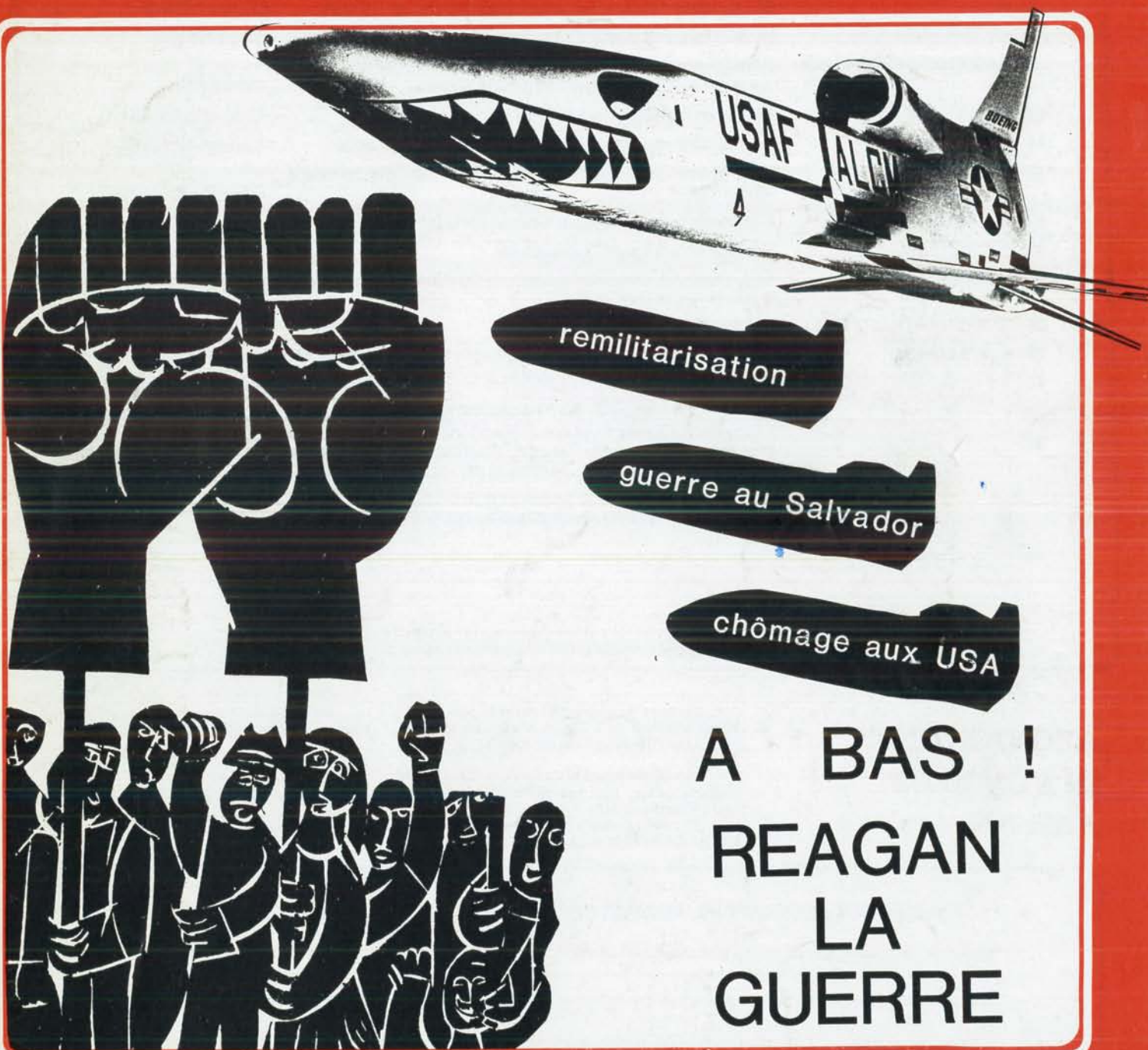


Numéro 127 du 31 mai 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



INTERVIEW EXCLUSIVE

Philip Agee, ancien agent de la CIA,
dénonce les menées subversives US en Amérique Centrale

Sommaire du numéro 127 du 31 mai 1982

3	EDITORIAL	L'enjeu du voyage de Ronald Reagan en Europe	Claude DEVILLIERS
5	—	Ce que cache le sommet des pays capitalistes de Versailles	Daniel JEBRAC
7	ETATS-UNIS	Le Document de Santa Fé du Parti républicain (GOP)	DOCUMENT
9	AMERIQUE CENTRALE	Témoignage exclusif de Philip Agee, ancien agent de la CIA, sur les menées subversives US dans la région	INPRECOR
12	EL SALVADOR	Un nouveau gouvernement pour mener la guerre	Vincent KERMEL
14	GUATEMALA	Le général Rios Montt élu de Dieu ... et de Washington	Vincent KERMEL
16	POLOGNE	Gouvernements et banquiers occidentaux face aux sanctions économiques	Jacqueline ALLIO
18	MALOUINES	L'opposition à la guerre en Grande-Bretagne	Penny DUGGAN
20	ARGENTINE	Un pays dominé par l'impérialisme	Will REISSNER
22	VIETNAM	Ve Congrès du Parti communiste vietnamien (PCV) : le temps des autocritiques	Pierre ROUSSET
26	TCHÉCOSLOVAQUIE	Le syndrome polonais	Anna LIBERA
29	CATALOGNE	Après la scission du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC)	Joan FONT
32		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		BRESIL : La campagne du PT à Sao Paulo. BRESIL : Lancement public de la revue « Perspectiva International ». POLOGNE : « Radio Solidarnosc » et le 1er Mai. FRANCE : IIIe Congrès des JCR. FRANCE : Appel commun LCR-LO-PCI contre la visite de Ronald Reagan. AUSTRALIE : Manifestations contre la guerre et le nucléaire. BELGIQUE : 30 000 jeunes contre le chômage. SUISSE : Succès de l'initiative du PSO sur la formation professionnelle des jeunes.	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement ☐

Abonnement ☐

L'enjeu du voyage de Ronald Reagan en Europe

Réorganiser l'alliance impérialiste autour des USA

LA tournée de Ronald Reagan dans les capitales européennes début juin est bien plus qu'une visite protocolaire. Ronald Reagan est tenu de réorganiser l'alliance des pays impérialistes pour une contre-offensive face à la révolution coloniale et à la montée du mécontentement dans les pays impérialistes eux-mêmes, y compris les USA.

La crise des Malouines illustre bien la crise de direction impérialiste. La concurrence s'aiguise entre les puissances impérialistes mais, en même temps, aucune d'entre elles, et le Japon moins que toute autre, n'a le contrôle politique et militaire des sources d'énergie et des matières premières dont elles ont toutes besoin. Ce sont les Etats-Unis qui contrôlent pour l'essentiel l'accès à ces ressources.

Aucun Etat ou groupe d'Etats impérialistes ne peut dans ces conditions affirmer une complète indépendance envers les USA. Ils sont donc obligés de défendre leurs intérêts particuliers dans le cadre d'une alliance impérialiste conflictuelle dont dépend la survie du système impérialiste mondial.

Il n'y a d'autre part guère d'autres forces conservatrices fiables dans le monde pour élargir cette alliance. Les régimes dépendants de l'impérialisme, aussi réactionnaires soient-ils, sont instables et les accords avec la bureaucratie des Etats où le capitalisme a été renversé ne sont que temporaires et contradictoires par définition. C'est pourquoi les Etats-Unis sont engagés aux côtés d'Israël, quoi qu'il leur en coûte dans le monde arabe. Et c'est aussi pourquoi Washington était obligé de soutenir ouvertement la Grande-Bretagne dans le conflit des Malouines, malgré le prix à payer au détriment de ses propres manœuvres en Amérique latine.

Enfin, sous la pression de la crise économique mondiale, des puissances impérialistes de second rang peuvent même être amenées à des initiatives heurtant partiellement les intérêts de l'impérialisme dominant.

LA CRISE DE DIRECTION DU MONDE IMPERIALISTE

L'économie capitaliste américaine a commencé à se nourrir de l'économie ouest-européenne à l'époque de la guerre du Vietnam. L'inflation causée par la guerre a drainé des ressources financières vers les Etats-Unis, de sorte que l'Europe de l'Ouest a de fait payé pour la guerre. Dans un monde dominé par l'impérialisme américain, les impérialismes européens ont cependant continué à croître économiquement au détriment de leur grand frère. En 1965, l'économie américaine était encore à elle seule 25 % plus forte que les économies du Japon et des quatre principaux pays européens pris ensemble. En 1979, elle était devenue 35 % inférieure à ses cinq rivaux.

Les Etats-Unis rencontrent une concurrence sérieuse sur les marchés d'exportation, notamment au Moyen-Orient, en Asie orientale et, pour la première fois, en Amérique latine. Pour la première fois depuis la Première Guerre mondiale, ils ressentent l'effet de cette concurrence sur leur propre marché intérieur. Le poids des produits manufacturés d'importation s'est élevé de 1,9 % sur le marché intérieur en 1960 à 6,6 % en 1979. Au milieu de 1980, les automobiles japonaises représentaient 22 % des ventes aux Etats-Unis et l'importation de machines-outils avait conquis 25 % du marché...

Cependant, la période du Vietnam a marqué un tournant historique dans les rapports entre l'impérialisme américain et les impérialismes européens.

Auparavant, il les refoulait de leurs positions établies, mais assurait la stabilité générale de l'économie capitaliste internationale par des plans d'aide tels que le Plan Dawes après la Première Guerre mondiale et le Plan Marshall après la Seconde Guerre mondiale. Maintenant, l'impérialisme américain a commencé à être refoulé à son tour et à saigner les économies européennes pour stabiliser sa propre économie. Il est donc devenu une force de déstabilisation dans le monde capitaliste.

Avec l'approfondissement de la crise impérialiste, ce rôle s'est accentué. Les forts taux d'intérêts américains visant à contrebalancer les effets inflationnistes des énormes dépenses militaires drainent de plus en plus de capitaux d'Europe occidentale.

La réponse de Ronald Reagan au déclin de la puissance impérialiste américaine et à la crise économique internationale repose sur un accroissement des dépenses militaires qui vont bien au-delà du niveau atteint au moment de la guerre du Vietnam. Il en résulte un accroissement de l'austérité aussi bien pour la classe ouvrière américaine qu'européenne.

La contre-offensive de Ronald Reagan s'efforce également d'accroître le chantage nucléaire contre l'Union soviétique, dans le seul secteur où cela lui est possible, c'est-à-dire en Europe. Le déploiement de nouveaux missiles nucléaires en Europe occidentale et la discussion publique entre experts de l'OTAN sur les possibilités d'une « guerre nucléaire limitée en Europe » étaient destinés à effrayer l'Union soviétique et à mettre en garde le Kremlin contre toute tentation d'intervention accrue dans les pays coloniaux. Mais l'effet obtenu a été de terrifier la population d'Europe occidentale.

En fait, quelles que soient les intentions de ceux qui décident à Washington, la mise en place des nouveaux missiles aggrave réellement le danger de guerre nucléaire en Europe. La contre-offensive de Ronald Reagan a déjà abouti à une menace de destruction massive.

Mais, à l'heure actuelle, c'est l'intervention contre les peuples d'Amérique centrale, et la menace d'une intervention directe massive, qui constitue la plus pressante et la plus grave menace. C'est le danger le plus grand pour les droits des peuples et pour la paix. Les Etats-Unis sont déjà impliqués dans la lutte contre les peuples du Salvador et du Guatemala, dans les opérations contre la révolution nicaraguayenne et dans les menaces contre Cuba. Et ils le sont chaque jour davantage.

LE DANGER DE GUERRE

Le commerce mondial a stagné en 1980 et a probablement décliné en 1981. Les problèmes sont multipliés par la politique résolument déflationniste de l'administration Reagan. Il en résulte, entre autres choses, que même les pays semi-coloniaux les plus développés sont incapables d'entrer en compétition avec les métropoles impérialistes. La croissance est pratiquement arrêtée en Amérique latine.

Par une ironie de l'histoire, les deux pays — l'un impérialiste et l'autre dépendant — qui ont été parmi les plus durement atteints par la crise qui répercute l'affaiblissement de l'impérialisme, sont entrés dans un conflit armé inattendu dans l'Atlantique-Sud.

Il y a une autre ironie de l'histoire à constater l'échec de la médiation américaine, qui démontre la faiblesse de direction politique de l'impérialisme, quelques semaines à peine avant la visite de Ronald Reagan en Europe.

Des conflits bien plus sérieux encore peuvent éclater, par exemple dans le Pacifique, où les structures économiques mises

Le 10 juin à Bonn :

Réunion des "brigands impérialistes"

Le sommet de l'OTAN, qui réunit le 10 juin prochain à Bonn les 15 membres de l'Alliance atlantique (moins la France et l'Irlande qui ne sont pas membres du commandement militaire intégré), intervient à un moment où la politique de l'Alliance contre-révolutionnaire est un peu partout battue en brèche par de grandes mobilisations de masse. L'OTAN et son principal pilier — l'impérialisme américain — abordent cette échéance avec un atout, puisque l'Espagne sera officiellement membre de l'Organisation à partir du 5 juin prochain. En revanche, malgré les efforts déployés par le secrétaire d'Etat US, Alexander Haig, rien n'est réglé dans le conflit permanent entre la Grèce et la Turquie.

Le premier objectif de ce sommet de « brigands impérialistes » sera de renforcer la cohésion de l'Alliance. A n'en pas douter, même si c'est avec plus ou moins d'empressement, tous approuveront la dernière opération de propagande de Ronald Reagan proposant une réduction des armements qui laisse intactes ses propres forces, tandis que l'URSS devrait réduire d'un tiers la principale composante — terrestre — de ses forces stratégiques.

Plus délicate sera sans doute l'affirmation, au-delà des discours, de la solidarité impérialiste avec la Grande-Bretagne dans l'Atlantique-Sud. Au total, les dirigeants impérialistes auront bien du mal à cacher la nature réelle de leur réunion contre-révolutionnaire. Cela d'autant plus que, quels que soient les termes du communiqué final, la question du déploiement des nouveaux missiles et fusées US dès 1983 sera au centre des débats.

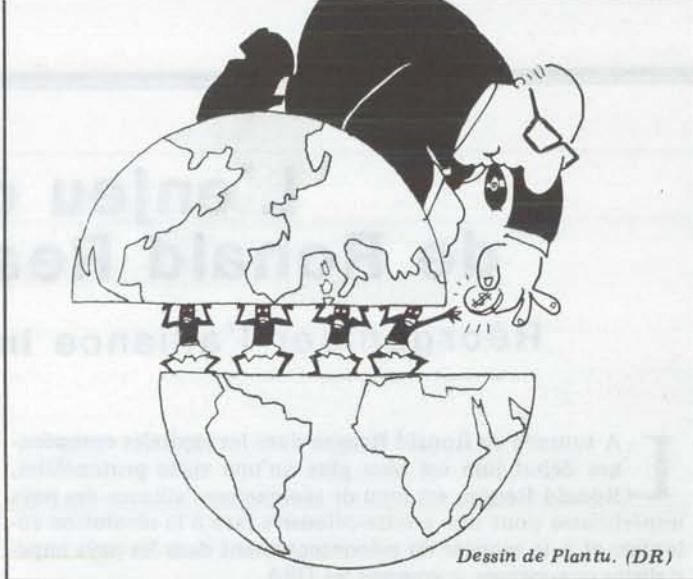
L'impérialisme américain ne renoncera pas facilement à ce qui représente un bon créneau économique et un excellent moyen de réaffirmer son autorité auprès de ses partenaires, à l'heure où les déclarations officielles se multiplient à Paris en faveur d'une relance de la coproduction européenne en matière d'armement.

Il faut d'ailleurs s'attendre à une nouvelle et très ferme offensive US pour pousser à l'augmentation des crédits de guerre chez leurs principaux partenaires. Autant d'enjeux qui permettront à l'impérialisme de disposer ses forces avant la session spéciale de l'ONU sur le désarmement, dans la perspective d'un éventuel sommet Reagan-Brejnev à l'automne.

sur pied pour faire face aux révolutions chinoise et indochinoise sont plus larges et plus fiables dans leurs fondations mêmes. L'économie japonaise constitue par exemple une contradiction extrêmement explosive : le deuxième pays industriel du monde n'a ni matières premières ni fort marché intérieur. Et le commerce mondial tend à se contracter...

De plus, dans une série de pays stratégiques de l'Asie orientale (Corée du Sud, Singapour, Taïwan), des industries se sont développées au cours de la dernière période, basées sur l'expansion de l'économie capitaliste et la force de l'impérialisme américain pendant les années 1960.

Les bases de la « détente », sur laquelle ont mis les Etats-Unis pour tenter de restabiliser leur système mondial après la défaite au Vietnam, ont également été minées par la crise et l'affaiblissement de l'impérialisme américain. La perspective de la « détente » impliquait l'exportation de technologie occidentale vers les Etats ouvriers pour moderniser leurs économies et les ouvrir au marché mondial. Les capitalistes pouvaient y trouver leur compte, par exemple l'accès aux matières premi-



res d'Union soviétique et d'Europe orientale. Mais, pour le système impérialiste en général, l'avantage était surtout politique. C'était une façon d'assurer la stabilité internationale. Quant aux bureaucraties des pays de l'Est, elles y trouvaient l'avantage réciproque de pouvoir offrir aux masses de leurs pays la perspective d'une prospérité croissante dans un processus pacifique ne mettant pas en cause leur propre contrôle sur la société.

En Pologne, où la bureaucratie dominante était confrontée à la classe ouvrière la plus active et la plus expérimentée de l'Est, la contradiction est néanmoins devenue explosive. La contraction du commerce international a fermé les débouchés des produits du secteur conçu à partir de la technologie occidentale et, pour maintenir l'activité de ce secteur, il a fallu de plus en plus d'importations payées par l'emprunt.

C'est encore une ironie de l'histoire de constater que le voyage de Ronald Reagan coïncide avec de nouvelles démonstrations de résistance des travailleurs polonais.

La promulgation de l'état de guerre par les militaires polonais en décembre 1981 a été utilisée par Ronald Reagan pour dénoncer l'oppression totalitaire et justifier ses projets belliqueux envers les Etats ouvriers et contre le développement de la révolution coloniale. Mais la vitalité d'un mouvement ouvrier luttant pour la démocratie en Pologne est une tout autre affaire : elle ne constitue pas pour l'impérialisme un moindre danger que le mouvement des masses dans d'autres secteurs de la planète.

Au moment où Ronald Reagan vient en Europe reconstruire le bloc impérialiste pour pouvoir mener à l'échelle planétaire une politique de répression et d'austérité, la résistance du mouvement ouvrier polonais représente un vigoureux rappel, pour les masses européennes frappées par l'austérité, du fait qu'elles n'ont pas à choisir entre Ronald Reagan et Leonid Brejnev.

Le voyage de Ronald Reagan donne la possibilité aux travailleurs et aux jeunes de l'Europe capitaliste d'exprimer massivement leur opposition aux menaces de guerre et à l'austérité que porte dans ses flancs l'impérialisme en déclin. Il leur donne l'occasion de joindre leur voix à celle des peuples opprimés d'Amérique centrale, à celle du mouvement qui se dessine en Allemagne orientale en faveur de la paix, à celle des travailleurs indomptés de Pologne.

Cela peut être l'aspect positif du voyage de Ronald Reagan.

A Bonn, Londres, Paris, Rome, Washington, les manifestations contre Ronald Reagan — incarnation d'un avenir de guerres et de privations — marqueront la possibilité d'une solution aux problèmes que représente l'émissaire de l'impérialisme le plus puissant. Solution dont les réformistes au gouvernement en France, qui l'accueilleront à Versailles, ne veulent pas.

Nous ferons tout, de notre côté, pour que cette possibilité ne soit pas gâchée.

Claude DEVILLIERS
18 mars 1982.

Ce que cache le sommet de Versailles

Derrière riches et pauvres, Nord et Sud,
l'exploitation impérialiste

LE 5 juin, les ministres socialistes et communistes du gouvernement français accueilleront sur le perron du château de Versailles leurs partenaires du club fermé des sept pays les plus riches du monde : les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, le Japon, le Canada et l'Italie.

Ce rendez-vous a été pris lors de la précédente rencontre

Daniel JEBRAC

Autrement dit, ce club organise le brigandage planétaire et s'arme jusqu'aux dents pour défendre le butin impérialiste. C'est que le butin est colossal :

- 10 % de l'humanité accapare 90 % du revenu brut de l'économie mondiale ;
- un quart de la population du globe dispose d'un revenu hebdomadaire égal au revenu annuel d'un autre quart ;
- la moitié de la population de la planète consomme moins des 2 200 calories par jour, qui sont considérées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme la ration minimale ;
- les pays capitalistes industrialisés consomment annuellement en moyenne 7 tonnes de charbon par habitant, alors que l'Afrique n'en consomme que 100 kg ;
- dans les pays pauvres, l'espérance moyenne de vie est de 40 ans, et bien au-dessous pour les plus pauvres : la mortalité infantile y est 10 à 20 fois supérieure à celle des pays capitalistes industrialisés ;
- il y a dans ces pays un médecin pour 10 000 habitants en moyenne, alors qu'il y en a un pour 500 dans les pays industrialisés ;
- on compte dans le Tiers Monde environ 800 millions d'analphabètes, soit un pourcentage moyen de 48 % de la population totale de ces pays.

Globalement, sur une population mondiale de 4,5 milliards de personnes, 75 % vit dans les pays économiquement dépendants. Les pays capitalistes développés, avec 25 % de la population mondiale,

consomment néanmoins 75 % de l'énergie, 70 % des céréales, et disposent de 89 % de l'argent consacré aux dépenses d'éducation. Ils possèdent 92 % de l'industrie mondiale et 95 % des ressources technologiques.

Avec les taux de croissance actuels, les pays qui ont le revenu le plus bas auraient besoin de 400 ou 500 ans pour rattraper le revenu actuel par habitant des pays les plus riches. La part des pays dépendants dans les exportations internationales, malgré le pétrole, est encore tombée de 25 % en 1950 à 12 % seulement en 1980.

COMBIEN D'HIROSHIMAS SILENCIEUX ?

La FAO évalue à 450 millions le nombre de personnes sous-alimentées, dont plus de 50 millions meurent de faim chaque année.

A l'occasion de l'Année internationale de l'enfance en 1979, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) annonçait le chiffre effrayant de 12 millions de morts sur les 122 millions d'enfants nés au cours de cette année.

D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur environ 120 millions de bébés nés chaque année, 10 % meurent avant un an et 4 % de plus meurent avant 5 ans.

Alors que dans les pays développés un enfant sur 40 risque de mourir avant l'adolescence, la proportion est de un sur quatre en Afrique et de un sur deux dans certaines régions. 18 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année,

Opulence et misère au Brésil. (DR)

du même genre, en juillet 1981, à Ottawa. Les « sept » y avaient alors notamment décidé de joindre leurs efforts « pour une meilleure acceptation de l'énergie nucléaire par le public », et pour s'assurer qu'« en matière de relations Est-Ouest, leurs politiques économiques restent compatibles avec leurs objectifs politiques et de sécurité ».

dont 95 % dans les pays sous-développés, la plupart pour des raisons alimentaires et sanitaires.

40 000 enfants sont donc morts chaque jour en 1980 : une hécatombe qui représente l'équivalent d'une bombe d'Hiroshima tous les trois jours.

L'UNICEF ajoute à cela que 55 millions d'enfants au moins sont obligés de travailler dans le monde, et que 2 millions d'entre eux sont exploités sexuellement. Le Bureau international du travail (BIT) relève une différence de taille moyenne de 4 cm entre les enfants qui ont travaillé avant l'âge de 14 ans et ceux qui n'ont travaillé qu'après 18 ans. Dans certains quartiers de Bombay, en Inde, 25 % des enfants commencent à travailler entre 6 et 9 ans. Au Maroc, des enfants de 8 à 12 ans travaillent jusqu'à 72 heures par semaine chez des fabricants de tapis. Dans certains pays, il est fréquent que les parents mutilent leurs enfants ou les estropient pour les consacrer à la mendicité. D'après le rapport de la sous-commission des Droits de l'homme de l'ONU, un magasin spécialisé de Bangkok (Thaïlande) vend plus de 20 000 enfants par an, surtout entre 7 et 12 ans ...

ET COMBIEN D'HIROSHIMAS POTENTIELS ?

La poursuite d'un pillage impérialiste de cette envergure suppose à l'évidence une escalade permanente des moyens d'intimidation. Le rapprochement entre le sommet de Versailles et celui de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) à Bonn, le 10 juin, n'a donc rien d'une coïncidence.

D'après l'Institut international de recherche sur la paix (SIPRI) de Stockholm, les dépenses militaires dans le monde ont englouti en 1980 quelque 550 milliards de dollars, soit plus d'un million de dollars par minute. L'industrie d'armement occupe 400 000 savants et chercheurs dans le monde, soit 40 % du « capital-cerveaux ». L'OTAN aurait réalisé 43 % du total des dépenses militaires mondiales, contre 26 % au Pacte de Varsovie.

Pour l'année fiscale 1983 qui commencera en octobre prochain, les Etats-Unis dépenseront au moins 216 milliards de dollars pour la Défense, auxquels il faut ajouter les programmes de recherche pour de nouvelles armes et une part du budget de l'armement nucléaire imputée au ministère de l'Energie. Pour les cinq



prochaines années, Washington prévoit de dépenser 1 630 milliards de dollars pour l'armement, soit 7 100 dollars (42 600 francs français) par habitant des Etats-Unis.

Les capacités actuelles de l'arsenal nucléaire sont estimées à 1,4 million de fois celles de la bombe d'Hiroshima soit, en termes conventionnel, un pouvoir destructeur équivalent à plus de 15 milliards de tonnes de TNT...

La moitié des ressources aujourd'hui consacrées en un seul jour aux dépenses militaires suffirait à financer un programme d'éradication totale de la malaria, qui affecte encore 66 pays et tue plus d'un million d'enfants par an en Afrique seulement. En cinq heures, les dépenses militaires mondiales représentent autant que le budget annuel de l'UNICEF pour l'aide à l'enfance. Le nombre de personnes travaillant dans le secteur militaire est aujourd'hui le double du nombre d'enseignants et d'infirmiers dans le monde.

L'équivalent de 1 % du budget militaire des pays développés suffirait à combler le déficit actuel de l'aide à la production alimentaire. Le coût d'un char d'assaut moderne paierait à lui seul la construction de 1 000 écoles pour 30 000 enfants de pays dépendants. Le prix d'un seul sous-marin nucléaire représente de quoi scolariser pour un an 16 millions d'enfants du Tiers Monde, ou bien la construction de 400 000 logements pour 2 millions de personnes, ou encore la valeur totale des céréales importées par les pays africains en un an.

LE PILLAGE IMPERIALISTE, LA CHARITE ET LE CHANTAGE

Les grands pays capitalistes prétendent sauver la face en mettant en relief leur aide publique aux pays sous-développés. Il s'agit pourtant de moins qu'une aumône.

Seuls le Danemark, les Pays-Bas et la Suède consacrent 0,15 % de leur produit national brut (PNB) à cette aide. Avec 0,02 %, la part consacrée par les Etats-Unis est la plus faible, avec celle de l'Italie et de la Nouvelle-Zélande.

Certes, une aide en apparence minime peut avoir des résultats non négligeables. Le Comité français de l'UNICEF estime ainsi que 100 francs français permettent de fournir des capsules de vitamines A à 500 enfants pour les protéger de la cécité, de vacciner 20 enfants contre la poliomyélite, de peupler d'alevins un étang pour fournir un village en protéines.

Mais les aides publiques actuelles des Etats capitalistes développés sont dérisoires par rapport à leurs dépenses militaires.

De plus, elles sont la plupart du temps destinées à ouvrir la voie aux investissements privés des multinationales bien plus qu'à améliorer le sort des populations des pays dépendants.

Ainsi, lorsque le gouvernement Mitterrand-Mauroy décide d'augmenter de 0,35 % (sous Giscard, « aide » aux DOM-TOM comprise) à 0,7 % (sans les DOM-TOM) du produit intérieur brut (PIB), avant 1983, l'aide publique française aux

pays du Tiers Monde, conformément aux résolutions de l'ONU à ce sujet, il prend en compte les intérêts propres à l'expansion de l'impérialisme français bien plus que ceux des masses populaires déshéritées auxquelles ces aides — détournées et accaparées par les classes possédantes locales — ne parviennent en fait jamais.

D'après la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement (UNCTAD), l'investissement total des monopoles impérialistes dans les pays sous-développés s'est élevé à 42 milliards de dollars au cours de la période 1970-1978. Pendant la même période, les multinationales ont rapatrié plus de 100 milliards de profits dans leurs pays d'origine, soit une moyenne de 2,4 dollars pour chaque dollar investi. Pendant la même période, les investissements américains dans le Tiers Monde se sont élevés à 8 milliards de dollars et 39,7 milliards ont été rapatriés sous forme de profits, soit 4,5 dollars par dollar investi. Les multinationales exercent leur contrôle sur 50 à 60 % du marché du sucre et des phosphates, sur 70 % du marché de la banane, du riz, du pétrole brut, sur plus de 85 % du thé, du café, du tabac, du coton, du jute, du cuivre, sur plus de 90 % du fer et de la bauxite.

En même temps, l'endettement des pays dits du Tiers Monde, connaît une croissance vertigineuse. En 1981, il a atteint le total de plus de 524 milliards de dollars (dont plus de 60 milliards pour le seul Brésil). Une part croissante des nouveaux prêts est directement consacrée au service de la dette : 56 % en 1972, 69 % en 1982, plus de 80 % en 1985. C'est une course à l'asphyxie.

Ces déséquilibres, cette polarisation croissante entre la pauvreté et la richesse, sont le fait de l'exploitation impérialiste et non de la pénurie. D'après le rapport annuel de la Banque Mondiale en 1980, la production actuelle de céréales suffirait à fournir une ration alimentaire suffisante pour éliminer la malnutrition. Il suffirait pour cela de réorienter 2 % de la production céréalière mondiale vers ceux qui en ont besoin. Mais la pénétration des multinationales dans l'agriculture et la destruction brutale de l'agriculture vivrière accentue au contraire les zones de sous-alimentation et la mainmise impérialiste sur les produits agricoles d'exportation des pays dépendants.

Il y a aussi un aspect politique du problème. L'ancien ministre de l'Agriculture des Etats-Unis, Butz, pouvait déclarer avec un cynisme franc et brutal : *« Les aliments sont des armes ; dans la négociation, ils comptent parmi les pièces principales de notre arsenal. »* Le Document de Santa Fé du Parti républicain des USA, dont nous publions des extraits dans ce numéro, reprend cyniquement la même analyse.

En effet, en 1979, les Etats-Unis ont réalisé à eux seuls 83 % des exportations mondiales de maïs, 72 % de celles de soja, 45 % de celles de blé. Des pays comme l'Egypte, l'Iran ou la plupart des nations africaines voient leur subsistance dépendre pour plus de 50 % de l'importation.

Conscients de l'explosivité croissante du système et de la crise des pays impérialistes eux-mêmes, les dirigeants des partis réformistes des grands pays capitalistes exposent souvent de grands projets pour les pays sous-développés.

La solution miracle proposée en 1980 par la « Commission indépendante sur les problèmes de développement international » réunie autour de Willy Brandt à la suggestion de la Banque Mondiale, consistait à inciter les pays impérialistes à aider au décollage économique du Tiers Monde par un transfert massif de ressources revenant à doubler « l'aide » de 29 milliards de dollars fournie à cette date. Il s'agissait ainsi de transférer vers les pays du Tiers Monde des industries à faible technologie devenues peu rentables en Occident, et de gagner en échange l'élargissement de nouveaux marchés. Mais ce « nouveau Plan Marshall » pour le Tiers Monde se heurte au moins à deux difficultés majeures.

D'une part, la division des pays impérialistes, leur rivalité croissante, et l'absence de direction capable de jouer le rôle occupé par les Etats-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La crise chronique du système monétaire n'est qu'un aspect parmi les plus voyants de cette crise de direction.

D'autre part, les structures sociales de nombre des pays du Tiers Monde eux-mêmes : un début de développement économique et d'industrialisation impliquerait des réformes agraires radicales et une élimination des oligarchies qui sont les plus sûrs alliés de l'impérialisme. L'ouverture d'un tel processus n'offre aucune garantie de contrôle politique pour les stratégies de l'impérialisme.

En revanche, une forme de campagne hypocritement apitoyée sur le sort des pays pauvres tend à masquer la réalité des mécanismes internationaux de l'exploitation et de la lutte des classes, derrière la polarisation réelle entre Etats pauvres et riches.

Il s'agit ainsi, notamment de la part des directions ouvrières réformistes, de culpabiliser les travailleurs de leurs propres pays en les rendant co-responsables du pillage impérialiste. C'est même un argument clef des Helmut Schmidt, Enrico Berlinguer et consorts pour plaider l'australité aux travailleurs européens.

Pourtant, les inégalités criantes entre pays riches et pauvres ne donnent que des moyennes. En réalité, les inégalités sont encore plus profondes, car s'y ajoutent les inégalités au sein même des métropoles impérialistes, les zones de misère et de pauvreté aux Etats-Unis, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Italie du Sud..., les millions de chômeurs, les travailleurs immigrés sous-payés, les femmes, les jeunes victimes de discriminations multiples.

L'impérialisme est l'ennemi des peuples. Mais seule la solidarité de classe des travailleurs du monde entier sera assez forte pour en finir avec son système d'exploitation et d'oppression. ■

Daniel JEBRAC
19 mai 1982.

Le document de Santa Fé du Parti républicain

Les fondements idéologiques
de la politique de Reagan pour le continent américain

LE document intitulé « *Une nouvelle politique interaméricaine pour les années 1980* », dont nous publions quelques extraits ci-après, a été mis au point en mai 1980 par un comité réuni à Santa Fé, dans l'Etat du Nouveau-Mexique, pour le compte du Parti républicain (Grand Old Party - GOP), dont le candidat Ronald Reagan devait être par la suite élu à la présidence des Etats-Unis.

Ce document, qui constitue donc l'analyse officielle de l'actuel président américain en matière de politique inter-américaine, est divisé en cinq chapitres — Menace militaire exté-

Le document de Santa Fé annonce d'emblée le cadre général dans lequel se situent la réflexion et les propositions des personnalités réactionnaires qui l'ont rédigé. « *La guerre, et non la paix, est la norme qui régit les affaires internationales... Les libertés fondamentales des Etats-Unis et leurs intérêts économiques propres exigent qu'ils soient une puissance de premier ordre et qu'ils agissent comme tel... L'incapacité de l'Amérique à défendre ses valeurs et convictions fondamentales nous a menés à cette situation d'indécision et d'impuissance où l'existence même de la République est en danger... Même la Caraïbe, centre de trafic maritime et de raffinage du pétrole pour les Etats-Unis, est en train de devenir un lac marxiste-léniniste... Il est temps de reprendre l'initiative... L'alternative qui nous est offerte est soit la Pax sovietica, soit au contraire, l'affirmation de l'hégémonie américaine au niveau mondial. L'heure des décisions ne peut plus être retardée.* »

L'introduction de ce document affirme d'autre part : « *Les côtes et le bassin de la Caraïbe sont parsemés de bases soviétiques et entourés de pays socialistes.* » Et plus loin : « *Les Etats-Unis n'ont pas l'intention de mener une politique d'interférence dans les affaires extérieures et intérieures d'aucune nation latino-américaine, sauf si des Etats de l'Amérique latine mènent une politique susceptible d'aider ou de couvrir la pénétration impérialiste de puissances extra-continentales.* »

MENACE MILITAIRE EXTERIEURE

Le document à proprement parler se compose de cinq parties différentes récapitulant les propositions d'actions du Comité de Santa Fé. Sous le chapitre « *Menace militaire externe* », il est ainsi proposé de renforcer le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), de relancer les « *accords de sécurité en Amérique centrale* », de « *promouvoir des accords*

de sécurité régionale susceptibles de répondre, tant au niveau de la région que de l'hémisphère, aux menaces contre la sécurité externe et interne », et de « *renforcer nos liens militaires traditionnels à l'intérieur du continent en offrant un entraînement militaire et une assistance aux forces armées des Amériques, et particulièrement aux jeunes officiers et sous-officiers.* »

« *L'assistance technique et psychologique doit s'adresser à tous les pays de notre hémisphère pour lutter contre le terrorisme, quelle que soit son origine* » est-il en outre précisé.

« SUBVERSION INTERNE »

L'axiome du second chapitre est que « *la politique des Etats-Unis en Amérique latine doit tenir compte de l'équivalence absolue entre subversion interne et agression externe. La relation entre subversion et terrorisme est la même qu'entre le tout et la partie* ». D'après les éminents stratèges de Santa Fé, « *une guerre révolutionnaire passe généralement par plusieurs phases : la guerre débute par la création d'un appareil subversif ; le terrorisme et les activités antigouvernementales au nom des droits de l'homme et de la libération constituent la seconde phase ; la troisième phase est la guerre de guérilla. La quatrième est la guerre proprement dite qui mène à l'offensive finale, comme au Nicaragua en 1979, et comme cela arrivera vraisemblablement au Salvador en 1980. Tout au long de la campagne, un véritable barrage de propagande est opposé aux Etats-Unis* ».

Pour contrebalancer ce « *barrage de propagande* » qui conduit à « *la conception erronée suivant laquelle les seules alternatives sont oligarchie, régime autoritaire anticommuniste d'une part et, d'autre part, certaines formes de populisme de gauche ou socialisme* », le Comité de Santa Fé propose une intense campagne idéologique pour « *affronter (et non simplement réagir a posteriori) la théolo-*

gie, Subversion interne, Politique économique et sociale, Droits de l'homme et pluralisme idéologique, et Relations interaméricaines — comportant chacun une brève analyse du thème en question et des propositions de réorientation de la politique américaine dans ce domaine.

A la lecture de ces extraits, on pourra aisément reconnaître une série de propositions du Comité de Santa Fé qui ont déjà été retenues par l'administration Reagan et mises en pratique, notamment en ce qui concerne l'Amérique centrale.

gie de la libération telle qu'elle est mise en œuvre en Amérique latine par le clergé de la "théologie de la libération" ».

Le gouvernement américain devrait en outre « *abandonner l'idée erronée selon laquelle on peut facilement introduire et imposer, comme alternative aux gouvernements autoritaires, un système démocratique semblable à celui des Etats-Unis, tout comme il ne faut pas croire, dans le cas évoqué ci-dessus, que le changement en soi est inévitable, souhaitable et conforme aux intérêts des Etats-Unis. Cette illusion a conduit l'administration Carter à contribuer activement au renversement de gouvernements autoritaires non communistes, tout en restant passive face à l'expansion communiste* ». Il en est déduit que « *la politique des droits de l'homme — concept relatif du point de vue culturel et politique, utilisé par l'actuelle administration (celle de Jimmy Carter) pour intervenir en faveur de changements politiques dans les pays de ce continent, affectant ainsi la paix, la stabilité et la sécurité de la région — doit être abandonnée au profit d'une politique de non-intervention basée sur un réalisme politique et éthique* ». La politique de Jimmy Carter est d'ailleurs accusée d'avoir « *fait perdre des amis et des alliés aux Etats-Unis* » et d'avoir provoqué « *une diminution de leur influence dans de grands pays de l'Amérique latine. Elle a même contribué à la déstabilisation et à la perte — au moins potentielle — de pays tels que le Nicaragua, le Salvador, le Guatemala et le Costa Rica* ».

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Dans le troisième chapitre, consacré aux propositions en matière de « *Politique économique et sociale* », on trouve nombre d'éléments qui ont par la suite constitué la base du plan de Ronald Reagan pour le bassin de la Caraïbe. Dans le domaine de l'énergie, par exemple, il est conseillé aux USA d'« *encourager et d'ai-*

der les nations de l'hémisphère occidental à mieux exploiter leur pétrole et à développer leur potentiel énergétique nucléaire, agricole et industriel. Les États-Unis doivent se placer en tête dans l'exportation de capitaux et de technologie contre l'importation d'énergie. Le potentiel pétrolier latino-américain est énorme. Le Mexique, le Venezuela, l'Équateur et l'Argentine font partie des principaux producteurs du monde. Leurs réserves sont vitales pour le Monde libre, puisque les réserves du Moyen-Orient sont en danger ».

Dans le domaine de l'agriculture, le document propose de « stimuler des réorientations vers la production de produits d'exportation, afin d'accroître les échanges commerciaux ». Ainsi est-il précisé que « les petits paysans du Guatemala ou du Nicaragua gagneraient davantage en cultivant des produits d'exportation tels que des asperges, des framboises, etc., pour les vendre aux États-Unis et en achetant des céréales importées des États-Unis ». Cette dépendance alimentaire des pays pauvres doit être entretenue car elle est une arme efficace. « En temps de guerre, les ressources alimentaires sont une arme », peut-on lire. « Dans le monde entier, sur les sept pays excédentaires du point de vue de la production agricole, quatre appartiennent à l'hémisphère occidental : le Canada, les États-Unis, le Brésil et l'Argentine. En se joignant aux producteurs du Pacifique, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, les Amériques peuvent, par le blocage du ravitaillement, exercer une très forte pression sur les États potentiellement hostiles et rééquilibrer ainsi la balance entre le Nouveau et le Vieux Monde. »

Par ailleurs, outre « le développement du mouvement syndical libre en Amérique latine », une stratégie de transfert de technologie « semblable à celle qui existe avec Israël », devrait permettre de faire obstacle à la montée révolutionnaire dans le continent américain. « Cette politique tiendrait compte de l'importance stratégique, de la combinaison des ressources humaines du Monde libre et de la technologie des États-Unis pour le renforcement de la structure économique, sociale et politique de chaque pays en particulier. Ce serait une réponse spectaculaire et positive aux problèmes de la pauvreté, du chômage et de

la crise économique, bouillon de culture du communisme et du terrorisme urbain. »

En liaison et pour soutenir le « transfert technologique », l'éducation a un rôle clef à jouer. Le gouvernement américain doit donc « favoriser en Amérique latine un système éducatif qui mette l'accent sur l'héritage commun des Amériques ». Si les USA ne prétendent pas ainsi « imposer leur propre image en Amérique latine », car « ni le pluralisme libéral ni la démocratie à la Thomas Woodrow Wilson (président des États-Unis de 1913 à 1921) n'ont pu être exportés avec succès », ils entendent néanmoins « exporter des idées et des modèles susceptibles de promouvoir la liberté individuelle, la responsabilité politique et le respect de la propriété privée ».

Parallèlement à cette offensive idéologique, les USA « devraient promouvoir une politique destinée à favoriser le capitalisme privé, le libre échange et l'investissement local direct et étranger dans les entreprises productives d'Amérique latine ».

Le court chapitre consacré aux « Droits de l'homme et pluralisme idéologique » comprend deux recommandations percutantes : les USA « devraient cesser de classer leurs alliés selon le programme actuel et inégal des droits de l'homme et appliquer la doctrine du pluralisme idéologique à tout l'éventail politique et non uniquement aux régimes internationalistes de gauche ».

LES RELATIONS INTERAMÉRICAINES

Dans la dernière partie du document de Santa Fé consacrée aux « Relations interaméricaines », les rédacteurs conseillent de « porter un intérêt particulier à trois pays : le Brésil, le Mexique et Cuba, compte tenu de leur importance dans l'hémisphère occidental ».

Les USA doivent « encourager le Brésil à acquérir et à utiliser de manière adéquate une technologie avancée, y compris l'usage pacifique de l'énergie nucléaire, s'abstenir de tout commentaire public sur les droits de l'homme au Brésil et favoriser le rapprochement entre l'Argentine et le Brésil ».

Avec le Mexique, il s'agit « d'entamer des conversations au plus haut niveau sur l'énergie, l'immigration et le commerce ».

Les USA devraient s'engager à « laisser leur marché ouvert aux produits mexicains, à fournir un travail temporaire à un nombre fixe de travailleurs mexicains et à établir des accords à long terme sur la fourniture de gaz et de pétrole ».

Enfin, en ce qui concerne Cuba et l'Amérique centrale, « les USA doivent lancer une nouvelle politique positive pour la Caraïbe et l'Amérique centrale. Cette politique consistera en une aide multiforme aux pays soumis à l'agression de minorités armées soutenues de l'extérieur par des forces hostiles. Ce programme doit allier les meilleurs éléments de la doctrine Truman (président de 1945 à 1953) et de l'Alliance pour le progrès (1961-1975).

« Parallèlement, les USA réaffirmeront le principe essentiel de la doctrine Monroe (2 décembre 1813, « L'Amérique aux Américains ») : aucune puissance étrangère hostile ne sera autorisée à maintenir des bases ou des alliances militaires et politiques dans la région. Une doctrine Monroe réactualisée sera multilatérale, point de vue partagé depuis longtemps par les pays clefs de l'Amérique latine.

« Les USA ne peuvent continuer à accepter le statut de Cuba, État vassal de l'Union soviétique. La subversion cubaine doit être considérée comme telle, et il faut la combattre. Le prix que paiera La Havane pour ces activités doit être élevé. En prenant des mesures immédiates, les USA peuvent rétablir leur crédibilité. Les premières actions doivent être franchement punitives. Les diplomates cubains doivent quitter Washington. Il faut reprendre les reconnaissances aériennes et couper les ressources en dollars du tourisme américain. L'accord de pêche d'avril 1977, hautement favorable à la flotte cubaine, doit être revu.

« Les USA doivent proposer à Cuba une alternative claire : si Cuba persiste dans cette voie, d'autres mesures appropriées seront immédiatement appliquées. (...)

« Des mesures seront prises, parmi lesquelles la création d'une Radio Cuba libre. Placée sous la responsabilité directe du gouvernement des États-Unis, cette radio émettra, pour le peuple cubain, des informations objectives et lui fera connaître, entre autres, les coûts de l'alliance sacrilège de La Havane avec Moscou. Si la propagande échoue, une guerre de libération contre Castro devra être déclarée. L'autre terme de l'alternative doit consister à inciter les Cubains à changer radicalement leur politique extérieure. »

Enfin, face à « l'Union soviétique et à Cuba, qui soutiennent des minorités tendant à la révolution basée sur des principes radicalement antidémocratiques et antilibéraux », la contre-attaque « doit être multilatérale, comme cela s'est fait durant la Seconde Guerre mondiale. A cet effet, un instrument est à la portée de la main : l'Organisation des États américains (OEA) ».

Parti républicain (GOP)
Santa Fé, Nouveau Mexique, mai 1980.



Les menées subversives US contre le Nicaragua

Témoignage exclusif de Philip Agee, ancien agent de la CIA

PHILIP Agee est entré à la Central Intelligence Agency (CIA) à 22 ans. Jusqu'en 1969, il a travaillé comme agent de renseignement en Equateur, en Uruguay, puis à Mexico et à Washington. En 1975, son livre *Inside the Company*, traduit en français sous le titre *Journal de la CIA*, était publié : il y rapportait ses activités dans le cadre des opérations secrètes de la CIA en Amérique latine. En 1978, il publiait, en collaboration avec Louis Wolf, un autre livre sur les activités de la CIA en Europe, le *Sale Boulot : la CIA en Europe occidentale*.

En 1981, il publie un nouveau livre, *la CIA contre le Sal-*

« INPRECOR » : — L'administration Reagan a débloqué un crédit de 19 millions de dollars pour un programme de déstabilisation du Nicaragua. A quel type de plan cet argent peut-il être utilisé ?

Philip AGEE : — La presse affirme que cet argent va être utilisé à l'entraînement de mercenaires latino-américains regroupés au Honduras, dans la perspective de futures attaques contre des objectifs au Nicaragua, y compris contre la présence cubaine dans ce pays. Cela peut signifier des opérations contre des objectifs économiques au Nicaragua et contre les conseillers cubains qui pourraient y être localisés.

En août 1979 — soit quelques semaines après la chute d'Anastasio Somoza —, j'ai écrit un article intitulé « Les plans de la CIA pour le Nicaragua », dans lequel j'ai essayé d'indiquer tous les secteurs dans lesquels la CIA était susceptible d'intervenir pour rendre aussi difficile que possible la consolidation du pouvoir des sandinistes et la transformation du pays selon leurs projets. Quand je suis arrivé à Managua en octobre 1981 et que j'ai commencé à avoir des discussions sur la situation sur place, j'ai été frappé de constater à quel point ce que j'avais prévu avait commencé à se concrétiser. Ces activités comprenaient aussi bien la propagande que l'action politique, le terrorisme et les tentatives d'isoler diplomatiquement le Nicaragua.

Depuis le milieu 1980 à aujourd'hui, la propagande s'est développée principalement à travers le journal *La Prensa*, qui joue au Nicaragua un rôle comparable à celui du *Mercurio* et du *Daily Gleaner* respectivement au Chili et à la Jamaïque au cours des années 1970. Il est de notoriété publique que le *Mercurio* a reçu des millions de dollars de la CIA pour ses programmes de déstabilisation du gouvernement Allende.

Il ne fait aucun doute que le *Daily Gleaner* de Kingston a aussi reçu des sub-
sidés et des consignes pour sa campagne

contre le social-démocrate Michael Manley au gouvernement depuis le 2 mars 1972. Le parallèle entre le rôle de *La Prensa* et celui de ces deux journaux est très évident.



Un autre axe de propagande est apparu à propos des Indiens Miskitos sur la côte Atlantique. Après le renversement d'Anastasio Somoza, le 16 juillet 1979, les sandinistes ont commis quelques sérieuses erreurs qu'ils reconnaissent eux-mêmes. Ils ont essayé d'incorporer les Miskitos trop rapidement dans le processus révolutionnaire et, par conséquent, ils se sont aliénés nombre d'entre eux et de leurs dirigeants. Cette zone n'a jamais été réellement intégrée dans les grands courants de l'économie et de la vie politique du pays.

Steadman Fagoth, qui a été un agent somoziste notoire avant la victoire sandiniste, a monté une station de radio qui émet depuis le Honduras à l'intention des Miskitos et dans leur langue. Le but de ces émissions est de susciter la peur de la révolution, en essayant de faire croire aux

vador, dans lequel il démonte les falsifications et les mensonges du département d'Etat nord-américain contenus dans le *Livre blanc sur l'ingérence communiste au Salvador*.

En raison des pressions de l'administration américaine, Philip Agee a été interdit de séjour en Grande-Bretagne, en France et en Hollande, de même qu'en Allemagne de l'Ouest dans un premier temps. Depuis 1978, il réside à Hambourg. Nous publions ci-dessous le témoignage de Philip Agee sur les menées interventionnistes américaines contre le Nicaragua, recueilli pour *Inprecor* à Hambourg le 9 avril dernier.

Indiens qu'ils vont perdre leurs terres et leur identité culturelle en s'intégrant au processus révolutionnaire.

Le résultat, c'est que 5 000 Miskitos — sur un total de 130 000 — ont traversé la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, et ont établi des camps du côté hondurien.

Quand j'étais au Nicaragua, j'ai appris que les camps organisés par ce Steadman servaient à l'entraînement militaire, et que les Miskitos qui voulaient retourner au Nicaragua étaient transférés dans des camps de concentration où ils étaient alors pratiquement prisonniers. Quelques-uns s'en sont échappés et sont revenus au Nicaragua raconter leur histoire, qui a été rapportée par la presse.

En réponse aux raids frontaliers qui se sont développés depuis des mois à partir des bases du Honduras, les sandinistes ont décidé de renforcer la frontière et de déplacer environ 10 000 Miskitos vers d'autres zones. Quand j'étais au Nicaragua, deux enseignants cubains ont été assassinés dans la hutte des paysans chez qui ils vivaient. Un autre a été tué en décembre.

Depuis novembre, ces raids ont fait une centaine de victimes dans l'armée et les milices populaires sandinistes (MPS) du Nicaragua. Les Nicaraguayens ont proposé de constituer des patrouilles communes avec le Honduras sur la frontière afin d'éviter ces incursions et pour prévenir — si elle existe — l'entrée d'armes au Salvador.

Steadman Fagoth n'a pas de moyens qui lui soient propres pour financer sa station de radio et ses camps au Honduras, mais il a été blessé en décembre 1981 dans l'accident survenu à un véhicule militaire hondurien qui transportait également le commandant hondurien de Puerto Lempira, juste au-dessus de la frontière de la rivière Coco. C'est la preuve d'étroites relations de travail entre les militaires honduriens et le mouvement contre-révolutionnaire à l'œuvre parmi les Indiens Miskitos. Steadman Fagoth se rend fré-

quemment à Miami, et j'ai toutes les raisons de penser qu'il rencontre des gens de la CIA aussi bien dans la capitale du Honduras, Tegucigalpa, qu'à Miami, que c'est la CIA qui subventionne ses camps, ses activités et sa radio, si l'Agence suit toujours les modèles qu'elle a mis en œuvre ces trente dernières années.

Pour revenir à la question posée, ce programme de 19 millions de dollars est, d'après la presse, un nouveau programme d'entraînement de commandos. J'estime cependant que la CIA a commencé cela depuis un certain temps au Nicaragua. Si on connaissait toute la vérité, on trouverait des dizaines de millions de dollars consacrés à ce genre de besogne. En d'autres termes, ces commandos constitueront peut-être de nouvelles unités, mais il en existe déjà d'autres.

La CIA cherche à faire campagne sur la question des Miskitos, et l'ensemble du gouvernement américain aussi. Aux Nations Unies, l'ambassadrice US Jane Kirkpatrick a fait sa déclaration la plus scandaleuse en accusant les sandinistes de violer les droits humains des Indiens Miskitos en les déplaçant de leur zone traditionnelle le long de la rivière Coco. C'est là une façon de provoquer les problèmes et d'exploiter ensuite la solution apportée à ces problèmes.

— Le 15 mars, le gouvernement du Nicaragua a déclaré l'état d'urgence pour répondre à l'agression extérieure contre le gouvernement sandiniste. Cet état d'urgence a été largement soutenu par les forces d'opposition bourgeoises au Nicaragua. Vous venez juste de nous dire qu'il y a un lien entre l'interventionnisme des USA et *La Prensa* ou les autres médias de l'opposition bourgeoise. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

— Je ne vois pas de contradiction dans le soutien du secteur privé à l'état d'urgence. Je crois qu'Alfonso Robelo lui-même, le dirigeant du Mouvement démocratique national (MDN), a critiqué certaines déclarations agressives de Washington, parce que cela pouvait contribuer à renforcer les sandinistes. Il y a, bien sûr, la question nationale. Comment un Nicaraguayen pourrait-il ne pas s'opposer à une intervention américaine, vu toute l'histoire du soutien des USA aux Somoza et les autres interventions au cours de ce siècle (1912, 1927) ?

Quel que soit leur accord ou leur désaccord avec le programme révolutionnaire des sandinistes, je crois que les Nicaraguayens seront tous unis contre tout type d'intervention américaine. Cela ne veut pas dire que le secteur privé et son organe directeur, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), n'accepte pas de l'argent de la CIA. Ils acceptent certainement des millions de dollars d'aide américaine. Il y a encore 60 à 70 % de l'économie du pays entre les mains du secteur privé, et cela va continuer ainsi dans un avenir prévisible, dans la mesure où les sandinistes ont toujours affirmé qu'il s'agit d'une révolution pluraliste. Ils autorisent les partis politiques et la presse d'opposition. Ils entendent certainement



Philip Agee. (DR)

conserver le secteur privé. Vous pouvez vous rappeler aussi qu'une dizaine de dirigeants du secteur privé condamnés à la prison en octobre 1981 — pour avoir violé l'état d'urgence décrété en septembre — ont été libérés au moment même de la promulgation de l'état d'urgence en mars dernier. Les seuls qui restent en prison sont des gens qui se disent eux-mêmes communistes.

— Récemment, la situation au Salvador a connu des développements dramatiques. La force militaire de l'opposition révolutionnaire s'est accrue. Les USA interviennent à plusieurs niveaux, militaire et politique, en apportant leur soutien à la tenue des dernières élections. Pouvez-vous indiquer les caractéristiques principales de cette intervention ?

— L'administration Reagan a des difficultés avec son Congrès et avec son opinion publique. L'opposition au soutien aux militaires salvadoriens s'est accrue tout au long de l'année passée. La clef de la poursuite de l'intervention US au Salvador, c'est de parvenir à faire la démonstration d'un prétendu développement démocratique et d'un processus de réforme, afin de justifier l'intervention. D'autre part, la campagne d'opinion doit aussi montrer le mouvement révolutionnaire salvadorien comme soutenu et contrôlé de l'extérieur, par les Nicaraguayens, les Cubains, les Soviétiques, et y compris par les Ethiopiens et les Vietnamiens.

Dans les années 1950, quand je suis entré à la CIA, le but de la propagande concernant tout mouvement révolutionnaire était d'abord de le dépendre comme l'expression d'une idéologie non occidentale — comme si le socialisme et le communisme n'étaient pas des idéologies

tout aussi occidentales que le capitalisme —, étrangère aux valeurs traditionnelles de nos sociétés, hostile à la famille, à l'Eglise et aux droits démocratiques.

L'autre axe consistant à le faire apparaître comme un instrument de l'URSS ou de Cuba (et derrière Cuba, de l'URSS). Depuis l'avènement de l'administration Reagan, en janvier 1981, l'axe de la propagande a été de présenter le mouvement révolutionnaire salvadorien comme une extension du conflit Est-Ouest et le mouvement de ce pays comme contrôlé par les marxistes et soutenu par Cuba, l'URSS et le Nicaragua. Cette orientation ignore les conditions objectives du pays, historiques et actuelles, qui ont conduit le peuple à se lancer dans la lutte armée comme seule solution contre les injustices qui ont si longtemps prévalu.

Cette propagande a échoué aux Etats-Unis, excepté auprès de la droite la plus récalcitrante, qui voit un complot communiste derrière la moindre réforme. Il est à porter au crédit des médias américains d'avoir présenté le conflit salvadorien dans des termes historiques, en repartant des soulèvements de 1932 et du massacre de 30 000 personnes, suivis par un demi-siècle de gouvernements militaires qui ont perpétué l'exploitation de la grande masse de la population par les 14, ou disons les 250 familles.

Il me serait bien difficile, si je vivais aux USA et si j'étais employé dans une compagnie d'assurances ou dans une banque, en regardant les nouvelles en rentrant à la maison ou en lisant le journal du matin, de ne pas me faire une idée de la réalité du conflit salvadorien qui ait un rapport avec l'histoire et la situation réelle de ce pays. C'est à mon avis l'une des raisons pour lesquelles les sondages d'opinion aux USA montrent un grand nombre de gens — peut-être plus de la moitié — hostiles à la poursuite du soutien aux militaires salvadoriens. Tous les efforts pour présenter un prétendu processus de démocratisation et de réformes ont été un relatif échec, en raison de la poursuite des massacres par les forces de sécurité et les bandes d'extrême droite. Et maintenant que la droite (je devrais dire l'extrême droite, car on peut difficilement considérer Napoleon Duarte comme un homme du centre) a gagné la majorité des sièges à l'Assemblée constituante salvadorienne avec les récentes élections, il va être encore plus difficile pour l'administration Reagan de faire valoir l'image d'un processus progressiste au Salvador.

Même si les partis d'extrême droite et la Démocratie chrétienne forment un prétendu gouvernement d'Union nationale, la guerre va continuer, de même que les plus brutales violations des droits de l'homme. J'ai dans l'idée que l'opinion publique aux USA et l'opposition au sein du Congrès vont contraindre progressivement l'administration Reagan à se retirer. Il n'est pas impossible que les forces militaires salvadoriennes se désintègrent alors comme la Garde nationale de Somoza au Nicaragua. Mais, d'un autre côté, il y a toujours la possibilité d'un accord négocié, souhaité par le mouvement révolu-

tionnaire, ainsi que par beaucoup d'autres, y compris les Mexicains, les Nicaraguayens et les Cubains.

— A propos du Nicaragua, vous avez mentionné le Honduras. Nous savons qu'il y a des réfugiés salvadoriens au Honduras. Il est également évident que les USA soutiennent fortement le Honduras en terme d'aide militaire. Quel rôle joue le Honduras dans les plans d'intervention américains ?

— Les récentes élections au Honduras rendent évidemment plus facile pour Ronald Reagan le renforcement de son assistance militaire à ce pays. Le Honduras est en ce moment un pays clef pour l'administration US car, si elle parvenait à provoquer les Nicaraguayens et leur faire attaquer le territoire hondurien, alors le Honduras pourrait réclamer toute forme d'assistance, par exemple au nom du traité de Rio du 2 septembre 1947. Je ne pense pas que les Nicaraguayens, bien qu'ils en aient les moyens, leur feront cadeau d'une telle occasion.

Il y a des milliers de mercenaires antiscandinaves entraînés en ce moment au Honduras. Le nombre de conseillers militaires américains au Honduras a été porté à plus de 100 ces derniers mois, alors qu'il n'y en avait que quelques-uns au milieu de l'année 1981. Il y a aussi les conseillers argentins. Je suppose que la CIA participe à ces entraînements par le biais d'autres mercenaires, comme d'anciens bérets verts ou des vétérans du Vietnam, qu'elle envoie au Honduras pour encadrer ces unités contre-révolutionnaires. Il me semble que le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères a déclaré qu'il y avait environ 6 000 hommes en armes parmi les commandos entraînés au Honduras.

Il y a déjà eu un nombre considérable de complots découverts par le gouver-

Ronald Reagan. (DR)



Troupes salvadoriennes entraînées aux USA. (DR)

nement nicaraguayen dont, en janvier dernier, la tentative de détruire la seule raffinerie de pétrole et la seule cimenterie du pays. Cette opération impliquait des Argentins et les services de sécurité vénézuéliens. Je pense que ce type d'action paramilitaire contre les sandinistes va continuer à moins que n'intervienne une solution diplomatique globale pour la région.

— Au Guatemala, le général Rios Montt a pris le pouvoir par un coup d'Etat effectué immédiatement après les élections de mars. Pensez-vous que cela ait créé une nouvelle situation ? Y a-t-il des signes de collaboration entre les putschistes et certains secteurs de l'administration américaine ?

— Je vois dans ce coup d'Etat une question intérieure aux forces armées guatémaltèques. Il est encore trop tôt pour dire si le nouveau régime sera capable d'améliorer l'image de marque du gouvernement guatémaltèque au point de permettre à Ronald Reagan de justifier une reprise de son aide militaire. Le problème avec le Guatemala, c'est bien sûr qu'il détient le terrible record de la répression politique. C'est un fait connu par les « fabricants d'opinion » comme par tout le monde aux Etats-Unis. Il est évident que Ronald Reagan souhaiterait pouvoir reprendre l'aide militaire au Guatemala, qui n'a plus reçu d'aide militaire officielle depuis que le président Jimmy Carter est arrivé au pouvoir en 1977, à l'exception de camions et de jeeps l'an dernier. Le Guatemala a reçu de l'aide de l'Argentine et d'Israël, mais il a surtout besoin de l'aide américaine. (...)

— Nous avons parlé de l'intervention économique, politique et militaire en Amérique centrale. Comment l'administration Reagan pourrait-elle justifier une intervention militaire directe en Amérique centrale et dans la Caraïbe ?

— Je ne pense pas qu'elle en ait les moyens. La seule façon pour les USA

d'intervenir serait de le faire en commun avec d'autres pays latino-américains tels que l'Argentine, le Chili ou l'Uruguay. Il y a bien sûr un réel danger de blocus de Cuba, de blocus naval du Nicaragua, de soutien tactique aérien aux militaires du Salvador ou même du Guatemala. Mais le facteur décisif pour empêcher ce type d'intervention, c'est que l'on fasse comprendre aux Etats-Unis ce qu'en sera le coût humain pour les Américains eux-mêmes.

En ce qui concerne Cuba, je pense que les militaires américains et une bonne partie de l'opinion sont conscients du prix à payer pour une agression directe, et ils en jugent le prix inacceptable. Il y aurait tout simplement trop d'Américains rapatriés dans un sac de plastique, comme cela s'est produit au Vietnam, parce que Cuba possède une armée puissante, une force aérienne, une milice en armes. Ils se battraient, cela ne fait aucun doute. Les Nicaraguayens aussi, et le coût humain serait très élevé là aussi. (...)

Il me semble que les sandinistes ont été particulièrement avisés en construisant leur défense militaire aussi vite que possible, précisément pour empêcher ce type d'intervention que les USA ont tenté contre la plupart des mouvements socialistes et révolutionnaires depuis 1918. Et si les Etats-Unis intervenaient directement en Amérique centrale, il y aurait la possibilité d'une intervention cubaine et d'une internationalisation du conflit.

Nombre d'Eglises aux USA ont une position très positive. Le mouvement contre les armes nucléaires se développe parallèlement au mouvement contre l'intervention en Amérique centrale. (...)

Je pense qu'il serait très difficile pour Ronald Reagan de convaincre la majorité du Congrès américain et du peuple américain de la nécessité d'une telle intervention. En plus de la situation militaire, l'une des raisons principales est le souvenir de ce qui s'est passé au Vietnam ...

Propos recueillis pour INPRECOR
Hambourg, 9 avril 1982.

Un nouveau gouvernement pour mener la guerre

Vincent KERMEL

La sinistre farce électorale du 7 mars au Salvador a été présentée à Washington comme un important succès de la politique américaine en Amérique centrale (1). Le président Ronald Reagan a adressé une lettre de félicitations à la Junte militaire et démocrate-chrétienne de San Salvador, dans laquelle il réaffirme son appui « au rétablissement de la démocratie au Salvador » et proclame que « peu de nations ont réalisé des élections libres dans des conditions aussi difficiles ».

Pourtant, derrière cet enthousiasme pointe chez les responsables américains une certaine inquiétude, en partie liée à l'importance que cette mascarade électorale vient d'attribuer à l'organisation fasciste du major Roberto d'Aubuisson, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), seconde formation de la nouvelle Assemblée nationale.

Certes, dès l'origine, les élections salvadoriennes devaient être l'occasion pour l'administration Reagan et l'oligarchie locale de réorienter l'axe politique du gouvernement vers une formule plus proche de celle d'avant le coup d'Etat d'octobre 1979 qui avait mis à bas le régime du général Humberto Romero.

Depuis quelques mois d'ailleurs, les « réformes » de l'après-1979 ont été mises en veilleuse — la seconde phase de la réforme agraire reportée par exemple — et des dignitaires de l'ancien régime réintégrés dans l'armée.

LE PROJET IMPÉRIALISTE

Pour enrayer la crise d'érosion de la dictature et se débarrasser du legs de la politique du président Jimmy Carter au Salvador, l'administration Reagan souhaitait parvenir à une recomposition politique susceptible d'obtenir la cohésion nécessaire à la poursuite et à l'approfondissement de la guerre qui reste, de fait, la seule perspective de l'impérialisme et de la réaction au Salvador.

Un tel projet rendait nécessaire une cohabitation délicate entre l'armée, la Démocratie chrétienne (DC), principal agent de la stratégie impérialiste depuis le coup d'Etat de 1979, et le Parti de la conciliation nationale (PCN) — parti de l'armée au pouvoir avant 1979 — qui représente la continuité de la tradition dictatoriale. Le retour du PCN sur la scène politique était en quelque sorte la conséquence logique de ce plan et devait découler de sa participation aux élections.

Toutefois, les calculs impérialistes ont été, un temps, gênés par le poids détenu par l'ARENA au sein de l'Assemblée nationale, qui pouvait lui permettre de réorienter la coalition des forces bourgeoises clairement à l'extrême droite, en marginalisant totalement la Démocratie chrétienne. Ce que d'ailleurs l'organisation du major Roberto d'Aubuisson a tenté de faire immédiatement après les élections en impulsant un front d'unité nationale des formations réactionnaires excluant la Démocratie chrétienne.

Pour l'impérialisme, lors des tractations pour la formation d'un gouvernement, qui ont duré deux mois, il s'est agi d'obtenir au sein des nouvelles institutions remplaçant la Junte, une solution se rapprochant le plus possible du projet initial. C'est, semble-t-il, la seule réussite de l'impérialisme US dans ces élections que d'y être en partie parvenu. Mais cela n'a pas été sans mal et l'équilibre obtenu est encore bien précaire.

En effet, durant toutes ces semaines de discussion, les divergences entre les partis réactionnaires se sont maintenues. La Démocratie chrétienne, dont le leader, Napoleon Duarte, accusait le major Roberto d'Aubuisson de vouloir « une paix de mort, une paix qui détruit tout (2) », entendait arracher une participation gouvernementale proportionnelle aux résultats des élections. Le secrétaire général du PDC et maire de San Salvador, Julio Adolfo Rey Prendes, affirmait même à ce sujet : « Si on ne nous donne pas cette répartition, nous nous trouverons en face d'un coup d'Etat légal. (3) » De leur côté, les formations d'extrême droite voulaient écarter la Démocratie chrétienne, ou du moins ses dirigeants les plus connus, des responsabilités gouvernementales.

Malgré le caractère apparemment inconciliable de ces positions, un compromis s'est dégagé, sous l'influence déterminante de l'impérialisme US — en la personne de l'ambassadeur Diane Hinton et de l'envoyé spécial de Ronald Reagan, le général Vernon Walters — et des chefs militaires salvadoriens, très sensibles au rôle fondamental de l'aide militaire US dans la conduite de la guerre.

« Cinq chefs militaires ont lancé un appel conjoint à mi-voix aux dirigeants de la droite », a pu noter l'*International Herald Tribune* (4). D'après un représentant démocrate-chrétien cité par ce journal, les militaires ont tenu aux partis de droite le langage suivant : « Le pays doit absolument être uni maintenant. Si les partis qui ont participé aux élections n'apparaissent

pas unis, seules les forces de la guérilla peuvent y gagner. »

UN CABINET DE GUERRE

Quelques jours plus tard, le major Roberto d'Aubuisson — dont Robert White, ancien ambassadeur US à San Salvador, affirmait pourtant devant une commission du Sénat « qu'il y a des preuves, même si elles ne sont pas à 100 % concluantes » qu'il est « responsable du meurtre de Mgr Romero » — était élu président de l'Assemblée. L'actuel ambassadeur US quant à lui, y a vu « un exemple de la démocratie au travail ». Ensuite, l'avocat Alvaro Magana Borjan était élu président provisoire du Salvador par l'Assemblée nationale, avec les voix de la Démocratie chrétienne et du PCN, contre le candidat de l'ARENA. Pour les USA et l'armée, l'homme convient parfaitement à la fonction. Propriétaire d'une plantation de café et président pendant dix-sept ans de la Banque nationale hypothécaire, après avoir été un des fondateurs du PCN, un élève studieux de l'économiste Milton Friedman aux USA et de la CIA en Italie, Alvaro Magana a d'autre part d'excellents rapports avec la hiérarchie militaire salvadorienne. Il a, en effet, eu l'occasion d'accorder de nombreux prêts, à fonds perdus, aux colonels et aux généraux qui constituent aujourd'hui l'état-major salvadorien.

Outre la personnalité d'Alvaro Magana, la composition du nouveau gouvernement illustre encore plus les pressions américaines et dévoile la perspective d'accentuation d'une politique de guerre à outrance. Si les représentants du PDC gardent leurs portefeuilles ministériels, ils n'obtiennent aucun des postes essentiels, tandis que Napoleon Duarte est de fait évincé. Le PCN revient en force avec deux vice-présidents de l'Assemblée nationale et trois postes au gouvernement. L'ARENA obtient les postes clefs de l'Agriculture, de l'Economie et du Commerce extérieur. Enfin, le ministère de l'Armée reste aux mains des militaires en la personne du général José Guillermo Garcia, actuel membre de la Junte.

1. Vincent Kermel, « Après les "élections de la nuit" », *Inprecor* numéro 123, du 19 avril 1982.

2. *Inforpress*, Ciudad Guatemala, 1er avril 1982.

3. *Inforpress*, 22 avril 1982.

4. *International Herald Tribune*, 19 avril 1982.



Troupes gouvernementales dans un village. (DR)

La reconnaissance par Alvaro Magana lui-même « que le président d'un gouvernement provisoire (...) doit être surtout un exécutant de ceux qui composent la Constituante (5) », montre que la solution à la crise de la dictature trouvée par les USA reste précaire. L'Assemblée garde le pouvoir d'avaliser ou de contester les mesures gouvernementales. Le pôle politique constitué par l'ARENA conserve donc un poids important face à l'homme providentiel trouvé en la personne d'Alvaro Magana et face au gouvernement. Les effets déstabilisateurs de cette situation se feront donc prochainement sentir de nouveau.

Toutefois, une unité provisoire semble s'être forgée autour du véritable cabinet de guerre que constitue le gouvernement d'Alvaro Magana. D'ailleurs, sa mise en place a coïncidé avec une reprise de l'offensive militaire début mai au moment même où le nouveau président proclamait : « Il n'y a rien à négocier avec les guérilleros. (6) »

Des actions répressives regroupant 4 500 soldats ont alors eu lieu dans les régions du Morazan et d'Usulután. L'état-major militaire reconnaît lui-même la violence des combats en parlant de « forte résistance » des forces du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Par ailleurs, les assassinats de civils ont augmenté pour se situer à la moyenne effarante de 35 par semaine. Fin avril, des officiers salvadoriens affirmaient d'ailleurs cyniquement que « les paysans qui soutiennent la guérilla, soit tacitement, soit en lui fournissant de la nourriture ou toute autre assistance, doivent être considérés comme des victimes légitimes de la guerre (7) ».

Depuis les élections, la situation des populations paysannes des zones contrôlées par la dictature s'est considérablement aggravée. Des responsables d'asso-

ciations paysannes pourtant pro-gouvernementales ont affirmé que « des milliers de paysans ont été illégalement chassés de leurs parcelles par les propriétaires fonciers souvent aidés par les forces paramilitaires et par la police locale (8) ».

Cette question de la terre risque d'être au centre des prochains affrontements entre les forces bourgeoises, l'ARENA désirant annuler la réforme agraire, tandis que le PDC menace de quitter l'Assemblée s'il en était ainsi. Un officiel de l'Institut salvadorien de la réforme agraire (ISTA) affirmait même récemment que « si l'ARENA revient sur les réformes, il y aura un bain de sang à travers tout le pays (9) ».

Une des premières mesures de la nouvelle Assemblée a justement été de suspendre, le 18 mai, un décret concernant la réforme agraire, interdisant ainsi aux métayers de devenir propriétaires des parcelles qu'ils cultivent.

Dans le moment présent, seule la perspective d'une vaste offensive militaire contre la guérilla, avec les soldats et les officiers salvadoriens formés par les Etats-Unis, semble constituer le ciment unificateur des forces bourgeoises.

LE FMLN TIENT BON

Le FMLN s'attend d'ailleurs à une telle offensive au cours de l'été, mais il reste optimiste sur l'issue des combats. Les dirigeants du FMLN soulignent en effet les progrès militaires qu'ils ont réalisés ces derniers mois. Dans les deux seuls premiers mois de l'année, la guérilla a récupéré plus d'armes à l'ennemi que durant toute l'année antérieure. Sur le plan des télécommunications entre les différents fronts, les progrès sont époustouffants : « Des journalistes qui ont visité les zones contrôlées par la guérilla affirment que le système de communication radio du

FMLN est meilleur que celui de l'armée. (10) »

Le FMLN a aussi manifesté à plusieurs reprises une grande capacité de mouvement. Ainsi, « les actions dans les quartiers ouvriers périphériques de San Salvador — Mejicanos, San Antonio Abad, Cuscatancigo, Soyapango et Apopa — ont été impressionnantes. La région autour de San Salvador offre peu de protections naturelles. Mais, lors du week-end des élections, des colonnes de 100 à 300 guérilleros ont parcouru les 25 km qui séparent Guazapa de San Salvador, soutenu un combat avec les forces gouvernementales pendant plus de six heures, et ensuite s'en sont retournées à Guazapa avec un minimum de pertes (11) ». De plus, lors de ces actions, les forces du FMLN auraient fait de nombreuses recrues, près de 300 pendant les opérations autour de Usulután, un peu moins dans la capitale, ce qui indique le soutien populaire dont elles bénéficient déjà dans les centres urbains.

La dictature compte évidemment sur le retour des troupes formées par les USA et sur l'aide américaine pour renverser la situation. Or, il n'est pas dit que les 1 500 soldats et officiers entraînés par les bérêts verts ne connaîtront pas le sort de la fameuse brigade d'élite Atlacatl, défaite par le FMLN au cours de son premier engagement, ce qui accentuerait encore la baisse de moral des troupes gouvernementales. D'autant plus que l'infrastructure logistique ne suit pas l'augmentation des troupes répressives. Disposant de 17 hélicoptères, la dictature ne peut par exemple transporter qu'une seule compagnie à la fois (dix hommes par hélicoptère). C'est la raison pour laquelle le département d'Etat US entend augmenter le nombre d'hélicoptères de la dictature, les fameux UH-1H « Huey » de la guerre du Vietnam, jusqu'à 40, et fournir aussi une douzaine d'avions d'attaque au sol (12).

C'est dire, si on pouvait l'oublier, le rôle fondamental du soutien militaire américain dans le maintien de la dictature salvadorienne. C'est dire aussi que la nouvelle formule gouvernementale qui remplace la Junte ne représente pour Washington qu'un moyen de poursuivre l'offensive militaire contre la guérilla et le peuple salvadorien.

Les manifestations de solidarité avec la révolution salvadorienne aux USA et de dénonciation de la venue de Ronald Reagan en Europe, qui vont se dérouler en ce début juin, sont donc d'une importance toute particulière. Elles doivent en effet pouvoir faire reculer pratiquement l'impérialisme US dans son intervention militaire rampante au Salvador. ■

Vincent KERMEL
22 mai 1982.

5. Inforpress, 6 mai 1982.
6. Inforpress, 13 mai 1982.
7. New York Times, 22 avril 1982.
8. Time, 24 mai 1982.
9. Ibid.
10. Latin America Regional Reports, 30 avril 1982.
11. Ibid.
12. International Herald Tribune, 10 mai 1982.

Le général Rios Montt élu de Dieu et de.... Washington

Des sectes religieuses américaines promettent
1 milliard de dollars à la dictature

A PRES le fiasco des élections du 7 mars 1982 (cf. *Inprecor* numéro 121, du 22 mars 1982), le coup d'Etat du 23 mars suivant, dont il ne faisait pourtant aucun doute qu'il était largement inspiré par Washington, pouvait néanmoins donner l'impression d'une improvisation de dernière minute pour tenter de parer à la crise de la dictature.

Les premières déclarations du général Efraín Rios Montt, chef de la junte militaire alors mise en place et adepte de la secte religieuse de l'Eglise évangélique du Verbe, pour lequel il

s'agissait de construire « une nation par Dieu, avec Dieu et pour Dieu », prôtaient évidemment à une telle interprétation superficielle.

Toutefois, la personnalité des auteurs du coup d'Etat, pour la plupart des jeunes officiers liés à l'une des principales organisations de l'oligarchie, le Mouvement de libération nationale (MLN) d'extrême droite, celle des membres de la nouvelle junte, et les premières mesures annoncées, ont assez rapidement éclairé les orientations de la nouvelle équipe militaire.

Vincent KERMEL

L'actuel chef de la junte, par exemple, le général Efraín Rios Montt, n'est pas seulement le candidat malheureux de la Démocratie chrétienne (DC) aux élections présidentielles de 1974. Il est aussi un ancien chef d'état-major de l'armée qui a participé en tant que tel à la direction des opérations de pacification dans l'est du pays. Quant à ses collègues de la junte, le général Horacio Maldonado Schaad et le colonel Luis Gordillo Martínez, ils ont respectivement été chef de la Garde d'honneur, une unité où a été coordonnée la répression, et chef de la base militaire de Quezaltenango, l'un des points chauds de la lutte anti-guérilla.

Aussi, dès les premiers communiqués de la junte, sont apparus avec insistance deux axes complémentaires de la politique des putschistes du 23 mars : la proclamation de la nécessité d'une lutte contre la corruption et la réaffirmation du maintien et de l'approfondissement de la lutte contre la guérilla.

DEMAGOGIE ANTI-CORRUPTION ...

« L'armée du Guatemala a expulsé du gouvernement une minorité corrompue et indigne qui a conduit le pays à une crise politique, économique et sociale », affirme le tout premier communiqué de la junte. Mais il est précisé d'emblée les limites qui seront mises à l'action contre ces maux. Seuls seront changés « les hommes, parce que nous continuerons à lutter avec plus de vigueur contre la subversion » : (*Inforpress*, 25 mars 1982.)

La junte, qui a suspendu la Constitution et le Parlement, a promulgué un « statut fondamental de gouvernement » lui attribuant tous les pouvoirs. L'autonomie municipale a même été suspendue. A partir du 16 juin, les maires seront nommés directement par la junte.

Dans le domaine économique, certains projets trop ambitieux ont été annulés. Mais les propos du général Efraín Rios

Montt, selon lesquels l'industrie pétrolière « devrait être nationalisée », ont très rapidement été démentis par le ministre des Mines, des Hydrocarbures et de l'Energie nucléaire, le colonel Jorge Luis Monzon. Si une purge limitée a été opérée dans certains corps de répression, si les jeeps Toyota sans plaques d'immatriculation, traditionnellement utilisées par les escadrons de la mort pour les assassinats, ont disparu des centres urbains, la plupart des anciens responsables des forces répressives sont restés en place.

Des fonctionnaires de l'ancien gouvernement du général Romeo Lucas García, comme Alonso Lima, se sont même vu attribuer des responsabilités dans le gouvernement mis en place par la junte. D'autres, comme par exemple le responsable du secteur minier, se sont vus reconduits dans leurs fonctions. Au total, seulement une trentaine de fonctionnaires intermédiaires ont été traduits en justice pour malversations.

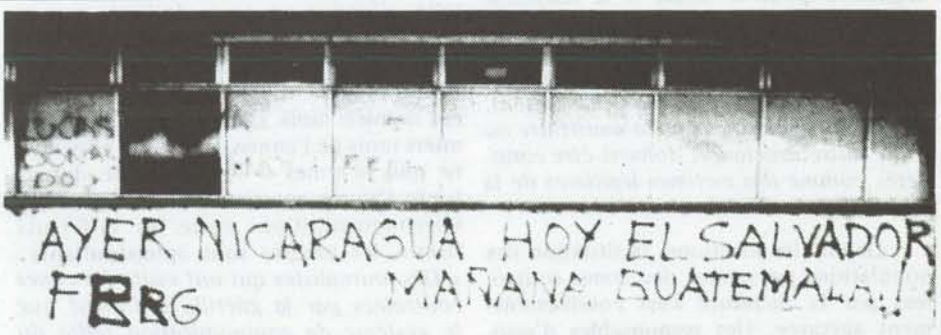
« Aucun militaire n'a été inquiété », note le *Monde* du 23 avril 1982. Et, s'exprimant au sujet des corps répressifs et de la police, le général Efraín Rios Montt a déclaré : « Ceux-ci ne seront pas dissous, mais réorganisés » parce que « ce ne sont pas les hommes qui sont fautifs, mais ceux qui les ont commandés. » (*Dia Internacional*, 5 avril 1982.) Ainsi, le corps des détectives de la Police nationale (police politique) a été dissous simplement parce

qu'« il n'a pas accompli les fonctions pour lesquelles il avait été créé, du fait de procédures empiriques et inadéquates ». (*Dia Internacional*, 22 avril 1982.)

Dans le but de s'efforcer de mettre fin à la crise politique de direction de la bourgeoisie, la junte militaire s'est adressée au secteur privé pour l'inviter à nommer lui-même ses représentants dans le nouveau gouvernement. Ainsi, l'association patronale CACIF a-t-elle proposé Julio Matheu comme ministre de l'Economie et Otto Martínez comme ministre de l'Agriculture. Une démarche identique a été entreprise auprès de l'épiscopat et des représentants de l'université. Et le général Efraín Rios Montt n'hésitait pas à proclamer : « La démocratie est notre drapeau pour que les Guatémaltèques connaissent leurs devoirs, leur responsabilité et leurs droits. » (*La Stampa*, 7 avril 1982.) Et il promettait, le 18 mai, des élections « au plus tard en décembre prochain », déclaration sur laquelle il a dû bien vite revenir...

Toutefois, la junte a eu beaucoup moins de succès dans ses manœuvres en direction du mouvement ouvrier et populaire. Cela n'a cependant pas empêché le ministre du Travail de réclamer aux travailleurs, le 1er mai, « leur coopération patriotique pour aider à sauver le Guatemala de la grave crise économique et sociale dans laquelle il se débat ». Le porte-parole de la junte militaire affirmait

« Hier le Nicaragua, aujourd'hui le Salvador, demain le Guatemala. » (DR).



à l'unisson que « le capital et le travail se complètent ».

... ET POURSUITE DE LA REPRESSION

Malgré ces appels à l'unité nationale, la dictature guatémaltèque reste la plus sanglante de toutes celles d'Amérique centrale. Les proclamations de la junte sont d'ailleurs destinées à couvrir les très violentes opérations militaires menées récemment contre la guérilla et les populations paysannes. Dans les « quarante derniers jours, il a été lancé une féroce campagne contre-insurrectionnelle contre les bases de la guérilla parmi la population indienne », note *Latin America Weekly Report* de Londres du 7 mai dernier. Ces opérations ont souvent été conduites par l'armée accompagnée de milices paysannes nouvellement mises sur pied.

Ainsi, 30 000 supplétifs auraient été enrôlés dans ces milices, et il y aurait 2 000 de ces miliciens armés dans le seul « triangle Ixil » du Quiché, la région des Indiens Ixil où l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) est implantée.

Cette nouvelle tactique militaire combine un apaisement momentané du climat répressif dans les centres urbains et une véritable politique de génocide dans les régions rurales où la guérilla est influente. Dénonciation de la corruption et limitation des assassinats politiques dans les centres urbains doivent détourner l'attention de l'opinion internationale de la véritable guerre qui se mène dans certaines régions. A plus long terme, le but est, bien évidemment, de tenter de dissocier le mouvement ouvrier urbain et la petite bourgeoisie de la mobilisation armée des populations indiennes et de la guérilla.

Celle-ci a d'ailleurs déjà dénoncé cette « tactique d'extermination comparable à celle du Vietnam » (Opération Phénix). « Le gouvernement continue à massacrer la population civile, mène une politique de "terre brûlée" dans plusieurs régions du Quiché et s'efforce d'opposer les villages les uns aux autres en obligeant leurs habitants à former des patrouilles civiles », déclare l'EGP dans un récent communiqué. De son côté, l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), qui regroupe les différentes formations de la guérilla guatémaltèque, a précisé que 3 000 paysans avaient déjà été assassinés en un mois et demi de nouveau pouvoir. L'armée s'est livrée à des massacres dans 22 villages des départements de Baja Verapaz, Chimaltenango, Solola, du Quiché et du Peten. Dans les seules localités de El Pajarito et de Pichiquil, ce sont 500 personnes qui ont été assassinées et 400 maisons brûlées. (*Uno mas uno*, Mexico, 7 mai 1982.)

LES USA AU SECOURS DE LA JUNTE

C'est pourtant ce régime que les autorités américaines se félicitent de voir « progresser en matière de droits humains ». Depuis quelques semaines, l'ambassadeur US à Ciudad Guatemala ne



Le triumvirat militaire guatémaltèque : Maldonado, Rios Montt et Gordillo. (DR)

tarit pas d'éloges sur les nouveaux maîtres de la dictature. Frédéric Chapin estime en effet que la junte représente un « premier pas de l'obscurité vers la lumière ».

Quant au sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires interaméricaines, Stephen Bosworth, il estime que « le coup d'Etat militaire peut avoir mis fin à la paralysie politique qui existait dans ce pays. Depuis le coup d'Etat, la violence non directement en rapport avec l'insurrection a été virtuellement enrayée. On a exhorté toutes les forces politiques à s'unir en une réconciliation nationale ». Et il ajoute : « Nous espérons que ces progrès continueront pour établir une relation plus étroite et une meilleure collaboration avec ce pays clef. » (*Inforpress*, 6 mai 1982.)

Il est évident que ce qui détermine ce rapprochement entre l'impérialisme US et la dictature guatémaltèque est avant tout le rôle stratégique de ce pays en Amérique centrale. D'ailleurs, le secrétaire d'Etat US, Alexander Haig, le reconnaît quand il déclare que le Guatemala est « stratégiquement la plus importante république centro-américaine du fait de sa taille, de sa population et de ses ressources, y compris pétrolières ». Aussi ajoute-t-il que « la guérilla guatémaltèque a des conséquences beaucoup plus importantes en terme de dangers pour les intérêts des Etats-Unis que la guerre du Salvador ».

C'est pour cela qu'il suffit de quelques proclamations d'un contenu encore bien moins radical que les timides « réformes » suggérées par l'administration de Jimmy Carter au Salvador en 1979 pour amener l'administration Reagan, dont nombre des membres sont directement liés aux intérêts US au Guatemala, à réactiver l'aide militaire américaine à la dictature, suspendue par l'administration précédente en 1977. Ainsi, d'après l'*International Herald Tribune* du 26 avril, « les USA ont décidé de mettre fin à quatre ans d'embargo sur les ventes d'armes au Guatemala » ... Un envoi de pièces détachées pour hélicoptères, d'une valeur de 4 millions de dollars, est imminent, tandis que le département d'Etat va octroyer dès l'année 1982 une aide de 50 000 dollars pour un programme d'en-

traînement militaire, aide qui sera portée à 250 000 dollars dès 1983.

Toutefois, un fonctionnaire du département d'Etat US souligne, dans le journal de la haute finance, *Wall Street*, du 25 mars, une contradiction toujours pesante : « Personne ne doit avoir l'illusion que le coup d'Etat fera disparaître les guérillas ... Le problème est de savoir si le gouvernement pourra trouver une meilleure manière de continuer la guerre sans s'aliéner chaque fois de plus importants secteurs de la population. »

La nouvelle équipe militaire à la tête de la dictature tente de résoudre cette contradiction par une politique de génocide contre les populations rurales des régions d'implantation de la guérilla. Outre la reprise imminente de l'aide militaire américaine, la dictature dispose d'un atout dans la guerre qu'elle mène contre les forces populaires organisées dans la guérilla, c'est le silence qui entoure le massacre.

Comparativement au Salvador, par exemple, le Guatemala où pourtant la guérilla a toujours été soumise à la plus terrible des répressions, est en quelque sorte la « guerre oubliée » de la région. Ainsi, des Etats bourgeois qui, comme le Mexique, soutiennent diplomatiquement le FMLN salvadorien, n'ont pas une position identique sur le Guatemala. Le président mexicain José Lopez Portillo n'a d'ailleurs pas fait mention de l'URNG dans le plan général de paix en Amérique centrale qu'il a proposé aux Etats-Unis. C'est que le gouvernement mexicain, qui ferme ses frontières aux réfugiés guatémaltèques, s'inquiète de la radicalisation des processus révolutionnaires au Guatemala au moins autant que l'impérialisme américain. Certes, José Lopez Portillo a condamné le coup d'Etat du 23 mars, mais l'état-major militaire mexicain — fait exceptionnel — a approuvé le putsch qui aurait « sauvé » le Guatemala.

Ne pas laisser les proclamations démagogiques de la nouvelle junte guatémaltèque couvrir d'un voile pudique le bruit de la mitraille qu'elle utilise contre le peuple de ce pays, constitue donc la tâche centrale que la solidarité internationale doit se fixer.

Vincent KERMEL
19 mai 1982.

Gouvernements et banquiers capitalistes face aux sanctions économiques

Pourquoi le boycott de la Pologne n'est pas une solution ouvrière

L'AGITATION en Pologne pourrait compliquer les discussions sur la renégociation de la dette », titrait le *International Herald Tribune* du 7 mai dernier. A elle seule, cette affirmation exprime ce que sont les réelles préoccupations des milieux financiers internationaux.

Après avoir caressé, en mars, l'espoir qu'un accord serait

possible en avril (1), les banquiers occidentaux — et les banquiers américains plus particulièrement — sont à nouveau inquiets pour leur argent. Ils ne cachent pas que la politique des sanctions économiques des gouvernements occidentaux ne fait pas leur affaire.

Jacqueline ALLIO

On se rappelle le soulagement exprimé par de nombreux organes de la haute finance, tel le *Wall Street Journal*, au lendemain du 13 décembre. « La plupart des banquiers pensent que des gouvernements autoritaires ont ceci de bon qu'ils imposent une discipline (2) », déclarait froidement un directeur dont la banque avait prêté des millions de dollars à la Pologne. « Qui peut savoir quel est le système politique capable de fonctionner ? », s'interrogeait un de ses confrères, qui ajoutait : « Le seul test qui nous importe, c'est de savoir s'ils peuvent payer. » Parmi ceux qui n'osaient pas étaler leur cynisme de manière aussi criante, il ne manquait cependant pas de voix pour accuser Solidarité d'être responsable du coup de force militaire, pour « avoir voulu aller trop loin (3) ».

Après avoir exprimé tout haut leur désaccord avec les mesures politiques prises par des gouvernements qui les avaient pourtant « encouragés à effectuer des prêts massifs à la Pologne », de nombreux banquiers ont décidé de passer outre la décision de la majorité des pays occidentaux, en janvier dernier, touchant au refus de renégocier la dette polonaise tant que durerait l'état de guerre. « Ne faisons pas de politique, continuons comme par le passé (4) », affirmait récemment un banquier britannique, dont la principale préoccupation était, tout comme celle de ses confrères, de savoir si la Pologne pourrait honorer les 3,4 milliards de dollars d'intérêts qu'elle doit pour 1982. « Dans une situation comme celle-ci, en définitive, c'est chacun pour soi (5) », se lamentait de son côté le directeur d'une filiale d'une très importante multinationale américaine qui reprochait aux banques de ne s'occuper que de leurs propres intérêts...

L'ARRIERE-PLAN DES SANCTIONS AMERICAINES

Ces diverses réflexions émanant des milieux financiers ont le mérite de traduire crûment ce que pensent les capitalistes en général, et les capitalistes américains

en particulier. Car le « show Reagan » en « solidarité » avec la Pologne, du mois de février dernier, ne saurait faire illusion quant aux intentions véritables de la classe dominante. Si le gouvernement Reagan a opté pour une politique de sanctions économiques, c'est d'abord qu'il avait quelque chose à y gagner sur le plan strictement matériel : en 1981 déjà, les USA ont été le principal bénéficiaire de la diminution de la production de charbon en Pologne, avec une augmentation de 70 % de leurs exportations, plus particulièrement en direction de la Finlande, du Danemark et de l'Allemagne de l'Ouest, tous trois acheteurs traditionnels de charbon polonais.

C'est ensuite qu'il avait tout à gagner dans l'orchestration d'une campagne anti-communiste dont l'objectif principal était de renforcer la position des USA dans l'équilibre des forces international, comme ne le cachait pas le secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Josef Luns, dans une interview accordée à la revue américaine *Newsweek* au lendemain du coup de force du général Jaruzelski. « Je pense que ce qui s'est passé en Pologne n'a certainement pas affaibli l'OTAN. Au contraire, le rapport des forces des USA et de l'Europe vis-à-vis de l'URSS est meilleur qu'auparavant ; l'Union soviétique doit maintenant compter avec un pays turbulent à côté du cordon ombilical qui relie l'Allemagne de l'Est à Moscou. (6) » Josef Luns soulignait également que l'objectif de l'OTAN était d'aller de l'avant dans son programme d'intensification de l'installation de l'arsenal militaire américain en Europe : « La nouvelle administration américaine, affirmait-il, a pris l'offensive par rapport à l'URSS, et le programme de réarmement de Ronald Reagan a renforcé la position des USA d'un point de vue politique. »

Il est d'ailleurs caractéristique qu'à côté de tout le bruit fait sur la question des sanctions économiques contre la Pologne, le gouvernement américain se soit bien gardé de proposer un embargo sur les livraisons de blé à l'URSS. Celles-ci représentent plus des deux tiers des exportations de blé des USA et elles

avaient rapporté 1,3 milliard de dollars pour les seuls huit premiers mois de 1981. Quant aux prétextes « humanitaires » invoqués pour dénoncer la signature du contrat de gaz soviétique par les Européens, ils ne sauraient faire illusion : ils laissent clairement transparaître la réaction ulcérée d'un concurrent qui se voit lésé dans ses intérêts.

L'hypocrisie de Ronald Reagan à l'égard des ouvriers polonais apparaît avec d'autant plus d'évidence lorsqu'on se rappelle que, le jour même où le président américain faisait sa déclaration sur la Pologne, il appelait la Communauté économique européenne (CEE) à lever les sanctions contre la junte militaire turque, et qu'il n'hésitait pas à apparaître à la télévision aux côtés du représentant de la dictature militaire d'Ankara où des milliers de travailleurs croupissent dans les prisons pour avoir défendu leurs droits syndicaux. Et cela sans parler des intentions belliqueuses à l'égard de l'Amérique centrale de « Reagan-la-guerre », dont tous les efforts tendent à obtenir une augmentation des crédits de guerre US pour mener à bien son programme de militarisation de la région.

Toutefois, il ne suffit pas de dénoncer les larmes de crocodile des puissances impérialistes et de prendre ses distances face à leur hypocrisie. Il faut redire clairement que les sanctions économiques ne vont pas dans le sens des intérêts de la classe ouvrière polonaise, ne renforcent pas sa lutte contre la bureaucratie, même s'il est vrai qu'elles ont contribué dans l'immédiat à diminuer les marges de manœuvre du Conseil militaire de salut national (WRON), vu les difficultés économiques insurmontables auxquelles celui-ci est confronté. Car, ce qu'elles signifient à terme, c'est l'étranglement d'une économie extrêmement dépendante des importations et des échanges avec

1. *International Herald Tribune*, 16 mars 1982.

2. *Wall Street Journal*, 21 décembre 1981.

3. Voir entre autres *The Economist*, 19 décembre 1981, *Business Week*, 28 décembre 1981 et *l'Expansion*, 18 décembre 1981.

4. *Business Week*, 3 mai 1982.

5. *Business Week*, 22 mars 1982.

6. *Newsweek*, 28 décembre 1981.

l'Occident, ce qui ne peut se traduire que par une détérioration encore plus grande du niveau de vie des travailleurs. Déjà, de nombreux bulletins de Solidarité signalent une augmentation catastrophique du chômage dans certaines régions en raison de la fermeture d'entreprises qui ne peuvent plus produire, étant donné le manque de matières premières ou de pièces de rechange à la suite de l'arrêt des importations occidentales. « *Tout cela signifie l'impossibilité de satisfaire la demande des agriculteurs en machines, en outillage, en biens de consommation, etc.* », écrit l'auteur d'une « Analyse de la situation politique polonaise (7) ».

CONTRE LE BOYCOTT DE LA POLOGNE

Il est vrai que les travailleurs polonais ont eux-mêmes contribué de manière délibérée au blocage de l'économie en ralentissant les cadences et en faisant de la résistance passive sur leur lieu de travail. Mais n'est-il pas évident qu'ils doivent rester maîtres de cette forme d'action, de même qu'ils ont toujours cherché à contrôler la dynamique des grèves qu'ils lançaient avant le coup de force du 13 décembre afin qu'elles servent à renforcer leurs positions et non à les affaiblir ? Et comment un contrôle serait-il possible si le dysfonctionnement de l'économie dépend de la décision de banquiers confortablement installés dans leur fauteuil et passant leurs ordres par téléphone ?

Les sanctions économiques actuelles gênent la bureaucratie, c'est entendu. Mais elles ne mettent pas directement en cause les fondements de son pouvoir. Car, contrairement aux patrons qui, dans une situation analogue, verraient leurs profits menacés — et donc leur existence même en tant qu'exploiteurs —, la bureaucratie, elle, tire son pouvoir du contrôle qu'elle exerce sur l'appareil d'Etat. Et si la situation continue à empirer, en raison des sanctions économiques occidentales, elle s'arrangera pour maintenir ses privilèges en réduisant la part du revenu national destinée à satisfaire les besoins de la population. Comme l'a cyniquement déclaré Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement polonais à la presse occidentale : « *Nous trouverons toujours les moyens de nous nourrir et de nous vêtir. Ce sera la société dans son ensemble qui en subira les conséquences.* »

Lorsqu'on sait que les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 86,5 % en mars 1982 par rapport à l'année 1981, alors que l'approvisionnement, lui, a au contraire empiré, peut-on imaginer que la classe ouvrière puisse supporter longtemps une pareille aggravation de son niveau de vie sans que cela affecte son potentiel de lutte ? Pense-t-on que le mouvement de résistance se verra renforcé si les gens doivent faire quotidiennement des queues encore plus longues ?

Le caractère directement politique et l'ampleur des manifestations du mois de mai ont bien montré que les travailleurs polonais n'avaient pas besoin de cela pour se révolter.



Un marché à Lublin. (DR)

En revanche, les conséquences à long terme de la politique de sanctions apparaissent d'ores et déjà comme extrêmement graves pour la dépendance économique — et donc politique — de la Pologne. En effet, la « solution » apportée par la bureaucratie pour tenter de résoudre la situation actuelle réside dans une intégration croissante de l'économie polonaise à l'économie soviétique. Il a déjà été décidé de diviser l'économie en deux secteurs, dont l'un — environ 60 % de l'industrie légère et 40 % de l'industrie chimique — sera alimenté par les matières premières du Conseil d'assistance économique mutuel (COMECON) et produira directement pour les pays concernés. « *Cette solution a pour grave conséquence de rendre l'économie très profondément dépendante de celle de l'Union soviétique, puisque la production de ce secteur n'est plus simplement exportée, mais soumise au mode soviétique de planification, de gestion et de coordination.* (8) » On imagine en quoi la lutte de la classe ouvrière pour prendre ses affaires en main sera rendue d'autant plus difficile par une telle situation.

POUR UNE MOBILISATION EN SOLIDARITE AVEC SOLIDARNOSC

Par ailleurs, l'appel aux sanctions économiques est une diversion par rapport à la nécessité de construire une mobilisation de masse en soutien aux travailleurs polonais, basée sur la lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière.

D'une part, il crée des illusions à la fois sur l'efficacité de telles mesures et sur la nature des banques et des gouvernements bourgeois auxquels il s'adresse pour qu'ils appliquent de telles sanctions. D'autre part, il ne propose aucune perspective d'action au prolétariat occidental.

Le développement de la campagne de solidarité à l'Occident a pourtant montré depuis six mois qu'il était possible d'impulser un mouvement massif et sur des positions de classe ; un mouvement sans précédent quant à l'impact qu'il a sur le

mouvement ouvrier des pays capitalistes, non seulement en Europe mais en Amérique latine et dans d'autres parties du monde.

Grâce aux batailles menées par l'avant-garde ouvrière dans de nombreux pays, il a été possible d'obliger les directions du mouvement ouvrier traditionnel à appuyer des initiatives de solidarité. En Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne notamment — où, passés les premiers élans d'indignation, les bureaucrates ne bougeaient pas le petit doigt pour concrétiser leurs déclarations d'intention —, les tournées de meetings organisées avec des représentants de Solidarité, exilés malgré eux, ont permis d'initier une réelle campagne de soutien au sein de la classe ouvrière de ces pays.

Les travailleurs polonais continuent à nous donner l'exemple, par la détermination avec laquelle ils poursuivent le combat et affrontent la bureaucratie, malgré la répression et la dictature militaire.

Le meilleur moyen de les soutenir c'est de faire connaître les objectifs réels de Solidarité en organisant des meetings publics. C'est d'organiser des collectes d'argent pour soutenir les prisonniers politiques et leurs familles, ainsi que les militants contraints à la clandestinité. C'est de mettre sur pied des convois de vivres et de médicaments accompagnés par des militants syndicaux. C'est de proposer que les travailleurs des diverses entreprises et des diverses régions créent des liens spécifiques avec les ouvriers polonais d'entreprises et de régions déterminées. C'est d'impulser des comités de juristes prêts à aider les accusés en se rendant à leurs procès.

Dans cette perspective, nous devons tout faire pour gagner les travailleurs les plus conscients et les plus combattifs à la conviction que la résistance et la victoire du prolétariat polonais les concernent au premier chef, et qu'elle jouera un rôle déterminant pour leurs propres luttes. ■

Jacqueline ALLIO
20 mai 1982.

7. *Solidarnosc*, Bulletin d'information du Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, Paris, numéro 18, p. 11.
8. *Ibid.*

Le général Jaruzelski. (DR)



Halte à l'aventure militaire britannique

Opposition grandissante à la guerre en Grande Bretagne

L'IMPERIALISME britannique a organisé, le vendredi 21 mai à l'aube, un débarquement militaire dans la région nord-ouest de la principale île de l'archipel des Malouines. Mettant en branle des milliers de soldats et des dizaines d'avions et de navires de guerre, cette agression a fait de nombreuses victimes. Pourtant, Margaret Thatcher a tenu à féliciter les forces armées « *les plus merveilleuses du monde* », tandis que le président du Parti conservateur, ministre sans portefeuille et membre du Conseil de guerre britannique, Cecil Parkinson, fixait l'objectif de l'opération militaire en affirmant que la Grande-Bretagne résistera à toutes les pressions internationales pour un cessez-le-feu et des négociations. « *Si nous devons résister à une pression internationale afin de pouvoir libérer les habitants des Falklands, alors nous devons y résister* », a-t-il précisé.

A tous les commentateurs bourgeois qui opposaient dans ce conflit la démocratie britannique à la sauvagerie de la dictature argentine, ces propos et le débarquement militaire britannique rappellent qu'il s'agit bien là d'une guerre de reconquête coloniale. L'arrogance des diplomates britanniques, le ton de la presse aux ordres qui pue le chauvinisme de grande puissance, la censure que le gouvernement de Margaret Thatcher tente d'imposer à la presse indépendante et même à la BBC — jugée pas assez partisane —, montrent que le gouvernement britannique, responsable de plus de 3 millions de chômeurs, veut profiter de la situation pour s'en prendre aussi aux droits les plus élémentaires des masses populaires britanniques : celui, par exemple, du libre accès à l'information. En ce sens, cette guerre est aussi dirigée contre les travailleurs de Grande-Bretagne.

Certes, il ne s'agit pas pour autant de laver la dictature argentine du sang des milliers d'assassinés et de disparus politi-

ques dont elle est responsable. Cette junta militaire, qui a toujours prétendu incarner la défense de l'« intégrité » et de la « sécurité » nationales contre la « subversion », est aujourd'hui incapable de mener le combat contre son allié d'hier, l'impérialisme britannique. Ainsi, c'est presque en s'excusant auprès des banquiers de la City que les généraux argentins ont décidé, une fois le débarquement britannique imminent, le gel des avoirs britanniques en Argentine, alors même que le gouvernement Thatcher avait fait l'inverse depuis plusieurs semaines.

C'est que la combinaison des aspirations démocratiques et anti-impérialistes des travailleurs argentins, et des nécessités de la lutte contre l'agression britannique, tirent la junta vers des mesures de rétorsion contre la Grande-Bretagne. Or il est clair que la junta militaire ne désire nullement aller de l'avant dans des mesures anti-impérialistes du genre de la nationalisation des banques et des compagnies britanniques et américaines par exemple. Impulser une telle dynamique serait bien évidemment signer son propre arrêt de mort. Le conflit actuel accentue donc les tensions internes à la dictature.

C'est en quelque sorte l'assurance que la junta argentine, de par sa nature et ses liens avec l'impérialisme, n'ira pas bien loin dans son opposition à la Grande-Bretagne, qui rend les Etats-Unis si sûrs d'eux-mêmes dans leur soutien à l'agression britannique, soutien qu'ils concrétisent sous la forme d'aide logistique, notamment en communiquant des informations radars aux troupes britanniques, aide qu'ils viennent de confirmer après le débarquement sur les Malouines. S'opposer à cette Sainte Alliance impérialiste, à laquelle le gouvernement Mitterrand-Mauroy n'est pas insensible, est donc un devoir anti-impérialiste élémentaire.

V. K.

Penny DUGGAN

Le délire belliciste a atteint son comble en Grande-Bretagne quand le journal pro-conservateur *The Sun* a accusé la BBC, les informations télévisées indépendantes et d'autres journaux, tels que le *Daily Mirror* et *The Guardian*, de trahison en raison de leur prétendue complaisance envers l'Argentine. Le *Daily Mirror* a riposté en écrivant que le *Sun* était au journalisme « *ce que Joseph Goebbels était à la vérité* ».

Pourtant, Henry Kissinger, interviewé à la radio britannique, a déclaré : « *Si le gouvernement US avait eu au Vietnam le soutien dont dispose le gouvernement britannique sur les Falklands, j'aurais été l'homme le plus heureux du monde.* » Les effets de la propagande belliciste des conservateurs ont trouvé leur prolongement lors des élections locales du 7 mai, à la moitié du mandat du gouvernement le plus réactionnaire qu'ait connu la Grande-Bretagne depuis bien des années. Le gouvernement Thatcher porte la responsabilité d'un chômage qui grimpe vers les 4 millions de personnes, de coupes som-

bres dans le niveau de vie et d'attaques contre la force organisée des syndicats. Pourtant, le Parti conservateur a maintenu et légèrement amélioré ses positions dans les conseils locaux remportés il y a quatre ans sous le gouvernement travailliste. Tous les commentateurs politiques ont attribué ce succès à « l'effet Falklands ».

Juste avant que n'éclate la crise des Malouines, les *tories* ne recueillaient que 35 % des votes favorables dans les sondages d'opinion. Ils ont fait un bond de 11 points, et atteignent maintenant 46 %. La direction du Labour Party a été incapable de présenter la moindre alternative. En réalité, elle a commencé, pendant les premiers jours de la crise, par rivaliser en matière de chauvinisme avec les conservateurs. Aujourd'hui même, bien que le leader travailliste Michael Foot déclare qu'il se refuse à accorder tout chèque en blanc au gouvernement, il a de fait soutenu toutes les opérations militaires.

Malgré le feu roulant de la propagande, il y a des signes croissants du fait que le soutien à la guerre de Thatcher reste

superficiel. Alors que 70 % des Britanniques soutenaient la reconquête des Malouines, d'après un sondage du 9 mai, 55 % seulement maintiendraient ce soutien s'il devait en coûter davantage de vies britanniques. Ces chiffres marquent une nette baisse du pourcentage de ceux qui sont prêts à tout pour récupérer les îles. La perte du *Sheffield* a commencé à avoir un profond impact sur l'opinion publique.

Depuis le début de la crise, Tony Benn, le dirigeant le plus connu de la gauche travailliste, s'est opposé à l'envoi de la flotte et a exigé son rappel. Il est soutenu par une vingtaine de députés, y compris Judith Hart, présidente en fonction du Labour Party. Même si seulement quelques-uns de ces députés ont dénoncé la prétention à la souveraineté britannique sur les îles, leur position a aidé les mobilisations contre la guerre.

La Campaign for Nuclear Disarmement (CND), qui a mobilisé 250 000 personnes à l'automne 1981 contre l'implantation des missiles nucléaires américains en Europe, a constitué une structure *ad hoc* contre la guerre. Ce comité, qui est soutenu par des députés de la

gauche travailliste, a organisé des manifestations hebdomadaires, dont une, le 9 mai, a réuni 3 000 personnes. Une manifestation de plus grande envergure était prévue pour le 23 mai.

Dans toutes les grandes villes, meetings et manifestations sont organisés contre la guerre. La question est devenue centrale dans les initiatives déjà prévues par les groupes locaux du CND et les « Comités d'accueil de Reagan ».

Les militants et sympathisants rassemblés autour de *Socialist Challenge*, l'organe de l'International Marxist Group (IMG), section britannique de la IVe Internationale, ont été au premier rang de ces activités. L'axe principal de ces mobilisations est l'arrêt de la guerre. C'est sur cette base que *Socialist Challenge* y participe, bien que le soutien à la revendication de souveraineté argentine n'ait pas toujours été clair. Par exemple, le comité *ad hoc* du CND appelle à un règlement négocié dans le cadre de la résolution 502 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui défend les prétentions britanniques.

L'opposition à l'hystérie belliciste n'en est qu'à ses tout premiers pas. La réaction de la direction travailliste a semé la confusion dans les rangs de la classe ouvrière. Cette confusion tourne autour de l'attitude à adopter face au régime argentin. Si les travailleurs britanniques sont révoltés par les bouchers de Buenos Aires, ils ne veulent pas pour autant se retrouver alliés à Margaret Thatcher et au gouvernement conservateur, qui n'ont jamais rien fait pour eux. Les débuts d'une opposition au sein du mouvement ouvrier offrent donc de réelles possibilités d'approfondir l'opposition à la guerre.

Les instances locales du Labour Party et des syndicats commencent à adopter de plus en plus de résolutions contre la guerre de Margaret Thatcher. Le 15 avril, le conseil syndical de Liverpool a adopté la déclaration suivante : « Nous demandons donc aux dirigeants du Trade Union Congress (TUC) et du Labour Party qu'ils s'en tiennent aux principes de l'internationalisme socialiste. A bas la guerre ! Mobilisation de la classe ouvrière pour renverser le gouvernement tory ! Reconnaissance de la souveraineté de l'Argentine sur les Falklands ! Retrait de la flotte ! »

La plupart des résolutions ont cependant plutôt suivi dans les grandes lignes celles du conseil syndical de Sheffield, qui a demandé : « Arrêt des préparatifs de guerre et retrait de la flotte ; recherche d'un règlement négocié dans le cadre de la résolution 502 du Conseil de sécurité de l'ONU ; garantie de sécurité pour les colons avec compensation et droit de revenir en Grande-Bretagne. »

Une minorité active du Labour Party et des syndicats est d'ores et déjà décidée à s'opposer à la guerre. La direction travailliste de Michael Foot a perdu tout droit de parler au nom de la classe ouvrière, le mouvement d'opposition croissante à la guerre doit dénoncer cette direction. Une victoire de Margaret Thatcher dans la guerre des Malouines renforcerait considérablement la position du gouvernement

conservateur en Grande-Bretagne même et l'encouragerait à poursuivre ses attaques contre les travailleurs britanniques.

L'initiative du député travailliste Ron Brown et de *Socialist Challenge*, appelant le TUC et la Confédération des syndicats argentins à se rencontrer pour discuter la question est un bon exemple de ce qu'il faut faire. Au début du conflit, une délégation de la CGT argentine qui parcourait l'Europe a demandé à rencontrer le TUC pour rechercher les moyens pour le mouvement ouvrier international « de trouver

une solution pacifique ». Le TUC britannique a prétendu n'avoir jamais reçu une telle proposition. Pourtant, un appel similaire mais plus récent a rencontré un certain écho. La direction travailliste, qui se prétend concernée par le sort des travailleurs argentins confrontés à une junte fasciste, devrait aussi se préoccuper de mener une politique socialiste internationaliste pour résoudre la crise. ■

Penny DUGGAN
15 mai 1982.

Le président du NUM contre la guerre

Arthur Scargill, récemment élu président du Syndicat national des mineurs (National Union of Mineworkers - NUM), a fait la déclaration suivante :

La Grande-Bretagne n'a aucun droit à parler de souveraineté sur des îles distantes de 15 000 km. On veut nous utiliser comme chair à canon dans un conflit international qui ne peut être résolu que par la voie de la diplomatie et des négociations. Les forces armées n'auraient pas dû être envoyées et elles doivent être rappelées. La question doit être réglée par le canal de l'ONU. Nous devons tenir compte de ce que veulent des habitants des Falklands et reconnaître le danger que représenterait la poursuite de cette folie.

Les tories exaltent le délire chauvin à une échelle sans précédent, aidés en cela par la presse capitaliste. (...)

Nous avons connu tout au long de ces années ce que vaut l'impérialisme britannique. Je croyais que nous avions appris la leçon dans le mouvement ouvrier et syndical.

Je veux voir chaque dirigeant syndical prendre position et condamner cette folie conservatrice qui peut nous conduire à un holocauste nucléaire.

Arthur SCARGILL

La position de la gauche travailliste

Résolution présentée au Comité exécutif national (NEC) du Parti travailliste, le 29 avril :

Depuis des années, le Comité exécutif national du Parti travailliste a critiqué et dénoncé avec constance les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par la junte fasciste argentine et les ventes d'armes à l'Argentine. Tout en condamnant l'occupation des Falklands comme une violation des lois internationales, le NEC considère qu'il doit y avoir une cessation immédiate de toute action militaire britannique dans la région.

Il attire particulièrement l'attention sur les aspects de la résolution 502 que le Premier ministre ignore, notamment le préambule qui appelle les gouvernements d'Argentine et du Royaume Uni à renoncer à l'utilisation de la force, et les points 1 et 3 qui demandent un arrêt immédiat des hostilités et la recherche par les deux gouvernements de solutions diplomatiques.

Il considère aussi :

— *que la réponse appropriée de la Grande-Bretagne doit être le soutien à toutes les initiatives de l'ONU, y compris les négociations directes pour assurer un règlement sauvegardant les intérêts légitimes des habitants des Falklands ;*

— *que les habitants des îles souhaitant les quitter doivent pouvoir bénéficier d'une aide pour s'établir où il leur convient avec une généreuse compensation ;*

— *que la question de la souveraineté doit demeurer négociable.*

Nous voulons également qu'il soit clair que le Labour Party ne soutiendra pas le gouvernement dans une guerre contre l'Argentine qui pourrait s'étendre, mettre en péril des vies innocentes, et isoler la Grande-Bretagne dans le monde. C'est pourquoi nous appelons d'une part le gouvernement à suspendre les hostilités, à accepter un cessez-le-feu et le retrait de ses forces de Georgie du Sud, et d'autre part à tout faire pour lancer une campagne nationale pour gagner un soutien public à la présente déclaration.

Tony BENN - Judith HART



Manifestation à Buenos Aires. (DR)

L'Argentine : une économie dépendante de l'impérialisme

DANS le conflit des Malouines, qui oppose la Grande-Bretagne à l'Argentine, le gouvernement britannique fait tout son possible pour se parer des mérites d'une croisade démocratique contre une dictature. Derrière cet écran de fumée, il s'efforce d'escamoter une réalité plus fondamentale : la différence qui existe entre un pays historiquement dominé et dépendant d'une part, et une des métropoles impérialistes les plus puissantes de l'autre.

Le contrôle décisif de l'économie argentine n'est pas aux mains des Argentins mais des investisseurs étrangers ; c'est ce

qui permet de rendre compte des formes de développement et surtout du sous-développement de l'Argentine.

Il est vrai que, parmi les pays semi-coloniaux et dépendants, l'Argentine est l'un des plus industrialisés. D'où l'illusion toujours possible qu'il s'agirait d'un pays capitaliste comme un autre, et que son conflit avec la Grande-Bretagne ne serait qu'un conflit inter-impérialiste. En se présentant volontiers comme les « Européens » de l'Amérique latine, les dirigeants argentins ont d'ailleurs nourri à leur manière cette illusion. Mais, au-delà des apparences, la réalité parle d'elle-même.

Will REISSNER

Il y a par exemple de nombreuses similitudes entre l'Argentine et le Canada. Les deux pays ont été peuplés par une écrasante majorité de colons européens. Tous deux exportent une grande quantité de matières premières. Tous deux disposent d'une main-d'œuvre éduquée et qualifiée. Et ils sont tous deux très urbanisés.

Pourtant, les chiffres indiquent une énorme différence de développement économique qui marque toute la différence entre une puissance impérialiste et un pays dépendant (voir tableau ci-contre).

La raison de ces inégalités vient du développement économique de l'Argentine, déformé par le rôle prédominant du capital étranger et l'influence déterminante des compagnies impérialistes. Ce développement a été déterminé largement par une alliance entre les propriétaires ter-

riens argentins et l'impérialisme. Ces propriétaires, cultivant les céréales et élevant du bétail sur de grands domaines, se sont

traditionnellement contentés d'exporter leur production et d'importer des produits industriels meilleur marché et de

Quelques données comparatives

	ARGENTINE	CANADA
Population	27 300 000	23 940 000
Population urbaine	72 %	75,5 %
Produit intérieur brut (PIB) (en dollars US)	61,5 milliards	245,8 milliards
Importations	6,7 milliards	67,5 milliards
Exportations	7,8 milliards	62,6 milliards
Production électrique (en kWh)	20,05 milliards	335,7 milliards
Production d'acier brut (en tonnes)	3,2 millions	16,1 millions
Autos en service	2,03 millions	16,1 millions
Autos fabriquées (par an)	135 000	1,14 millions
Tracteurs fabriqués	45 480	610 000
Téléphones	2,6 millions	14,5 millions
Scolarisation de 5 à 19 ans	59 %	76 %
Mortalité infantile (pour 1 000 naissances)	59	12,4

meilleure qualité que la production domestique. Leur pouvoir repose sur une extraordinaire concentration de la propriété terrienne : 0,2 % des grands propriétaires contrôlent 65 % des terres cultivables et emploient 50 % de toute la force de travail agricole. Deux sociétés de l'agro-alimentaire possèdent à elles seules des étendues aussi importantes que la Belgique et la Suisse mises bout à bout. Alors que 160 000 agriculteurs cultivent 1,5 million d'hectares, les 2 100 plus gros propriétaires en cultivent 53,1 millions. Deux agriculteurs sur trois ne possèdent pas la terre qu'ils travaillent.

En termes absolus, les exportations agricoles de l'Argentine sont énormes. Mais la productivité, basée sur une culture extensive, n'est pas compétitive par rapport aux rendements des pays développés. Dans les années 1960, pour une même surface cultivée, les agriculteurs argentins utilisaient 19 fois moins de tracteurs que leurs homologues britanniques et 140 fois moins d'engrais que leurs homologues allemands.

Enfin, le fait que les exportations de l'Argentine soient essentiellement agricoles rend le pays extrêmement vulnérable aux fluctuations du marché mondial.

LE POIDS DES INVESTISSEMENTS IMPÉRIALISTES

Alors que les grands propriétaires fonciers sont principalement argentins, l'investissement impérialiste est devenu le facteur dominant du développement industriel argentin dès la fin du XIX^e siècle. Cet investissement, pour une bonne part d'origine britannique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, était initialement concentré dans les chemins de fer et l'exportation de la viande.

Les investissements dans le réseau ferroviaire ont été conçus en fonction des intérêts du capital britannique et non des besoins de l'économie argentine. Les lignes ont été tracées en vue de drainer les produits d'exportation vers le port de Buenos Aires et de redistribuer les produits importés de Buenos Aires vers l'intérieur du pays. Aucune ligne n'a été conçue pour favoriser les échanges intérieurs de ville à ville et de région à région.

Le second secteur de concentration de l'investissement impérialiste a été à l'origine la conserverie industrielle de la viande. Le développement des navires frigorifiques, à partir de 1876, a rendu possible le transport de grandes quantités de viande de bœuf vers les marchés européens ; et, aux alentours de 1890, c'est une flotte de 278 navires frigorifiques qui faisait régulièrement l'aller-retour entre la Grande-Bretagne et Buenos Aires.

Au début du XX^e siècle, l'Argentine était de fait une colonie de la Grande-Bretagne : 80 % des investissements étrangers venaient de Grande-Bretagne et l'influence britannique pénétrait tous les aspects de la vie publique. Autour de 1930, les capitalistes britanniques contrôlaient les trois quarts du réseau ferroviaire, la plus grande partie des services urbains (transport, eau, gaz, électricité), la part du lion

dans l'industrie de la viande, et une participation substantielle dans les autres industries.

Au cours des années 1930 et 1940, il y a eu un développement considérable des industries orientées vers la consommation intérieure et destinées à remplacer les importations. Du fait de la dépression mondiale, les exportations argentines vers l'Europe s'effondrèrent, laissant le pays démuné des ressources nécessaires pour acheter ses produits d'importation. Et quand les marchés agricoles se sont à nouveau développés avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'Argentine était toujours dans l'impossibilité de se procurer les produits industriels dont elle avait besoin, en raison de la reconversion de l'industrie européenne vers la production militaire.

Pendant la guerre, l'Argentine a été en mesure d'accumuler des réserves importantes de devises étrangères, et le gouvernement nationaliste de Juan Peron (février 1946) les utilisa pour racheter les biens des capitalistes britanniques et constituer des compagnies d'Etat afin de développer de nouveaux secteurs de l'économie.

A la fin de la guerre, l'Argentine semblait en condition de connaître un développement industriel indépendant sur une grande échelle. Elle avait consolidé, au cours des décennies précédentes, une base industrielle considérable, avait racheté les principaux holdings impérialistes et disposait de larges réserves de capitaux. Mais cet espoir d'un développement indépendant ne s'est pas concrétisé.

Au lendemain de la guerre, les compagnies impérialistes ont pu à nouveau porter leur attention sur l'Argentine. Au début des années 1950, les entreprises étrangères, principalement américaines désormais, entraient à nouveau en force dans le pays. En 1950, une étude portant sur les 100 principales sociétés opérant en Argentine faisait apparaître qu'au moins 89 étaient contrôlées ou étroitement liées au capital étranger.

Une autre étude portant sur les principales sociétés dans les années 1960, a établi que la moitié des volumes de ventes était le fait des entreprises étrangères, un tiers des entreprises étatisées, et seulement un sixième des sociétés privées sous contrôle argentin. Sur les 50 grandes entreprises étatisées que le gouvernement argentin a reprivatées entre 1963 et 1968, 29 sont passées aux mains de compagnies américaines.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ARGENTINE

L'évolution de l'industrie automobile argentine est un bon exemple du contrôle croissant de l'impérialisme. En 1960, 21 entreprises de cette branche fonctionnaient en Argentine, dont seulement 4 avec une participation majoritaire de capital étranger. Le reste était soit entièrement ou en majorité propriété argentine. En 1963, les firmes automobiles locales fournissaient encore plus de 50 % de la production.

Aujourd'hui, il en va tout autrement. Les producteurs argentins ont fait faillite ou ont été rachetés et les 5 entreprises qui restent sont toutes contrôlées par le capital étranger. Une étude britannique sur l'industrie automobile argentine souligne que l'impérialisme retire bien plus de capitaux du pays qu'il n'en investit : « Entre 1958 et 1964, c'est-à-dire la période pendant laquelle la plupart des investissements dans l'industrie automobile ont été faits, l'injection de 33 millions de dollars dans l'industrie a largement été dépassée par l'exportation de 52,3 millions de dollars au titre de paiements de dividendes. » La même étude ajoute que la situation a encore empiré à la fin des années 1960 et au début des années 1970, lorsque le paiement annuel des dividendes et des royalties aux propriétaires étrangers a dépassé le total des capitaux étrangers investis sur une période de dix années.

Il ne s'agit pas d'un cas unique, mais bien au contraire de la norme. Contrairement au mythe répandu par des générations d'économistes pro-impérialistes, l'investissement étranger n'aboutit pas à un afflux de capitaux vers les pays semi-coloniaux et n'entraîne pas nécessairement la création d'une nouvelle capacité industrielle. Une étude du département américain du Commerce indique qu'entre 1950 et 1965, les investissements privés américains en Amérique latine ont atteint un total de 3,8 milliards de dollars, alors que, pendant le même temps, le flux de profits d'Amérique latine vers les Etats-Unis s'élevait à 11,3 milliards de dollars.

De plus, la plupart des investissements étrangers n'apporte pas un nouveau capital aux pays semi-coloniaux. D'après une autre étude du département américain du Commerce, 96 % de l'investissement américain en Amérique latine provient en réalité d'Amérique latine même.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL) souligne que « la tendance croissante des investisseurs étrangers, ces dernières années, à acquérir tout ou partie des entreprises industrielles opérant déjà en Amérique latine, au lieu de fournir un stimulant à l'activité industrielle dans la région, entraîne une évasion accrue de ressources financières, sans création de nouvelles capacités de production. »

Ce modèle — les investisseurs impérialistes évinçant le capital argentin pour racheter les entreprises argentines et rapatrier leurs profits hors du pays — a un autre impact pernicieux que l'exportation des capitaux. Il fait aussi de l'industrie argentine une branche auxiliaire par laquelle les grandes sociétés impérialistes alimentent le marché intérieur local grâce à leur production locale plutôt que par les importations, tandis que la totalité des recherches, du développement, de l'innovation technologiques reste réservée à la maison mère ...

Will REISSNER

Extraits tirés d'« Intercontinental Press »
New York, 3 mai 1982.

Le temps des autocritiques

Après le Ve congrès du Parti communiste vietnamien

LE IV^e Congrès national du Parti communiste vietnamien (PCV), réuni du 14 au 20 décembre 1976, avait été le Congrès de la victoire. Le Ve Congrès, réuni du 27 au 31 mars 1982, aura été celui des autocritiques.

Le Duan, le secrétaire général du Comité central (CC) du PCV, dans son rapport politique d'ensemble, a en effet très officiellement annoncé : « Le Comité central présente une sévère

autocritique devant le Congrès. Nous proposons, a-t-il précisé, qu'après le Congrès nous procédions à une critique et à une autocritique approfondie au sein du parti, aux divers échelons des organismes de l'Etat et à l'élaboration des mesures efficaces pour remédier (aux très sérieuses) insuffisances et erreurs. (1) »

Pierre ROUSSET

De même que Le Duan, Pham Van Dong, le président du Conseil des ministres, dans son rapport sur les problèmes économiques et sociaux et Le Duc Tho, à la tête du bureau d'organisation, dans son rapport sur le « travail d'édification du parti », ont tiré un bilan très critique de la situation actuelle et de la façon dont les orientations du IV^e Congrès avaient été mises en œuvre.

Pham Van Dong a présenté l'autocritique du Conseil des ministres dans les termes suivants : « Les insuffisances et les erreurs manifestées dans la direction et la gestion économiques et sociales au cours des cinq dernières années sont sérieuses. Suite à l'autocritique sévère du Comité central du parti présentée par le camarade secrétaire général Le Duan dans le rapport politique, je tiens à souligner la responsabilité directe de ces insuffisances et erreurs — particulièrement dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan — qui tout d'abord doit être imputée au Conseil des ministres. (2) »

Les rapporteurs ont évidemment rappelé les immenses difficultés objectives auxquelles le pays s'est trouvé confronté au lendemain de la victoire du 30 avril 1975 : très grande pauvreté et arriération de l'économie, terribles meurtrissures laissées par trois décennies de guerre, isolement du Vietnam provoqué notamment par la politique revancharde de l'impérialisme américain, profondeur du nouveau conflit opposant le Vietnam à la Chine...

Pour Le Duan, « la cause profonde des difficultés dans notre économie et notre vie matérielle se situe dans le fait que notre économie reste encore dans l'ensemble une économie de petite production qui, de surcroît, a subi les effets dévastateurs des guerres prolongées et du colonialisme. Dans l'espace des cinq dernières années, il nous a fallu mener la guerre de défense nationale (au Cambodge et face à la Chine) pendant près de trois ans. Les anciennes blessures de guerre à peine pansées, de nouvelles apparaissent. A cela s'ajoutent des intempéries sévères et continues, des activités de sape incessantes de l'ennemi dans de nom-

breux domaines. Notre économie doit donc répondre à la fois à trois exigences fondamentales pressantes : défense de la patrie, stabilisation des conditions d'existence de la population, édification graduelle de la base matérielle et technique du socialisme. Les difficultés et les déséquilibres sont donc inévitables dans une telle conjoncture (3) ».

Le Duan ne masque pas pour autant la gravité et la portée des erreurs commises par le PCV au cours de ces cinq dernières années. Il poursuit en effet son intervention en notant : « Par ailleurs, les difficultés proviennent des insuffisances et des erreurs des différents organismes du parti et de l'Etat, de l'échelon central à la base, dans la direction et la gestion économiques et sociales. A certains égards, les insuffisances et les erreurs dans la direction et la gestion sont la cause principale qui a provoqué ou aggravé les difficultés économiques et sociales des dernières années. Les résolutions de plusieurs plénums du Comité central ont déjà souligné ces insuffisances et ces erreurs. (4) »

LA NATURE DE L'AUTOCRITIQUE

Ce n'est pas la première fois que la direction vietnamienne relève les « insuffisances » du parti. Mais, du fait de la nature et de la sévérité du bilan présenté à ce Ve Congrès, on ne peut que suivre le rédacteur de *Doan Kêt*, le bimensuel de l'Union générale des Vietnamiens en France (UGVF), quand il affirme que, « sans vouloir faire de comparaison hasardeuse, on peut dire qu'après l'autocritique faite en septembre 1956 au sujet des erreurs commises pendant la Réforme agraire, c'est la deuxième fois en cinquante ans d'existence que la direction du PCV a ainsi fait — solennellement et sévèrement — son autocritique (5) ».

A lire les rapports de Le Duan et de Pham Van Dong (celui de Le Duc Tho n'est pas encore disponible en traduction), on a l'impression que la présentation de l'autocritique, la refonte des organes de direction (et avant tout du Comité central) et l'adoption de quelques

mesures portant notamment sur les rapports entre le parti et l'Etat ont constitué l'essentiel de la raison d'être de ce Congrès. En effet, sur diverses questions controversées (comme l'ampleur exacte des mesures de libéralisation économiques), les rapports sont particulièrement peu prolixes. De même, la présentation du III^e Plan quinquennal (1981-1985) reste très générale, bien que le Plan soit en principe en cours de réalisation.

L'autocritique ne touche pas à toutes les questions. Dans l'ensemble, la politique régionale et internationale poursuivie par le PCV depuis 1975 est officiellement défendue dans le rapport de Le Duan, tout particulièrement en ce qui concerne l'alliance avec l'URSS, l'entrée dans le Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON), l'intervention au Cambodge et la nécessité de maintenir des « relations spéciales » avec ce dernier pays et le Laos.

Il est possible qu'en ce domaine la fonction du Congrès ait été de condamner implicitement ceux qui, dans le PCV, ont pu critiquer les orientations internationales de la direction. Notons aussi que la constitution, dès 1976, de la République socialiste du Vietnam, achevant la réunification étatique du pays, est vigoureusement saluée : « Une brillante réussite de notre parti et de notre peuple est d'avoir rapidement réuni le pays sur le plan de l'Etat, établi la dictature du prolétariat sur tout le pays (souligné dans l'original). (6) » Enfin, le cadre général de l'analyse de la transition socio-économique au socialisme, tel qu'il avait été tracé lors du IV^e Congrès national, est maintenu.

Le bilan critique porte avant tout sur l'estimation faite au lendemain de la victoire des difficultés à venir et des objec-

1. Le Duan, « Rapport politique du Comité central », Ve Congrès national du Parti communiste vietnamien, Hanoi, mars 1982, polycopié, p. 18.

2. Pham Van Dong, « Les orientations, tâches et objectifs essentiels du développement économique et social pour 1981-1985 et la décennie 1980 », Ve Congrès national du Parti communiste vietnamien, Hanoi, mars 1982, polycopié, p. 8-9.

3. Le Duan, art. cit., p. 14.

4. Ibid., p. 14-15.

5. *Doan Kêt*, Paris, 8 mai 1982, p. 5.

6. Le Duan, art. cit., p. 2.

tifs à réaliser pour 1980, sur la capacité du parti à mettre en œuvre concrètement les orientations adoptées, sur la politique de consolidation du parti et de recyclage des cadres, sur l'évolution des rapports entre le parti et l'Etat d'une part, entre les masses, l'Etat et le parti d'autre part. Il s'appuie sur un tableau sombre de la situation économique et sociale dans le pays et du niveau idéologique au sein du PCV.

En ce qui concerne la situation économique, Le Duan note, après en avoir relevé les aspects positifs (notamment les premiers pas de la socialisation au Sud), qu'« au cours des cinq dernières années, à côté des victoires et des acquis, il y a eu un grand nombre de difficultés et, actuellement, dans le domaine économique, notre pays est confronté à des problèmes critiques. Les résultats obtenus dans l'exécution du Plan quinquennal 1976-1980 n'ont pas encore pu réduire les sérieux déséquilibres dans notre économie. La production se développe lentement, tandis que la population s'accroît rapidement. Le revenu national ne couvre pas encore la consommation sociale, dont une partie doit s'appuyer sur l'emprunt et l'aide ; l'économie n'est pas encore en mesure de permettre un processus d'accumulation. Il y a pénurie de vivres, de tissus et de biens de consommation essentiels. La question de la fourniture d'énergie, de matériaux, le problème des transports et communications se posent actuellement avec une grande acuité. De nombreuses usines fonctionnent en dessous de leurs capacités. (...) Le marché et les prix ne sont pas stabilisés. Le nombre des travailleurs inemployés reste élevé. La vie des travailleurs est encore exposée à de nombreuses difficultés. (...) Sur certains plans, les facteurs capitalistes et non socialistes ont empiété sur le terrain socialiste (7) ».

Pham Van Dong reprend à son compte l'orientation du IV^e Congrès : pour l'ensemble de la période de transition au socialisme, la question clef est celle de l'industrialisation et de la grande production socialiste, la priorité revenant à l'industrie lourde ; mais, pour la phase initiale de la période de transition, la priorité concrète doit être accordée à l'agriculture et à l'industrie de consommation dont le développement est indispensable aussi bien pour élever le niveau de vie des masses que pour servir de base au développement de l'industrie lourde. Mais il reconnaît que la direction vietnamienne n'a « pas encore défini clairement la stratégie pour l'étape initiale dans l'industrialisation socialiste afin, sur cette base, d'élaborer le Plan d'Etat pour 1976-1980 avec des fondements scientifiques (8) ».

Plus précisément, les conditions concrètes du Vietnam nouvellement réunifié n'ont pas été suffisamment prises en compte : « Nous n'avons pas eu une pleine perception des difficultés et complexités à de nombreux égards qui se posent à nous tout au long de la phase historique permettant d'avancer vers le socialisme à partir d'une économie où prédomine encore la petite production ; nous n'avons pas perçu toute l'ampleur des bouleverse-

ments économiques et sociaux de l'après-guerre et des graves effets du néocolonialisme ; nous n'avons pas prévu comme il le fallait les difficultés causées par la politique d'hostilité des expansionnistes chinois (...) ; nous n'avons pas pris toute la mesure des difficultés et complexités que nous rencontrerions en voulant surmonter les faiblesses de notre gestion économique et sociale, ni des développements à certains égards défavorables de la situation mondiale. En même temps, nous n'avons pas perçu toutes les capacités réelles permettant de répondre aux exigences de la phase initiale de l'industrialisation socialiste.



Le Duan et l'ancien président de l'URSS, Podgorny. (DR)

« De par cette appréciation inexacte et inadéquate de la situation, d'une part nous avons manifesté du subjectivisme et de l'impatience en fixant des tâches et des objectifs du Plan trop élevés (...), conduisant à un gaspillage considérable de force de travail et de biens ; d'autre part, nous avons fait preuve de conservatisme à un haut degré et de lenteur dans l'exécution de la ligne (...), dans l'appréciation et dans l'exploitation de nos possibilités à de nombreux égards. (9) »

Le Duan dénonce lui aussi « le subjectivisme et l'impatience, le conservatisme et la lenteur (10) ». Il s'attaque aux maux suivants : « bureaucratisme, irréalisme, manque de réceptivité face aux réalités de la vie (...), irresponsabilité (11) ». Il faut en finir avec la « gestion administrative bureaucratique (12) » et avec « un appareil encombrant, exagérément hiérarchisé (...), doté d'un personnel nombreux mais peu efficace (13) ». La critique se centre en définitive sur le parti lui-même, sur ses liens aux masses et à l'Etat, sur l'action de l'Etat.

Bien sûr, Le Duan commence par déclarer que si, depuis 1975, d'importantes victoires ont été possibles, « c'est grâce à la ferme direction de notre parti, un parti fondé et forgé par le président Ho Chi-Minh, d'une fidélité totale au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, au destin de la nation et à la cause du peuple (14) ». Cependant, malgré ces succès, « le mouvement de masse pendant les années passées a manqué d'uniformité et, dans certains cas, d'efficacité », alors même que le niveau de conscience est très inégal jusque chez les ouvriers et les jeunes (15).

« Ces insuffisances sont dues au fait que tout l'impact de la dictature du prolé-

tariat ne s'exerce pas encore sur la mobilisation et l'éducation des masses. (...) Beaucoup d'organisations et de comités du parti ne cherchent pas encore à comprendre la vie et l'état d'esprit des différentes couches de la population, attachent encore peu d'importance à la tâche de faire valoir le rôle et la fonction des organisations de masse, et font encore preuve de relâchement dans le travail de direction du mouvement révolutionnaire des masses. Un nombre non négligeable d'organismes d'Etat font encore preuve de bureaucratisme, d'autoritarisme et d'arbitraire, portant atteinte au droit de maître collectif du peuple. Les activités des or-

ganisations de masse, également bureaucratisées, tardent à être renouvelées et ne répondent plus aux nouvelles exigences des masses. Moralement corrompus, un certain nombre de cadres et membres du parti, par leurs abus de pouvoir, se livrent à des brimades à l'encontre de la population, enfreignent la loi, nuisant ainsi au prestige du parti et exerçant une influence néfaste sur l'ardeur révolutionnaire des masses. »

Dans cette situation, « notre parti se doit (...) de remédier aux insuffisances dans le travail de mobilisation des masses, d'éliminer le bureaucratisme dans les organisations du parti, les organismes d'Etat, les organisations de masse, de déclencher à tout prix un mouvement de masse vraiment puissant et d'une grande ampleur (16) ».

Le Duan s'inquiète particulièrement des « manifestations d'une baisse de la qualité révolutionnaire, de la volonté de combat et de l'esprit de responsabilité d'une partie des cadres et membres du parti, y compris d'un certain nombre de cadres responsables aux divers échelons et dans les divers secteurs », ce qui a, notamment, « affecté de manière négative le prestige du parti au sein des masses (17) ».

7. Ibid., p. 13-14.

8. Pham Van Dong, art. cit., p. 6.

9. Ibid., p. 9.

10. Le Duan, art. cit., p. 16.

11. Ibid., p. 17.

12. Ibid., p. 16.

13. Ibid., p. 89.

14. Ibid., p. 11.

15. Ibid., p. 98-99.

16. Ibid., p. 99-100, la dernière formule est soulignée dans l'original.

17. Ibid., p. 132.



Banderole d'une manifestation de soutien au Vietnam. (DR)

UN CHANGEMENT DE PÉRIODE : DU IVe AU Ve CONGRÈS

Le contraste est grand entre l'euphorie triomphante du IVe Congrès de la fin 1976 et la sévérité alarmiste du tableau dressé au Ve Congrès. Ce contraste, au-delà des contextes différents, soulève une question politique fondamentale. Le Ve Congrès est avant tout l'occasion d'un constat critique : le parti n'a pas su résoudre les difficiles problèmes de l'après-victoire et les solutions sont loin d'être déterminées de façon satisfaisante. Le IVe Congrès, par contre, avait été l'occasion de présenter les leçons de plusieurs décennies de luttes de libération nationale et sociale. Or, autant le PCV manifeste au Ve Congrès ses limites politiques, autant il avait manifesté au IVe Congrès la richesse des enseignements qui pouvaient être tirés de son expérience, du moins en ce qui concerne quelques questions clefs.

C'était d'abord vrai de l'analyse de la trajectoire suivie par la révolution vietnamienne. Dans le rapport politique du Comité central qu'il avait alors présenté, Le Duan notait : « A l'époque actuelle, où l'indépendance nationale et le socialisme sont indissolublement liés, et au moment où dans notre pays la classe ouvrière joue un rôle dirigeant dans la révolution, la victoire de la révolution nationale démocratique populaire marque également le début de la révolution socialiste, le début de la période de transition au socialisme, le début de la période de l'accomplissement des tâches historiques de la dictature du prolétariat. Ce tournant historique s'est produit, voici plus de vingt ans dans le Nord (1954) et après le 30 avril de l'année dernière (1975), à l'échelle nationale. (18) »

Non seulement Le Duan insiste sur la relation qui lie, dans la révolution coloniale, luttes de libération nationale, luttes démocratiques et luttes socialistes, mais en plus il précise que le passage décisif de l'étape démocratique populaire à l'étape socialiste du combat révolutionnaire s'opère avec la prise du pouvoir d'État, avec la victoire. Il rejoint en cela les

conclusions fondamentales de la Théorie de la révolution permanente. Il convient de souligner également que la « bourgeoisie nationale » n'apparaît plus dans la description que donne Le Duan de la composition du Front national de libération du Sud-Vietnam (FNL). Ce dernier, « dirigé par notre parti », était un « front patriotique englobant les organisations des ouvriers, des paysans, de la jeunesse, des femmes, des écoliers, des intellectuels, des organisations religieuses et des représentants des différents groupes ethniques (19) ».

Le rapport de Le Duan analysait aussi la signification et l'ampleur de l'engagement impérialiste américain dans la seconde guerre d'Indochine et donc la portée de la victoire de la révolution vietnamienne : « Pour l'impérialisme américain, c'est bien la plus grande défaite de l'histoire des Etats-Unis. Si la victoire de la Révolution d'Août (1945) et de la résistance contre les agresseurs français a marqué le début de l'effondrement du colonialisme ancien, celle de la résistance contre les impérialistes américains a montré au monde entier l'inévitabilité de la faillite du néocolonialisme. (20) »

Le Duan rappelait, dans son rapport au Congrès de la fin 1976, les éléments essentiels de la théorie politico-militaire vietnamienne qui, par son caractère éminemment dialectique et politique, représente un progrès considérable par rapport à la conception maoïste de « l'encercllement des villes par les campagnes ».

Enfin, il faut reconnaître que la politique économique d'ensemble proposée à l'occasion du IVe Congrès pour la transition au socialisme tirait les enseignements des difficultés et des succès rencontrés de 1954 à 1965 (et même après) en République démocratique du Nord-Vietnam (RDVN). Elle évitait les ornières de la collectivisation forcée, de la priorité absolue à l'industrie lourde à la mode stalinienne, du volontarisme ultra-gauche maoïste.

Néanmoins, par deux fois (en 1956 et en 1982), le PCV, qui a su faire face aux immenses difficultés de la lutte pour le pouvoir, qui a assimilé nombre de le-

çons de son long combat, ce parti donc, mille fois éprouvé, s'est trouvé plongé dans une grave crise quelques années après la prise du pouvoir. Dès 1945, Ho Chi-Minh avait tiré la sonnette d'alarme contre le « bureaucratisme » d'un parti au gouvernement. Le IVe Congrès à son tour en avait appelé à la lutte contre le bureaucratisme. Et, pourtant, la bureaucratie est aujourd'hui plus envahissante que jamais au Vietnam. Pourquoi cet échec d'un parti qui a tant de succès impressionnants à son actif ?

Les problèmes de la transition au socialisme, et d'un parti au pouvoir, ne sont pas de même nature que ceux de la lutte révolutionnaire, d'un parti de combat. De plus, le moule dans lequel le parti s'est fondu, celui d'une longue et difficile lutte militaire de libération nationale, peut devenir un obstacle quand le problème à résoudre devient celui de la planification économique et de l'organisation démocratique de la nouvelle société. L'après-victoire représente une nouvelle épreuve qui soulève une nouvelle question, comme le note l'historien vietnamien Le Than Koi (21) : « Dans cette lutte contre le bureaucratisme qui constitue (...) l'un des obstacles majeurs à la démocratie aussi bien qu'au développement économique, social et culturel, le parti vietnamien saura-t-il faire preuve de cette créativité qu'il a si brillamment démontrée dans le domaine politique et militaire ? » Force est pour l'instant de reconnaître que la réponse est négative.

DES SIGNES DE CRISE INTERNE

Certes, le Ve Congrès est apparu, comme de coutume, unanime et la nouvelle direction, unie. Six anciens membres du Bureau politique (BP) n'ont pas été réélus à cet organisme, dont le général Vo Nguyen Giap, mais ils sont restés bien placés au Comité central. Le général Vo Nguyen Giap n'occupait plus depuis quelques années une position clef et les diverses « sensibilités » traditionnelles de la direction vietnamienne semblent toujours être représentées dans les organismes supérieurs avec Le Duan, Truong Chinh, Pham Van Dong, Le Duc Tho, etc. On peut à la rigueur penser que le départ des six anciens membres du BP correspond à la volonté de renouveler progressivement la direction centrale (le Bureau politique et le secrétariat du CC).

Il n'en est plus de même au niveau du Comité central. Le CC passe de 133 membres (dont 32 suppléants) à 152 (dont 36 suppléants). On compte 68 nouveaux élus (dont 32 titulaires) qui représentent donc 45 % du nouveau Comité central. 39 membres de l'ancien CC, dont beaucoup occupaient des postes clefs, n'ont pas été

18. Le Duan, « Rapport politique du Comité central », IVe Congrès national du Parti communiste vietnamien, Editions en langues étrangères, Hanoi, 1977, p. 27.

19. Le Duan, art. cit., 1977, p. 24.

20. Ibid., 1977, p. 21.

21. Le Than Koi, *Socialisme et Développement au Vietnam*, IEDES Tiers-Monde, Paris, 1978, p. 51.

réélus. Or, depuis longtemps, des secteurs du parti demandaient que des sanctions soient prises contre les cadres, y compris au sommet, faillis ou corrompus.

Cette exigence avait été formulée par l'intellectuel Nguyen Khac Vien, directeur de la collection des *Etudes Vietnamiennes* et du *Courrier du Vietnam*. Dans une lettre à l'Assemblée nationale, il dressait un tableau alarmiste de la situation — « *les choses ne peuvent durer ainsi : d'importants changements sont nécessaires sur tous les fronts* » — et dénonçait la politique de construction de l'appareil, à savoir « *une politique qui assure la promotion des médiocres à des positions clefs* », qui écarte les militants créatifs au profit « *d'intellectuels qui se spécialisent dans l'opportunisme et flattent grossièrement la direction* » (22).

Nguyen Khac Vien exigeait que les cadres coupables ou incapables ne soient plus couverts par l'appareil. La même exigence s'est exprimée dans des congrès régionaux préparatoires au Congrès national, à tel point que la radio gouvernementale a dû s'en faire l'écho (23).

Il avait suffi d'une session du Comité central pour préparer directement le IVe Congrès de fin 1976. Le rapport politique avait été publié dans la presse plusieurs semaines avant la tenue du Congrès afin de permettre une discussion publique. Cette fois-ci, par contre, il aura fallu, en quatre mois, trois sessions du Comité central (dont une session marathon de vingt-cinq jours en octobre-novembre 1981) et des reports successifs de sa date d'ouverture pour préparer le Ve Congrès. Signe des conflits qui se sont manifestés, il n'y a pas eu de discussion publique.

Le PCV comprenait, au 31 décembre 1981, 1 727 784 membres. En cinq ans, 370 000 nouveaux membres auraient été recrutés, provenant pour 86 % de la Jeunesse communiste (JC). Ce qui confirme (au vu des chiffres précédents) que plus de 100 000 membres du PCV ont été mis hors du parti au moment de la remise des cartes de ces deux dernières années « *pour manque de capacité, opportunisme, trafics illicites, spéculation, malversations, concussion ou brimades à l'égard des masses* » (24). Malgré cette purge massive, Le Duan note dans son rapport au Ve Congrès que « *des personnes qui, de toute évidence, ne méritent pas d'être membres du parti n'en sont pourtant pas encore exclues* » (25).

Enfin, il est clair que, sur bien des questions d'orientation nationale ou internationale, l'unanimité politique est loin d'être acquise, aujourd'hui, au sein du PCV. Il est certain qu'une partie des membres du parti exclus l'ont été pour « *mollesse* » envers la direction chinoise. Dans son rapport, Le Duc Tho a d'ailleurs violemment critiqué « *certain éléments maoïstes qui ont trahi le parti et qui se sont mis à la solde de l'ennemi* » et « *des éléments opportunistes qui ont tenté de diviser le parti* » (26). Mais il faut aussi noter que l'ambassadeur à Moscou (Nguyen Huu Mai), son prédécesseur (Nguyen Huu Khieu) et le président de l'Association d'amitié Vietnam-URSS

(Xuan Thuy), n'ont pas été réélus au Comité central, ce qui semble confirmer l'existence de sérieuses tensions entre Hanoi et Moscou.

PARTI UNIQUE ET BUREAUCRATIE

La direction vietnamienne en appelle à un réarmement moral et idéologique du parti. Il s'agit de fermer la porte aux opportunistes et à la fois de préserver le rôle dirigeant du parti et de défendre le « *droit de maître collectif* » des masses. Il est question de séparer plus strictement les organisations du parti de celles de l'Etat pour permettre à ce dernier de jouer pleinement son rôle de « *gestionnaire* » et éviter le cumul fréquent de responsabilités. Selon *Doàn Kêt* du 8 mai 1982, il s'agirait là de l'une des principales propositions contenues dans le rapport de Le Duc Tho et, depuis, le Conseil des ministres a été remanié de façon à réduire sensiblement le poids des membres du Bureau politique en son sein.

Dans le domaine économique, le rapport de Pham Van Dong préconise d'adopter « *un mécanisme de gestion dynamique, capable d'éliminer le centralisme bureaucratique* » et susceptible de « *développer l'esprit d'initiative des unités de base, régions et secteurs, et en même temps (de) permettre à l'échelon central de prendre en main les affaires et les maillons qui demandent à être gérés* » (27). De façon plus générale, il s'agit d'« *impulser le mouvement révolutionnaire des masses* » et d'initier une vaste « *campagne d'émulation* ». « *Le peuple travailleur exerce son droit de maître collectif essentiellement au moyen de l'Etat sous la direction du parti.* » « *Il agit en premier lieu à travers l'Assemblée nationale et les conseils populaires aux différents échelons.* » Il importe donc de lutter contre « *le caractère formel* » de certains de « *ces organismes élus* », de façon à ce qu'ils accomplissent « *réellement les fonctions, tâches et attributions telles qu'elles leur sont dévolues par la Constitution* » (28).

Les rapports présentés au Ve Congrès touchent à de vrais problèmes, mais la conception générale du régime de « *dictature du prolétariat* » — et avant tout de la place du parti dans la société — reste inchangée. Or c'est elle qui contribue à aggraver les maux socio-politiques que la direction vietnamienne déclare vouloir combattre. Comment, par exemple, barrer la

route aux « *opportunistes* » qui s'infiltreraient dans le parti ? Dans le cours d'une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, adhérent au parti communiste, c'est accepter de courir un risque considérable, c'est accepter des sacrifices sévères, et les opportunistes ne se bousculent pas à la porte d'entrée. Mais, une fois la victoire acquise, tous les arrivistes se précipitent, et cette tendance inévitable est renforcée, nourrie par la place dévolue au PC au Vietnam comme dans les autres pays socialistes.

Il y a, de fait, au Vietnam, un régime de parti unique. De plus, les grands débats d'orientation restent le domaine réservé des sommets dirigeants ; ils ne pénètrent pas les comités populaires ni même la base du parti. Les militants n'ont donc pas à faire leurs preuves dans le cadre d'un libre débat au sein des masses. Le parti, détenteur du monopole du pouvoir politique, est largement protégé, coupé donc de la société réelle. Sauf en cas de très fortes tensions, tout se règle entre pairs, en secret, aux divers échelons de l'appareil. La hiérarchie des salaires et des avantages (légaux ou non) de fonction est calquée sur la hiérarchie politique du parti. Entrer au parti, y prendre des responsabilités, c'est encore l'une des manières les plus efficaces de grimper l'échelle sociale, de devenir privilégié. Comment, alors, barrer la route aux arrivistes ?

Il est question d'assurer le « *droit de maître collectif* » des masses. Soit. Le lieu privilégié de l'action des masses, c'est l'Etat — l'Assemblée nationale et les comités populaires —, note Le Duan. Pourtant, le rôle de direction est dévolu au parti et le rôle de « *gestionnaire* » à l'Etat. Plus encore, dans la Constitution elle-même, le pouvoir du parti unique est institutionnalisé, l'Etat est subordonné au parti. N'est-ce pas dire que les masses sont non seulement pratiquement privées du pouvoir de discussion réel des grandes options politiques, mais qu'en plus elles se voient, sur le plan institutionnel, formellement subordonnées au parti ? Comment alors peuvent-elles jouir de ce droit sacré à être le « *maître collectif* » ? Et alors, comment briser l'arbitraire des cadres et fonctionnaires, comment juguler les développements bureaucratiques ?

Il y a de profondes causes objectives au développement d'une bureaucratie au Vietnam, que nul ne peut simplement écarter : extrême arriération et grande pauvreté économiques du pays, pression impérialiste, dépendance vis-à-vis de l'aide

22. Paul Quinn-Judge a présenté d'importants extraits de cette lettre de Nguyen Khac Vien dans *Far Eastern Economic Review*, 26 février 1982.

23. Cf. Nayan Chanda, *Far Eastern Economic Review*, 16 avril 1982, p. 15. : « Il y a eu des appels ouverts de la part de délégués provinciaux pour que les dirigeants qui ont commis des erreurs ou qui auraient dégénéré soient purgés. Une émission de Radio-Hanoi en février a mentionné que le congrès provincial de Ha Bac "avait suggéré que le Comité central prenne des mesures d'expulsion du parti à l'encontre de ceux qui ont dégénéré, incluant ceux qui

tiennent des postes clefs, car ils sont des obstacles qui brisent la solidarité interne et affaiblissent la confiance des masses". » On trouvera dans cet article une présentation des principaux dirigeants exclus du Comité central lors du Ve Congrès. Nayan Chanda évalue à quelque 200 000 le nombre de membres du parti qui auraient été exclus.

24. *Diàn Kêt*, Paris, 14 avril 1982, p. 3.

25. Le Duan, *art. cit.*, 1982, p. 145.

26. Cité par Nayan Chanda, *Far Eastern Economic Review*, 16 avril 1982, p. 17.

27. Pham Van Dong, *art. cit.*, p. 67.

28. Le Duan, *art. cit.*, 1982, p. 87-88.

soviétique, etc. Mais le Ve Congrès du PCV a néanmoins reconnu que les facteurs subjectifs (l'action du parti et de l'Etat notamment) jouent aussi un rôle très important et parfois déterminant dans les progrès dans la croissance de la bureaucratie au Vietnam et dans la démocratisation des masses. Les rapports du Congrès ont été largement centrés autour des relations parti-Etat-peuple, et c'est bien là un des problèmes clefs de la transition au socialisme. Mais ils n'ont mis en question ni le monopole des débats réservé à la direction du parti, ni le régime du parti unique, ni la subordination de l'Etat au parti, ni la coupure instaurée entre l'Assemblée nationale et les comités populaires, ni la hiérarchie des salaires et les avantages de fonction des hauts cadres. Pourtant, sur ces questions aussi, il semble y avoir des divergences au sein même de l'appareil du Parti communiste vietnamien.

Plus généralement, la direction vietnamienne présente une analyse très réductrice des racines du phénomène bureaucratique. Il s'agit pour elle d'un legs du passé et du poids de la petite production marchande dans la société et les mentalités (ce qui n'est pas sans rappeler les premières analyses de l'Opposition de gauche en URSS). La réponse qu'elle entend apporter au danger bureaucratique réside donc avant tout dans un réarmement idéologique, une épuration organisationnelle, une meilleure direction du travail de masse et, à plus long terme, dans le développement de la grande production socialiste.

Pourtant, l'expérience de l'URSS, de la Chine et des démocraties populaires montre que le phénomène bureaucratique plonge aussi ses racines dans les contradictions propres de la société de transition au socialisme, aggravées évidemment dans les Etats ouvriers existants du fait de l'arriération économique et sociale, de la pauvreté, du relatif isolement international provoqué par l'échec des révolutions dans les principaux centres impérialistes.

Il est vrai qu'économiquement et socialement, à long terme, l'industrialisation est indispensable à la stabilisation d'un véritable régime de démocratie socialiste. Mais l'exemple de l'URSS prouve que tout progrès dans l'industrialisation ne se solde pas nécessairement par un recul des processus de bureaucratisation. La bureaucratie peut parfaitement tirer profit, pendant toute une période, d'éventuels développements économiques.

Ce sont les contradictions propres à la société de transition au socialisme qui assignent une telle importance à la forme du régime politique et au contenu politique de la dictature du prolétariat. Le régime constitutionnel en vigueur au Vietnam facilite le renforcement progressif du pouvoir de la bureaucratie au lieu de s'y opposer. Mais ce débat fondamental là n'a pas été abordé dans les rapports présentés au Ve Congrès national du PCV. ■

Pierre ROUSSET
11 mai 1982.

TCHECOSLOVAQUIE

Le syndrome polonais

La répression reste l'arme favorite des bureaucrates

Il y a tout juste trois ans, les autorités tchécoslovaques arrêtaient quinze membres du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS). Six d'entre elles étaient condamnées en octobre 1979. Jiri Dienstbier, Vaclav Havel et Petr Uhl purgent encore leur peine dans des conditions extrêmement pénibles.

Ces arrestations ont marqué le début d'une offensive policière visant très clairement à faire taire toute voix d'opposition, qu'elle prenne la forme de publications clandestines, de déclarations de la Charte 77 ou de l'action militante du VONS.

Cette vigilance répressive, qui ne s'est pas atténuée depuis trois ans — de même que l'attention toute particulière qu'ont mis les dirigeants tchécoslovaques à dénoncer ce qu'ils ont appelé dès le premier jour la « contre-révolution polonaise » — s'éclaircit d'un jour nouveau si on la met en rapport avec l'aggravation de la situation économique du pays.

Anna LIBERA

Avec un taux de croissance nul, l'année 1981 a été la seconde plus mauvaise année de l'économie tchécoslovaque depuis la naissance de la République populaire. Elle n'est dépassée que par l'année 1963, durant laquelle la baisse absolue de la production industrielle (— 2,2 %) avait stimulé le grand débat sur la réforme économique qui allait paver la voie au Printemps de Prague. Le parallèle s'arrête là, et la crise n'a rien de comparable avec celle de la Pologne ou de la Roumanie. Mais la situation économique est suffisamment grave pour mobiliser l'attention et les efforts de tous les cercles dirigeants de Prague.

LA POLOGNE EST PROCHE

Les réactions des responsables tchécoslovaques face aux événements de Pologne ont été rapides et radicales. Dès le 4 septembre 1980, l'éditorialiste de l'organe du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), *Rude Pravo*, fustigeait le complot de l'impérialisme et de la réaction locale dans le pays frère. Il rappelait à cette occasion la substance des *Leçons du développement de la crise dans le parti et la société après le XIIIe Congrès du parti*, tirées en 1971 par les communistes tchécoslovaques normalisés. Ces « leçons » insistent en particulier sur les formes sous lesquelles s'était masquée la contre-révolution en 1968 : la démagogie sociale, les revendications inconsidérées, les grèves sauvages, la bataille pour des syndicats indépendants... Le parallèle avec la Pologne est évident et l'éditorialiste conclut d'ailleurs que ces « leçons » ne sont pas limitées à son pays : « Le mouvement communiste et ouvrier international les a incorporées, étant donné leur valeur géné-

rale, au réservoir de l'expérience révolutionnaire. (1) »

Quelques jours plus tard, Vasil Bilak, l'idéologue du PCT, rappelait à propos de la Pologne la doctrine de la « souveraineté limitée » des pays du « camp socialiste » (2), doctrine qui a coûté si cher aux travailleurs tchécoslovaques mais qui, il est vrai, l'a installé — lui et les siens — au pouvoir. Dans une intervention au Comité central (CC) du PCT en octobre 1980, il exposait à nouveau et plus en détail cette doctrine. En se basant sur les critères énoncés dans les *Leçons*, il qualifiait les grèves de la Baltique de « contre-révolution » ; après avoir souhaité que les communistes polonais soient capables de se ressaisir, il concluait : « Nous ne cachons pas que ce qui se passe en Pologne nous concerne profondément, politiquement, idéologiquement et économiquement. Les communistes tchécoslovaques et notre peuple sont pour le progrès. La cause du socialisme leur est plus chère que tout autre chose. Cela est particulièrement vrai quand il s'agit d'un pays socialiste. Nos camarades polonais peuvent donc toujours compter sur l'aide de notre parti et de notre peuple. (3) »

Les responsables du PCT n'ont jamais eu recours à la prudence de langage à laquelle les dirigeants polonais étaient contraints. A quelques semaines du coup de force du général Jaruzelski, au cours d'un débat à *Radio Prague*, un idéologue du parti dénonçait toute perspective d'« union nationale » avec Solidarnosc et présentait « sa » solution : une épuration radicale du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) qui pourrait alors engager vrai-

1. *Rude Pravo*, 4 septembre 1980.

2. *Rude Pravo*, 13 septembre 1980.

3. *Rude Pravo*, 14 octobre 1980.

ment le processus de normalisation, et une confiance totale dans l'armée dont le journal était un des seuls bastions du « marxisme-léninisme » non contaminé ...

UNE CAMPAGNE A DOUBLE SENS

Les dirigeants tchécoslovaques craignaient évidemment qu'un développement victorieux des luttes de la classe ouvrière polonaise ne révèle de vieux démons dans leur propre pays. Même si, dans l'immédiat, les grèves qui se déroulaient de l'autre côté de la frontière n'ont pas suscité de mouvement ouvert de sympathie parmi les travailleurs tchécoslovaques, le mécontentement suscité par les difficultés économiques ne manquait pas d'inquiéter les dirigeants du PCT qui s'apprêtaient à imposer une rigoureuse politique d'austérité.

L'inquiétude atteignit son comble quand furent connus les résultats économiques de l'année 1981. Le taux de croissance était de 0,2 % contre les 2,7 % prévus par le Plan annuel. La production industrielle croissait de 2 % par rapport à 1980, mais ce résultat était de 25 % inférieur aux prévisions initiales du Plan et de 15 % inférieur aux prévisions révisées en cours d'année. Dans le secteur minier et dans la construction, les taux étaient négatifs ; respectivement - 2,4 % et - 2 %. Le résultat le plus mauvais était atteint dans l'agriculture (- 3,4 % par rapport à 1980 ; mais, par rapport aux objectifs de croissance fixés par le Plan en 1981, le résultat était de - 230 %).

Les signes annonciateurs des difficultés économiques étaient visibles depuis plusieurs années déjà, mais les dirigeants tchécoslovaques se sont montrés incapables d'y réagir. Au début de l'année 1980 déjà, ils avaient été contraints d'admettre que beaucoup de projets du VI^e Plan

quinquennal (1976-1980) ne seraient pas achevés, en particulier dans le domaine de l'énergie et de la construction. A cette époque, le CC du PCT puis le gouvernement avaient adopté une série de « nouvelles mesures destinées à l'amélioration de la gestion ». Elles prévoyaient un renforcement de la planification centralisée, un changement d'attitude des chefs d'entreprise et des travailleurs, une plus grande autonomie des entreprises dans le cadre fixé par le Plan et une meilleure utilisation des ressources (matières premières, énergie, main-d'œuvre et investissements) (4). Ces mesures très timorées sont pourtant restées en grande partie lettre morte, étant donné la paralysie qui frappe les actuels dirigeants tchécoslovaques au seul mot de « réforme » ; mais, surtout, elles ne permettaient en aucune mesure de corriger à la source les causes des difficultés économiques.

Celles-ci découlent avant tout du choix fait, à partir de 1970, d'une politique d'investissement extensif sur une trop longue période. D'énormes quantités de capitaux et de ressources se trouvent ainsi bloquées dans des projets non terminés, et la direction de la planification n'a pas su réajuster ses projets à temps, face aux signaux d'alarme et à la hausse des prix du pétrole.

Dans un document sur la situation économique publié en mars 1982, la Charte 77 — se basant sur les données officielles fournies aux membres du CC du PCT — donne une série d'exemples significatifs. Dans l'ouest de la Slovaquie, sur neuf chantiers d'importance vitale dont l'achèvement était prévu par le Plan 1976-1980, un seul était terminé en 1980. Dans le sud de la Bohême, sur 140 projets de construction prévus par le Plan, 8 seulement ont respecté les délais fixés. En 1980, il n'y a pas eu moins de 119 chantiers sur lesquels aucun travail n'a été ef-

fectué (5). En conséquence, pour toute la période post-1968, si l'on considère l'ensemble des secteurs de l'économie, le volume des capitaux investis et bloqués dans des projets non réalisés et non finis a dépassé le volume de revenu national additionnel créé annuellement.

Cette situation est encore aggravée par une série d'erreurs et de choix des planificateurs. Ainsi, ils ont poussé au développement de la production sidérurgique au moment même où ce secteur connaissait une crise au niveau international et où la demande chutait en flèche ; par contre, le secteur de l'électronique a été passablement négligé. On voit là un des effets des choix liés aux pressions de diverses fractions de la bureaucratie.

Par ailleurs, le gaspillage des matières premières pèse lourdement sur les résultats économiques. Ainsi, pour la période du Plan 1976-1980, le gaspillage de métaux a coûté 10 milliards de couronnes tchécoslovaques (KCS) (environ 5 milliards de francs français au change officiel), qui auraient permis de fabriquer 460 000 voitures Skoda ou de construire 120 000 appartements, toujours selon les chiffres repris par le document de la Charte 77.

La non-réalisation des objectifs du Plan dans tous les secteurs, en particulier dans la métallurgie, principal secteur d'exportation (6) a créé une pénurie de

4. *Rude Pravo*, 14 mars 1980. Voir aussi *Cahiers des pays de l'Est*, Paris, mai 1981.

5. Charte 77, « Informations et questions sur certains problèmes économiques relatifs à l'augmentation des prix des produits alimentaires de base », mars 1982, *l'Alternative*, Paris, mai-août 1982.

6. En 1981, les exportations vers les pays du Conseil d'assistance économique mutuel (COMECON) ont augmenté de 0,7 % contre les 5,3 % prévus ; les exportations vers les autres pays ont augmenté de 0,8 % contre les 4,5 % prévus.

Devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, en solidarité avec Petr Uhl et ses camarades, en mai 1980. (DR)



devises convertibles qui pèse à son tour sur les possibilités d'importer les matières premières nécessaires pour mener à leur terme les projets en cours. D'autant plus que les responsables tchécoslovaques n'entendent pas augmenter l'endettement auprès des banques occidentales (qui, avec un total de 3,8 milliards de dollars, demeure relativement faible). Des restrictions des importations dans le cadre du COMECON ont donc été décidées. Il en va de même pour celles en provenance des pays capitalistes. Ces restrictions touchent par exemple le pétrole ou le fourrage, quitte à compromettre la croissance du cheptel.

Dans ces conditions, les dirigeants du PCT ne peuvent envisager la relance dans un secteur sans affecter automatiquement les investissements dans un autre. Ils ont donc adopté, pour faire des économies, un plan de redressement qui est un rigoureux plan d'austérité pour les travailleurs. Il prévoit des coupes sombres dans les investissements concernant les services sociaux considérés comme non rentables. Dans le secteur de la santé, les investissements sont réduits de 10 %, de même que dans l'éducation et la culture. Des économies sont prévues également dans le secteur des transports publics ; les loyers des appartements d'Etat et les tarifs du chauffage et de l'électricité ont été augmentés. En octobre 1981, les prix de l'essence, du carburant diesel et du fuel de chauffage étaient également augmentés. En janvier 1982, c'était le tour des prix de la viande, des produits carnés, de la volaille, du gibier, du poisson, du riz, des cigarettes, du vin, des alcools, etc.

Même si le pouvoir d'achat ne réaligne pas le niveau de vie, vu le manque de produits, les salaires réels ont baissé ces deux dernières années, et les choses vont s'aggraver. Pour la première fois depuis 1968-1969, le gouvernement ne garantit plus la hausse ni même le simple maintien du niveau de vie qu'il avait assuré « en échange » de la suppression de tous les droits et libertés démocratiques.

LA REPRESSION RESTE L'ARME FAVORITE

Face à ce bilan économique, les dirigeants du PCT cherchent à éviter à tout prix une déstabilisation politique. Ils sentent bien s'accroître le mécontentement de la population qui critique avant tout les amateurs de pots-de-vin et les spéculateurs divers qui profitent de la pénurie. Entre le XVe et le XVIe Congrès du parti, il a été fait état publiquement de 47 515 lettres et plaintes à ce sujet (7). Au sein du parti lui-même et du mouvement syndical, de plus en plus de voix s'élèvent contre l'incapacité des dirigeants (8). Les responsables du PCT mettent, bien sûr, dans leurs discours un accent démagogique sur « l'amélioration du fonctionnement de la démocratie socialiste à tous les niveaux » et sur la critique de « ceux qui abusent de leurs fonctions pour s'assurer des avantages personnels ». On a même pu lire un article d'Alois Indra affirmant que la direction du PCT avait « perdu le

contact avec les masses » et que le parti lui-même ne se trouvait pas dans sa meilleure forme (9). Au récent Congrès des syndicats, les dirigeants du PCT ont aussi appelé les responsables du Mouvement syndical révolutionnaire (ROH) à prendre mieux en charge la défense des intérêts des travailleurs. On comprend facilement les raisons de ces déclarations à la lumière des difficultés économiques et au moment où la direction fait appel aux « efforts » des masses.

Mais, pour plus de sécurité, elle s'applique d'abord et avant tout à faire taire toute voix d'opposition qui pourrait entrer en résonance avec le mécontentement latent qui se fait jour dans différents secteurs. Les dix-huit mois qui se sont écoulés depuis l'été polonais n'ont été qu'une suite d'arrestations, d'emprisonnements, de menaces et de harcèlements quotidiens des opposants. Les autorités pratiquent aussi bien la multiplication des gardes à vue pour 48 heures que l'organisation de procès en règle.



Dès le 6 septembre 1980, trente signataires de la Charte 77 étaient arrêtés alors qu'ils venaient de rédiger un message de solidarité aux grévistes de la Baltique. Ils étaient relâchés à l'expiration des délais légaux mais, dès la fin du mois, douze autres personnes étaient arrêtées alors qu'elles se rendaient à une réunion du VONS. Les autorités maintenaient dès lors les chartistes sous surveillance constante, multipliaient les agressions physiques contre eux par des « inconnus » et utilisaient systématiquement la manière forte lors des interrogatoires. L'objectif était double : d'une part empêcher toute possibilité de réunion et, d'autre part, briser individuellement la résistance des opposants. Elles lançaient également une offensive en règle contre les éditions clandestines *Petlice* (Sous le verrou). En février, elles saisissaient de nombreux manuscrits chez l'écrivain Ludwick Vaculik, l'un de leurs principaux animateurs. Elles opéraient parallèlement un raid chez un certain nombre de personnes qui tapaient les manuscrits et saisissaient de nombreuses machines à écrire.

En mai 1981, à l'occasion de l'arrestation de deux jeunes Français qui transportaient des livres en Tchécoslovaquie, les autorités arrêtaient et inculpaient seize Tchécoslovaques de « complot idéologique ». Dix étaient immédiatement emprisonnés. On trouve parmi les inculpés certains des animateurs les plus en vue du débat intellectuel des années 1960 (10). Ils attendent toujours un procès qui tarde à venir, étant donné la faiblesse du dossier d'accusation. Autre fait significatif : lors d'une récente perquisition au domicile de Jaroslav Sabata, les autorités n'ont saisi qu'une seule chose : toutes les notes qu'il avait prises depuis un an pour écrire un livre sur la Pologne.

On a également assisté à un développement particulier de la répression contre les catholiques tel qu'on ne l'avait pas connu depuis les années 1950. C'est là bien sûr un des effets de la Pologne. Mais il semble aussi que les autorités tchécoslovaques s'inquiètent sérieusement de l'influence grandissante de l'Eglise chez les jeunes. Karel Hruza, qui dirige le secrétariat (gouvernemental) aux Affaires de l'Eglise, n'a pas caché, dans une interview au *New York Times*, ses préoccupations de voir les jeunes se tourner vers l'Eglise pour « rechercher un nouveau but dans la vie ». Mais, là également, mieux vaut commencer par réprimer. Le 28 septembre 1981, à Olomouc, six catholiques (2 prêtres et 4 laïcs) ont été condamnés à deux ans de prison pour avoir diffusé des publications religieuses aussi « subversives » que le catéchisme et la dernière encyclique de Jean-Paul II.

Face à cette persécution systématique et aux difficultés croissantes de leur vie quotidienne, les opposants ne plient pas. Le long document sur la situation économique que vient de publier la Charte 77 montre l'attention qu'ils s'efforcent de porter aux difficultés des travailleurs alors que, jusqu'ici, la Charte 77 avait essentiellement centré son activité sur la défense des libertés démocratiques. Cela semble indiquer que certains courants, au sein de l'opposition, tirent aussi les leçons de la Pologne, en insistant sur la nécessité de trouver un lien avec les préoccupations de la classe ouvrière, comme l'avait déjà indiqué il y a environ un an l'annonce de la création d'un Comité pour les syndicats libres. Dans cette lutte difficile, ils ont besoin de tout notre soutien. A l'heure où les travailleurs polonais bravent l'état de guerre pour réaffirmer leurs droits, il est indispensable, dans toutes les initiatives de solidarité, d'inclure le soutien aux opposants tchécoslovaques.

Anna LIBERA
17 mai 1982.

7. *Courrier des pays de l'Est*, Paris, mai 1981, p. 41.

8. Charte 77, art. cit.

9. Alois Indra, *Nové Slovo*, 11 mars 1982.

10. Il s'agit de : Eva Kanturkova, Jirina Siklova, Jan et Jiri Ruml, Jaromir Horec, Jiri Müller, Jan Mlynarik, Karel Kyncl, Miroslav Kusy, Milan Simecka, Jiri Hajel, Ivan Havel, Josef Jablonicky, Karel Holomek, Zdenek Jicinsky et Mojmir Klansky.

Après la scission au sein du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC)

LA crise du Parti socialiste unifié de Catalogne (Partit Socialista Unificat de Catalunya - PSUC) a d'ores et déjà donné naissance à deux partis. De toutes les façons, avec la scission récemment intervenue, la crise, loin d'être close, est en train de prendre de nouvelles formes. Le courant qui conserve le sigle du PSUC, amalgame d'« eurocommunistes orthodoxes » et de ceux qui étaient appelés « léninistes », a vu, peu après son VI^e Congrès des 19, 20 et 21 mars, se réouvrir les conflits en son sein et les démissions, dans le même temps qu'il éprouvait les plus grandes difficultés pour récupérer son ancienne capacité d'initiative et de mobilisation.

Le Parti des communistes de Catalogne (Partit dels Comunistas de Catalunya - PCC), qui est la dénomination adoptée par l'aile gauche du PSUC, regroupe bon nombre de cadres du mouvement syndical et des divers mouvements de masse. Il a fait preuve d'un activisme et d'une capacité de mobilisation qui peuvent même se convertir en obstacles pour sa propre clarification politique, qui serait de faire de sa rupture avec l'eurocommunisme un véritable règlement de comptes avec le réformisme. Comme l'a montré le Congrès tenu par le PCC les 9, 10 et 11 avril derniers, la majeure partie des problèmes politiques posés sont restés sans solution.

Joan FONT

Le Ve Congrès du PSUC de janvier 1981 avait ouvert publiquement la crise avec le vote majoritaire des délégués au Congrès pour la suppression de la référence à l'eurocommunisme, en même temps qu'une série d'amendements plus avancés que la résolution politique initialement proposée.

A partir de ce moment, toute la bataille politique entre l'ancienne direction du PSUC, la majorité de la nouvelle direction élue par le Congrès et la direction du Parti communiste espagnol (PCE), a été centrée autour de la « normalisation » du PSUC sur la base du retour à l'eurocommunisme. Tous les coups ont été permis dans cette bataille, qui a mené à la scission de ce qui était le principal parti ouvrier de Catalogne (1). Toute une politique répressive et fractionnelle a été mise en œuvre, qui a constitué une violation de l'esprit comme de la lettre du Congrès, par le biais de campagnes de presse, de sanctions, de dissolutions en bloc d'instances, par des exclusions, etc. Ceux qui s'appellent les « léninistes », et qui constituent le courant intermédiaire entre les « eurocommunistes » et la gauche, qui prétendaient élaborer une espèce d'« eurocommunisme de la crise », bien que majoritaires au niveau de la direction, ont été laminés au niveau de la base au cours de tout ce processus, durant lequel leurs dirigeants, sans l'avoir vraiment recherché, se sont vus acculés à jouer le rôle essentiels dans la « normalisation ».

Il ne faut pas s'étonner, dans ce cadre, de ce que la polémique ait essentiellement porté, au cours du VI^e Congrès, sur les questions organisationnelles. Le contenu politique du Congrès s'est limité à une simple justification de la récupération du terme « eurocommunisme » pour définir la politique du parti, si bien que le débat souterrain sur l'avenir des PC n'a fait qu'être effleuré, et encore bien marginalement. Le mot d'ordre du Congrès,

« Un parti communiste pour une politique eurocommuniste », a été contesté non seulement par les eurocommunistes « radicaux » comme Jordi Borja, le chef de file des « *banderas blancas* » (2), mais également par Nicolas Sartorius, vice-secrétaire du PCE. Les uns et les autres ont défendu la nécessité que le parti comme sa politique aient un même caractère eurocommuniste, pour en arriver, dans le cas des « *banderas blancas* », à proposer une « troisième fondation du PSUC » qui ouvrirait la voie à sa reconversion vers la stratégie politique de type social-démocrate qu'ils avancent.

La majorité de la direction a défendu ce mot d'ordre sous deux aspects : d'une part, il s'agissait pour elle de maintenir les signes d'identité du PSUC face à la pression politique exercée par les socialistes ; par ailleurs, elle l'a également avancé comme un élément d'autodéfense vis-à-vis du nouveau PCC, dont un des axes de critique est la défense des acquis du PSUC.

Mais l'essentiel du VI^e Congrès du PSUC a été consacré à des discussions sur la participation et le rôle des différents courants qui subsistent dans ce parti au niveau de la direction. Des heures et des heures de discussion, de négociations de couloir, de réunions au dedans comme au dehors de la commission des candidatures, ont accaparé l'attention des délégués au Congrès au cours de séances-marathon.

Le rapport des forces au sein du Congrès et, au-delà, dans ce qui reste du PSUC, est clairement en faveur des « eurocommunistes ». Les « léninistes » se sont vus réduits à une partie de l'appareil syndical des Commissions ouvrières (CCOO) et du parti lui-même, tandis que la majorité de sa base abandonnait le PSUC pour passer au PCC ou pour venir gonfler le large secteur de ceux qui restent dans l'expectative sans s'affilier à l'un ou l'autre des deux partis.

Pendant ce temps-là, le secteur « eurocommuniste » a pris, à la suite du

Congrès, le contrôle de l'ensemble de l'appareil du parti, évinçant les « léninistes » qui avaient dû assumer la pénible tâche d'expulser le courant de gauche. Cette volonté de placer des « eurocommunistes » de confiance à tous les postes clefs a déjà été la cause de premiers affrontements. En effet, si le VI^e Congrès s'est polarisé autour de la candidature au poste de secrétaire général entre Paco Frutos (secrétaire depuis le Ve Congrès et leader « léniniste ») et Gutierrez Diaz (ancien secrétaire et l'un des porte-parole des « eurocommunistes »), mettant en péril jusqu'à l'unité même de ce qui reste du PSUC, la crise s'est approfondie par la suite.

Paco Frutos, nommé secrétaire général adjoint dans l'ombre de Gutierrez Diaz, a présenté sa démission irrévocable de sa charge et de l'exécutif du parti, quand le secrétariat à l'organisation a été renouvelé en faveur d'Antoni Cuadras, un homme de confiance de Gutierrez Diaz. D'autres « léninistes » du Comité exécutif ont préféré opter pour accorder un délai de cent jours à la nouvelle direction pour décider de continuer à y participer ou non. La lutte pour le pouvoir devient ainsi la triste caractéristique d'un parti divisé en deux, dont le fonctionnement est financé à 90 % par les subventions de l'Etat (3) et dont le poids dans le mouve-

1. Cf. Joan Font, « Catalogne : le PSUC au bord de l'éclatement » et « Une rénovation du PSUC est nécessaire »... Entretien avec Leopoldo Espuny, membre du CC du PSUC, *Inprecor* numéro 114, du 7 décembre 1981.

2. Surnommés de la sorte parce que provenant de l'organisation gauchiste « *Bandera Roja* », dont les dirigeants sont passés au PSUC en 1974 pour y devenir les porte-parole de la droite de ce parti.

3. La législation espagnole subventionne les partis « parlementaires » en fonction de leur nombre de sièges dans les parlements des nationalités et dans celui de l'Etat, et également en fonction du nombre de voix qui se sont portées sur eux. Il faut compter dans ces 90 % la part des salaires des élus du PSUC qui est reversée à la caisse du parti.

ment syndical et dans les entreprises a été très affaibli.

La question de fond sous-jacente à ces affrontements renvoie aux difficultés que rencontre le PSUC pour réoccuper l'espace politique et pour récupérer l'identité même du parti face aux socialistes d'une part, et face au parti nouvellement créé sur sa gauche. Il lui est difficile, avec le type de propositions politiques issues du Congrès, et avec la perte d'identité subie à la suite de la scission, de se différencier aussi bien stratégiquement que tactiquement des orientations du Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC) qui capitalise à son profit l'image de l'alternative de pouvoir dont dispose le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à l'échelle de l'Etat espagnol.

LE PCC EN QUETE D'UNE NOUVELLE ORIENTATION

Le courant de gauche du PSUC, qui a adopté à la suite de la scission le nom de PSUC (Comunista), s'est vu contraint et forcé de modifier son sigle à la suite des recours judiciaires engagés par la direction du PSUC. Au cours de son Congrès, présenté comme le « VII^e des communistes de Catalogne », il a décidé de s'appeler Partit dels Comunistas de Catalunya (PCC), dénomination sous laquelle il a obtenu son inscription sur le registre des associations politiques, ce qui fait que tant le PSUC que le PCE ont déjà présenté des recours en justice contre cette décision du ministère de l'Intérieur.

Le conflit autour du sigle exprime les difficultés de ce nouveau parti à trouver son propre espace et sa propre définition politique. Accusé de « prossoviétisme » par l'ensemble des grands moyens de communication et par les directions du PSUC et du PCE, la référence à l'URSS, à la défense du « camp socialiste » et la conviction affirmée de la nécessité de la constitution d'un front entre ce camp, les mouvements de libération nationale et la classe ouvrière, font partie de ses définitions. Bien qu'au niveau de sa direction on puisse trouver un certain nombre de staliniens, sans plus d'adjectifs, comme Pere Ardiaca lui-même, élu président du nouveau parti, les courants qui critiquent la politique de l'URSS, surtout à l'intérieur du bloc (Pologne) occupent également un certain espace au niveau de la direction, même si, au niveau de la base, et tout spécialement dans les secteurs les plus arriérés, le fait de se revendiquer de la révolution d'Octobre face à l'« euro-communisme » glisse souvent vers une défense intransigeante de la bureaucratie du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) via la revue *Temps nouveaux*. Le processus de la lutte fractionnelle a contribué à en arriver là, en revendiquant les acquis et la tradition historique du PSUC pour gagner des partisans à ce qui constitue, qu'on le veuille ou non, un nouveau projet politique.

Comme illustration de tout cela, on peut trouver dans les locaux du PCC, à côté des revues soviétiques comme *Temps nouveaux* ou *Spoutnik*, le quoti-

dien du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), *Barricada*, ou l'organe du Comité central du Parti communiste cubain (PCC), *Granma*, et même les publications de la Ligue communiste révolutionnaire.

S'il en est ainsi, c'est que la rupture avec le PSUC représente en fait un bilan des désastres qu'a entraîné pour le mouvement ouvrier la politique de consensus et de concertation tout au long de la « transition politique » à partir de 1976, un bilan négatif de tout ce qu'a supposé le Pacte de La Moncloa (30 juillet 1977) ou l'Accord national sur l'emploi (ANE), une évaluation critique de la participation du PSUC au gouvernement d'Union nationale en Catalogne ou encore les « pactes municipaux » dans cette nationalité avec les socialistes et la Convergence démocratique (Convergencia Democrática de Catalunya - CDC), le parti bourgeois majoritaire en Catalogne.

Dans cette situation, quand augmentent le chômage et que se multiplient les fermetures d'entreprises du fait de la crise, quand le taux de syndicalisation tombe en chute libre et que sont rognées les conquêtes syndicales des travailleurs, cela

entraîne une première réflexion de la part d'une grande majorité des dirigeants ouvriers de Catalogne.

Cette réflexion, à laquelle ne sont étrangers ni le poids social ni le travail politique et syndical de la gauche révolutionnaire, est certainement limitée et par bien des aspects contradictoire, mais elle constitue dans tous les cas un vent frais dans le cadre d'une situation politique et sociale déjà bien détériorée.

Il s'agit d'une réflexion limitée non seulement du fait des références internationales du nouveau parti et des compromis qu'il fait sur la Pologne (il défend la nécessité du coup de force du général Jaruzelski, tout en reconnaissant la réalité de la bureaucratisation du Parti ouvrier unifié polonais — POUP — et du pouvoir, il réclame que l'intervention soit limitée dans le temps et que soient apportées des solutions aux contradictions apparues entre le socialisme et la démocratie), comme sur la question de la destruction de l'Etat bourgeois.

Leopoldo Espuny, l'un des dirigeants du nouveau PCC, a évoqué, dans son intervention devant les délégués au Congrès national de Catalogne de la LCR,

Les chiffres de la scission

Le PSUC a eu jusqu'à 40 000 militants en 1977. Avant la scission, on lui en attribuait entre 12 000 et 15 000 qui se sont divisés par moitié entre le PSUC et le PCC.

Les statistiques concernant les délégués au Ve Congrès du PSUC (avant la scission) et aux deux Congrès du PSUC et du PCC qui ont suivi donnent une information comparative qui vaut la peine d'être détaillée :

— la moyenne d'âge est très élevée : 37 ans pour le PCC, un peu moins pour le PSUC. Les délégués âgés de moins de 25 ans représentent seulement 11 % de ceux du PCC et 8,9 % de ceux du PSUC ;

— au Ve Congrès, la majorité des délégués étaient originaires de Catalogne (50,90 %). Le chiffre augmente pour le VI^e Congrès du PSUC (56,30 %). Au contraire, pour le PCC, il tombe jusqu'à 31,42 %, ce qui est inférieur y compris au pourcentage de délégués nés dans la seule Andalousie (35,42 %) ;

— ces chiffres sont à mettre en rapport avec la composition sociale, qui fait apparaître les différences spectaculaires entre les deux partis :

COMPOSITION SOCIALE SELON LES STATISTIQUES OFFICIELLES DES CONGRES

	Ve Congrès	PSUC	PCC
Ouvriers	32,1 %	22,7 %	44,38 %
Employés	21,4 %	29,1 %	12,63 %
Techniciens	26,6 %	23,6 %	9,29 %
Etudiants	1,9 %	2,2 %	2,16 %

— les différences sont aussi sensibles en ce qui concerne le niveau d'étude des délégués :

	Ve Congrès	PSUC	PCC
Primaire	38,2 %	34 %	52,59 %
Secondaire	15,1 %	24,1 %	16,09 %
Universitaire	26,1 %	22,7 %	8,53 %

Enfin, 23,54 % des délégués au Congrès du PCC ont des responsabilités dans les Commissions ouvrières et 11,23 % dans les associations de voisins. Il n'y a pas de données pour les autres Congrès, probablement parce qu'elles ne sont guère publiables.

la nécessité d'approfondir ce problème dans la mesure où, selon lui, « les erreurs viennent de loin et il s'agit d'en revenir à Marx et à Lénine ». Au cours du Congrès du PCC, ce problème a été abordé comme une question ouverte — il est question de la dictature du prolétariat en tant que pouvoir organisé de la classe ouvrière —, mais sans parvenir à une formulation claire sur ce que devrait être un nouvel Etat ni sur la destruction du précédent. Les orientations stratégiques demeurent de la sorte empêtrées dans une perspective éta-
piste et ambiguë, oscillant entre la volonté de changement et la préservation des acquis historiques du PSUC.

Sur des problèmes plus tactiques et plus actuels, les positions sont plus tranchées et aussi plus positives : la dénonciation des pactes politiques passés avec la bourgeoisie (même si la formulation renvoie à quelque chose de conjoncturel et de lié au rapport des forces) en constitue pratiquement la colonne vertébrale.

A côté de cela, il y a la volonté affirmée de collaborer politiquement avec la gauche révolutionnaire, même si cela ne se fera pas dès les prochaines élections où il s'agit pour le PCC de disputer au PSUC officiel son électorat traditionnel.

QUELLES PERSPECTIVES ?

La scission du PSUC et la formation du PCC, qui dispose d'une influence et d'un poids significatifs dans le mouvement ouvrier, représente une modification posi-



Peinture murale de la LCR de Catalogne. (DR)

tive de la situation en Catalogne, dont les répercussions sont, et seront d'autant plus dans le futur, évidentes au niveau de l'Etat espagnol, avant tout sur le plan syndical, au sein des Commissions ouvrières (CCOO). Néanmoins, cela pose aux marxistes révolutionnaires et à la gauche communiste dans son ensemble toute une série de problèmes nouveaux et complexes. Nous avons désormais, avec nous ou en face de nous, un parti qui — tout en ne rompant pas avec le réformisme — polarise fortement les secteurs les plus combattifs de l'avant-garde ouvrière, et même des révolutionnaires actifs qui demeuraient à la périphérie d'organisations comme la LCR, le Mouvement communiste de Catalogne (MCC) ou les nationalistes d'Esquerra.

L'existence même du PCC ouvre aux marxistes révolutionnaires de nouvelles possibilités de travail concret dans les syndicats, en même temps qu'elle bloque dans un certain sens leur influence en fai-

sant écran aux propositions de la gauche révolutionnaire.

Avec toutes ces considérations et ces réserves, la politique actuelle de la LCR en Catalogne consiste à mener la bataille pour stabiliser des cadres de travail unitaires avec ce courant, pour en arriver à la constitution d'un front d'action et de débat avec l'ensemble des courants mentionnés plus haut, qui permette un accroissement de l'influence des marxistes révolutionnaires sur la situation d'ensemble et, par là, de tester les conditions de nouveaux pas dans la direction de la constitution d'un parti des révolutionnaires.

Tout cela ne va pas être facile et va nécessiter un travail patient avec ce courant, un travail combinant l'action commune avec le débat ouvert et pédagogique, tout en renforçant la LCR elle-même.

Joan FONT
Barcelone, avril 1982.

ABONNEZ - VOUS A :

Quatrième Internationale

SOMMAIRE

avril-mai-juin 1982

EDITORIAL :

Leçons de Pologne

Y. Sakai - L'impérialisme japonais dans l'Est asiatique

G. Taut et M. Warschawsky - Origines et dynamique du sionisme (suite du n° 7)

Livio Maitan - Quelques notes sur la social-démocratie hier et aujourd'hui

Luis Vitale - Passé et présent de la social-démocratie en Amérique latine

Daniel Bensaïd - La question du Front populaire et la scission du Comité International

Francis Sitel - Mythes et réalités de l'Eurocommunisme

ARCHIVES DU MARXISME

Christian Rakovsky - Discours au XII^e Congrès du P.C.U.S. (extraits)

TARIFS

ABONNEMENTS : 1 AN,
4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :
P.E.C.

2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale
12, rue de la Buanderie
1000 BRUXELLES
BELGIQUE

BRESIL

La campagne électorale du PT à Sao Paulo

C'est dans une ambiance de fête, avec des feux, des tambours et de la musique, que plus de 20 000 personnes se sont rassemblées le soir du 21 avril dans le quartier de Santo Amaro à Sao Paulo, pour donner le coup d'envoi de la campagne électorale et soutenir la candidature de Luis Inacio da Silva, « Lula », au poste de gouverneur de l'Etat.

Le 16 avril, une décision du Tribunal supérieur militaire avait déclaré l'incompétence de la justice militaire pour juger les syndicalistes condamnés en raison de la grève des métallurgistes de 1980. Dans ces conditions, l'éligibilité de « Lula » ne fait plus guère de doute d'un point de vue légal. Il est encore sous le coup d'une inculpation pour incitation à l'action armée dans l'Etat de Acre, mais il est peu probable qu'un jugement intervienne avant les élections de novembre. La décision du Tribunal militaire supérieur crée un précédent qui constitue une victoire pour le travailleurs.

Le 21 avril, devant une marée de drapeaux et de banderoles rouges, « Lula » déclarait dans son discours d'ouverture de la campagne :

« Je sais que, dans la tête de beaucoup de monde, il y a la question de savoir si "le Lula" est capable de gouverner Sao Paulo (sifflets et huées sur la place). Mais je me sens tout à fait tranquille pour répondre à ça. Parce que, tout d'abord, pour le Parti des travailleurs (PT), ce n'est pas "Lula" ni personne qui va gouverner, mais c'est le peuple lui-même (cris : « PT ! PT ! »).

Donc, si la capacité de gouverner Sao Paulo, c'est acheter 80 000 douzaines de roses par mois, décidément, je n'en ai pas les capacités. Si c'est distribuer plus de mille médailles, je n'en ai pas la capacité. Mais si, pour gouverner Sao Paulo, il faut quelqu'un capable de rendre le budget de cet Etat aux 25 millions de Paulistes, alors je me sens tout à fait capable de gouverner Sao Paulo (cris : « Lula ! Lula »).

Si, pour gouverner Sao Paulo, il faut la police dans la rue pour frapper les ouvriers qui défendent leur emploi, je n'en ai pas les capacités. Mais si, pour être capable de gouverner Sao Paulo, il faut mettre les véritables voleurs de cet Etat en "taule", je me sens tout à fait capable de le faire. (...)

Camarades, je sais que notre route ne sera pas facile. Mais l'heure arrive pour la classe ouvrière d'en finir avec cette histoire de demander. Maintenant, elle va commencer à exiger. Et seuls ceux qui n'ont jamais eu faim et jamais connu le chômage, seuls ceux qui n'ont jamais souffert du manque de terre pour travailler, qui n'ont jamais ressenti le manque de liberté, seuls ceux-là pourront nous accuser de radicalisme ...

Notre lutte est une lutte pour la liberté de 120 millions de Brésiliens. Une lutte, comme nous l'avons dit dans notre plate-forme, pour le travail, la terre et la liberté ! »

BRESIL

Présentation publique de "Perspectiva International"

Nous avons présenté dans ces colonnes la naissance au Brésil de la revue *Perspectiva International*, éditée au Brésil par l'équipe du journal *Em Tempo* en collaboration avec *Inprecor* (cf. *Inprecor* numéro 112 du 5 avril 1982).

A l'occasion de la publication de son numéro 1, des réunions de présentation publiques ont été tenues dans plusieurs villes. Ainsi, le 23 avril, plus de cent personnes ont participé, au siège du Syndicat des journalistes professionnels de Sao Paulo, à une réunion de présentation. Paulo Schilling, Paulo Skromov (président du Syndicat du cuir de Sao Paulo) et Joao Machado du journal *Em Tempo* participaient au débat choisi sur la question du Salvador. Les camarades Skromov et Machado ont salué l'apparition de *Perspectiva International* et apporté leur soutien à la revue, en insistant sur l'urgence de la solidarité internationaliste avec la révolution salvadorienne et sa direction, le FMLN.

Le 29 avril, une centaine de personnes également étaient réunies pour une discussion analogue autour du lancement de la revue, au directoire académique de l'Ecole d'architecture de Porto Alegre. D'autres réunions de présentation sont prévues au Minas Gerais, au Goias et à Rio de Janeiro.

Le numéro 2 de la revue est déjà paru. Organisé autour des questions de la révolution en Amérique centrale, il comprend également des articles sur la Pologne, la Chine, et un article sur la nécessité d'une organisation internationale révolutionnaire de John Ross et Ernest Mandel, déjà publié en français dans la revue *Quatrième Internationale*.

POLOGNE

Radio Solidarnosc et le 1er Mai

Le 1er Mai, des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations appelées par Solidarité à Varsovie, à Gdansk et dans d'autres villes de Pologne. Ces manifestations, appelées par voie de tract et, à Varsovie, par une émission pirate de *Radio Solidarnosc*, avaient pour mots d'ordre : « Abrogation de l'état de guerre ! Libération de tous les internés, condamnés et arrêtés ! Augmentation des salaires de 100 % ! Arrêt du chômage ! » (tract de Varsovie).

Le 3 mai, de nouvelles manifestations ont eu lieu dans de très nombreuses villes de Pologne à l'appel de Solidarité. Il s'agissait cette fois de rappeler l'anniversaire de la première Constitution démocratique en Pologne, votée le 3 mai 1791. Les forces de police, très nombreuses, ont attaqué les manifestations : dans plusieurs villes, des émeutes se sont poursuivies tard dans la nuit (à Szczecin, elles ont même duré deux jours) ; des barricades ont été érigées dans de nombreuses villes.

Témoignage saisissant de la façon dont la bureaucratie musèle l'information, il a fallu attendre le 5 mai pour que le principal quotidien officiel de la capitale, *Zycie Warszawy*, mentionne les manifestations du 1er Mai de solidarité. Et encore, cela a-t-il été dans le cadre d'un article de dénonciation des « semeurs de troubles » du 3 mai. On pouvait y lire : « Le 1er Mai, les autorités n'ont pas réagi aux tentatives d'organiser des spectacles "oppositionnels". (...) Mais personne ne s'attendait et ne pouvait s'attendre à ce que les autorités de notre pays, responsables du maintien du calme et de l'ordre, permettent que la violation de l'interdiction d'organiser des rassemblements publics devienne la règle, en particulier pendant la durée de l'état de guerre. »

On voit à quel point la libre parole est, en Pologne, une nécessité vitale pour la résistance des travailleurs. C'est le sens des efforts de Solidarité dans la clandestinité, qui publie déjà près de 1 700 bulletins réguliers, et qui a lancé à Varsovie une radio libre, *Radio Solidarnosc*. Nous publions ci-dessous des extraits de l'enregistrement de deux émissions de cette radio, qui nous sont parvenues de Varsovie.

La première, dont nous ne connaissons pas la date de diffusion, consiste en un appel de Zbigniew Bujak, dirigeant ré-

gional et national du syndicat, à manifester le 1er Mai :

« La fête ouvrière du 1er Mai sert depuis des années aux autorités à créer de faux-semblants selon lesquels elle bénéficieraient d'un soutien de la société. Que cette année le 1er Mai soit le jour de démonstration contre le gouvernement du Conseil militaire de salut national (WRON).

« Nous nous rassemblerons tous à l'endroit où les festivités officielles doivent commencer, avec des symboles de deuil, avec les insignes et les drapeaux de Solidarité. Nous chanterons "Que Dieu sauve la Pologne...". Nous ne prendrons pas part à leur défilé, nous nous rendrons dans le calme dans les églises pour assister à des messes à la mémoire des travailleurs assassinés en 1956, en 1970 et en 1981.

« Face à la suspension et à la menace de mise hors-la-loi de notre syndicat Solidarité, nous inscrirons sur nos banderoles des slogans exigeant son droit à la liberté d'action.

« Face à l'internement et aux arrestations de milliers de syndicalistes, il faut avancer des slogans exigeant leur libération. Face au licenciement de plusieurs milliers des nôtres, il faut crier notre volonté de les voir réintégrés.

« L'exigence de la levée de l'état de guerre doit être également réaffirmée.

« Nous appelons les militants de Solidarité de notre région à venir massivement à l'endroit d'où partira la marche officielle pour qu'ils participent aux activités organisées par les sections syndicales. Que les slogans écrits sur nos banderoles soient l'expression de nos revendications face aux autorités. N'oublions pas que notre attitude doit être digne de militants de Solidarité. »

La seconde émission, captée le 30 avril à Varsovie, a commencé par une mise en garde : « Nous devons compter avec les possibilités de brouillage de notre radio. Si vous ne nous entendez pas sur la bande 70,1 MHz, cherchez-nous plus loin sur la modulation de fréquence. » Puis, une voix de femme a précisé : « Notre prochaine émission aura lieu le 3 mai à 21 heures. A partir de dimanche prochain, nous commencerons des émissions régulières à 21 heures. »

Puis Zbigniew Romaszewski, membre de la direction régionale de Solidarité de Varsovie, organisateur de la radio, a pris la parole :

« Un des principaux éléments du programme voté par le Ier Congrès national de Solidarité avait été l'exigence du pluralisme politique et idéologique. Nous voudrions en faire le principe de notre radio. Nous voudrions que tous ceux qui composent le mouvement social Solidarité, fort de plus de 10 millions de personnes, puissent s'identifier avec cette radio.

« Solidarité, ce n'est pas uniquement le nom de notre syndicat. La solidarité est une valeur que nous devons préserver durant cette période difficile de l'état de guerre. Aujourd'hui, alors que le pouvoir cherche par divers moyens à manœuvrer la société, à briser son unité, lorsqu'il propose de prétendus accords, nous devons

nous souvenir d'une chose : nous devons nous souvenir de ceux qui sont en prison. Dans chaque guerre, même dans celle qui est menée contre son propre peuple, un principe existe : on ne parle pas d'accord avant de parler des prisonniers. Tout autre accord ne peut être qu'une capitulation. Une capitulation d'autant plus grave qu'elle détruirait notre arme principale : notre solidarité.

« Nous qui composons le mouvement de résistance contre le gouvernement de l'état de guerre, nous ne voulons pas de revanche, nous ne voulons pas de vengeance. Nous voulons une entente nationale. Mais une entente qui ne soit pas une capitulation de la société devant le pouvoir, mais une phase durable de la reconstruction de notre pays par tous les Polonais.



« Notre émission, aujourd'hui, a lieu à la veille de la fête ouvrière du 1er Mai. Quand nous avons cherché un indicatif musical pour notre radio, nous nous sommes aperçus qu'il n'existe pas une seule mélodie chère au cœur de chaque Polonais qui n'ait pas été utilisée par la propagande officielle. La société a été privée de tous ses symboles importants. Ils ont tous été appropriés par le pouvoir. C'est également le cas de la fête du 1er Mai. Nous avons décidé de leur reprendre ces symboles.

« Aujourd'hui a lieu le trente-et-unième anniversaire de la mort de Kazimierz Puzak, un des principaux dirigeants du Parti socialiste polonais, jugé dans le procès de Moscou et brisé à mort dans la prison stalinienne de Rawicz. Chaque année, sur sa tombe, des camarades fidèles aux idéaux du socialisme polonais chantent un vieux chant ouvrier, le Drapeau rouge. Que ce chant soit l'indicateur de notre émission de ce 1er Mai. Qu'il soit une mise en garde pour ceux qui veulent mettre les ouvriers à genoux et terroriser la société. Sur leur drapeau rouge, celui qu'ils porteront dans leur marche, il y a le sang des ouvriers de Poznan, de ceux de la Baltique, le sang de ceux qui sont tombés dans la guerre déclarée à leur propre peuple.

« Je suis heureux de saluer ici notre président régional, Zbigniew Bujak. Je lui cède la parole... »

A ce moment, le brouillage a interrompu l'émission de Radio Solidarność. Mais nul brouillage ne pourra interrompre la voix des travailleurs qui demandent à la bureaucratie des comptes des crimes qu'elle a commis.

FRANCE

Troisième Congrès des JCR

Le IIIe Congrès des Jeunesses communistes révolutionnaires françaises (JCR) s'est tenu à Paris les 15 et 16 mai.

Environ 200 jeunes représentant les 600 membres de l'organisation de jeunesse ont débattu pendant deux jours de la nouvelle situation politique existant en France avec l'élection de François Mitterrand et des tâches des révolutionnaires dans la jeunesse.

Ce Congrès se tenait après un an d'activité intense de l'organisation de jeunesse pour la réduction du service militaire à 6 mois, comme promis par François Mitterrand pendant sa campagne électorale.

Le Congrès devait entendre la lecture de plusieurs lettres envoyées par des militants aux arrêts dans leur caserne pour avoir manifesté, comme traditionnellement, avec les travailleurs le 1er Mai. Les congressistes ont adopté à l'unanimité les thèses rédigées par le Comité national (CN) sortant, après l'intégration de 70 amendements présentés par les sections. Les JCR ont maintenant trois tâches devant elles :

— préparer l'« accueil » de Ronald Reagan à Paris, le 5 juin, en faisant descendre des milliers de jeunes dans la rue ;

— préparer la rentrée de septembre autour du mot d'ordre « Non au budget militaire ! Oui au service à 6 mois ! ». C'est en effet au mois de novembre que doit être discuté et voté à l'Assemblée nationale un budget militaire qui, pour la première fois, représentera 4 % du produit national brut (PNB) ;

— préparer une Conférence nationale en novembre ou décembre des jeunes travailleurs et travailleurs en formation, afin de tourner l'organisation vers les secteurs de la jeunesse qui sont aujourd'hui les plus mobilisés.

De nombreux camarades sont d'ailleurs intervenus en expliquant leur décision de s'embaucher dans l'industrie. C'est le cas par exemple de cinq camarades du Bureau national (BN) sortant.

Mais, ce tournant des JCR vers la jeunesse ouvrière devra ouvrir une nouvelle phase de collaboration avec la LCR (section française de la IVe Internationale) pour que les JCR deviennent une organisation de toute la jeunesse.

A la fin du Congrès, une nouvelle direction de 48 membres a été élue, composée de 16 jeunes travailleurs, 6 lycéens, 4 permanents, 2 instituteurs et 20 étudiants. Il y a 15 femmes dans cette direction.

FRANCE

Appel commun LCR-LO-PCI contre Reagan

Le samedi 5 juin, à Paris, une manifestation accueillera Ronald Reagan. Plusieurs dizaines d'organisations antimilitaristes ou antinucléaires et comités de solidarité avec les peuples d'Amérique latine y appellent.

Mais ni le Parti communiste (PCF) ni le Parti socialiste (PS), dont les ministres accueilleront Ronald Reagan sur le perron du château de Versailles, ni les confédérations syndicales, n'ont encore appelé à la moindre initiative.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, le Parti communiste internationaliste (PCI) et Lutte ouvrière (LO), ont décidé de participer à la manifestation sur la base d'un appel commun, et de défilier avec leurs propres mots d'ordre derrière une banderole commune. Nous publions ci-dessous l'appel commun des trois organisations.

Le 5 juin, Ronald Reagan sera à Paris. Ce jour-là, en Amérique centrale, des centaines de nouvelles victimes tomberont sous les coups des dictatures militaires soutenues à bout de bras par l'impérialisme américain, au Salvador et au Guatemala. La répression sauvage qui frappe ces pays a fait plus de 60 000 morts en un an. Le choix de l'impérialisme est clair : le maintien de ces dictatures sanguinaires à n'importe quel prix, qui ne peut exclure une intervention militaire directe contre le Nicaragua et Cuba. Face à la victoire des masses nicaraguayennes et du FSLN en juillet 1979, et au développement croissant de la lutte des masses exploitées et opprimées de toute l'Amérique centrale, telle est sa réponse.

Contre le bourreau de l'Amérique centrale, le plus élémentaire des devoirs est de développer la solidarité internationale des travailleurs avec les ouvriers et les paysans du Salvador et du Guatemala et avec les organisations qui dirigent leur lutte, de soutenir leur combat pour en finir avec les dictatures sanglantes, la domination impérialiste et l'exploitation capitaliste.

Reagan vient en Europe pour y consolider les rapports des USA avec ses partenaires impérialistes, et pousser au renforcement du potentiel nucléaire de l'OTAN et de l'Alliance atlantique. C'est à ce titre qu'il sera officiellement accueilli à Paris par les représentants de l'impérialisme français.

Il y a un an, François Mitterrand était élu à la présidence de la République et une majorité de députés du PC et du PS au Parlement. Mais la France est tou-

jours membre de l'Alliance atlantique. C'est toujours la défense des intérêts impérialistes et néocoloniaux de la France qui dicte la politique du gouvernement, qu'il s'agisse de sa participation au sommet de Versailles, du maintien de troupes françaises en Afrique ou du soutien apporté à la Grande-Bretagne au nom de la « démocratie » dans le conflit des Malouines. Le long calvaire de Bobby Sands et de ses camarades a montré que la mort n'est pas plus douce dans les prisons britanniques qu'aux mains des tortionnaires au pouvoir en Argentine.

Ce sont les mêmes larmes de crocodile que versent les démocraties impérialistes sur le peuple argentin sous la botte des généraux qu'ils ont armés jusqu'aux dents, ou sur les travailleurs polonais qui secouent le joug de la bureaucratie stalinienne et se battent, non pas pour un retour au capitalisme, mais pour le socialisme, un véritable socialisme dans la liberté.

En Amérique centrale, en Argentine ou en Pologne, les peuples en lutte contre leur oppression, les travailleurs qui se soulèvent contre l'exploitation capitaliste ou l'oppression bureaucratique n'ont rien à attendre des « démocraties bourgeoises ». Ils ne peuvent compter que sur la solidarité internationale de leurs frères de classe.

Le système capitaliste a plongé une nouvelle fois le monde dans la crise économique. Les interventions militaires et la course aux armements entreprises aussi bien par le puissant impérialisme américain que par les impérialismes français et britannique montrent que, pour tenter de sortir de la crise de leur système, ils peuvent emprunter à nouveau la voie qui mènerait à une guerre généralisée.

Reagan doit être accueilli en Europe par de puissantes mobilisations anti-impérialistes.

Il faut tout faire pour que les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales descendent massivement dans la rue le 5 juin pour s'opposer à l'intervention impérialiste en Amérique centrale et au renforcement de l'arsenal nucléaire en Europe, pour affirmer leur opposition à tout impérialisme, et d'abord à celui de leur propre pays.

C'est sur ces objectifs que nos trois organisations se mobilisent et appellent à renforcer le cortège qu'elles formeront dans la manifestation du 5 juin.

— Contre l'intervention US en Amérique centrale, solidarité avec la lutte des peuples contre les dictatures !

— Hors de l'Atlantique-Sud les troupes britanniques soutenues par Reagan !

— Contre Reagan-la-guerre et contre l'Alliance impérialiste !

— Tous dans la rue le 5 juin ! ■

LIGUE COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE

LUTTE OUVRIERE

PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE

AUSTRALIE

Manifestations contre la guerre et le nucléaire

Dans la première semaine du mois d'avril, de fortes mobilisations anti-guerre, les plus importantes depuis l'époque des manifestations contre la guerre du Vietnam dans les années 1970-1971, ont eu lieu en Australie. A travers plusieurs villes, plus de 100 000 personnes au total se sont mobilisées pour manifester leur opposition aux dangers de guerre et réclamer le désarmement nucléaire.

Regroupant un large éventail de sensibilités, depuis des syndicalistes jusqu'aux organisations religieuses, ces mobilisations ne représentaient pas seulement la reprise d'activité de personnes ayant déjà milité contre la guerre du Vietnam. Des dizaines de milliers de manifestants faisaient là leur première expérience de mobilisation contre la guerre.

Dans chacune de ces manifestations, de forts contingents dénonçaient aussi les menaces d'intervention directe de l'impérialisme US en Amérique centrale autour de banderoles proclamant « USA hors du Salvador ! USA, bas les pattes devant le Salvador ! El Salvador, peuple vaincra ! »

La plus importante de ces manifestations a rassemblé environ 40 000 personnes, le 4 avril à Sydney. Le même jour, une manifestation identique réunissait 30 000 personnes à Melbourne, 8 000 personnes à Adélaïde le 3 avril, 5 000 à Brisbane le 7 avril, 4 000 à Perth et plusieurs centaines à Newcastle ; ces chiffres donnent une idée du caractère national de ces mobilisations.

D'autre part, ces mobilisations ont reflété plus qu'un simple désir de paix. L'hebdomadaire socialiste australien *Direct Action*, qui exprime les vues du Socialist Workers Party (SWP), section australienne de la IVe Internationale, précise dans son numéro du 21 avril que, lors de la manifestation de Sydney, « les plus forts applaudissements pour le discours de l'auteur Patrick White ont salué sa demande de fermeture des bases américaines ; mais quand il a essayé de prononcer une condamnation identique dans la responsabilité dans la course à la guerre de l'Union soviétique, ce fut le silence ».

Cette campagne du mois d'avril a été menée à l'initiative d'une coalition dénommée « Australiens pour le désarmement nucléaire » (AND). Un rôle politique déterminant y est tenu par les parlementaires du Parti travailliste australien (ALP) et des forces liées à l'Association pour la coopération internationale et le désarmement (AICD) qui est aussi appelée « Congrès pour la coopération internationale et le désarmement » à Victoria.

Ces groupes se sont toujours refusés à présenter des revendications précises pour s'opposer réellement à la course à

la guerre. Ainsi, ils se sont opposés à ce que les mots d'ordre officiels des récentes manifestations réclament la fermeture des bases US, le retrait des contingents australiens de la force du Sinai, ou l'arrêt de l'intervention US en Amérique centrale. « Le slogan officiel était seulement "Pour la paix" et "Contre la guerre nucléaire", sans aucune proposition de mesures concrètes nécessaires pour atteindre ces objectifs louables », note *Direct Action*. Les dirigeants travaillistes argumentent cela le plus souvent en disant que « les gens ordinaires » ne comprendraient pas des mots d'ordre « trop radicaux ».

Les principaux slogans repris par les dizaines de milliers de personnes prouvent pourtant l'inverse. Les manifestations n'étaient nullement effrayées de réclamer l'arrêt des manœuvres US contre l'Amérique centrale par exemple.

Mais, de plus, comme le note *Direct Action*, « il y a quelque chose d'encore plus important que la question de savoir combien de gens peuvent être mobilisés pour manifester pour cette revendication ou ce slogan. La question réelle est de savoir si le mouvement anti-guerre va être capable de réduire le danger de guerre. "Pas de guerre nucléaire" est un sentiment pur, mais seulement un sentiment. Pour faire quelque chose contre le danger de guerre nucléaire, nous devons savoir qui est à l'origine de ce danger et la meilleure manière de le combattre ». Après avoir précisé que l'impérialisme le plus agressif et dangereux est celui des USA, *Direct Action* note que l'Australie collabore avec les USA. « C'est pour cela qu'il y a des bases US en Australie, des troupes australiennes au Sinai. C'est pourquoi le Premier ministre Malcom Fraser soutient la politique de Ronald Reagan au Salvador, et pourquoi le gouvernement australien dépense des centaines de millions pour acquérir un porte-avions. » Le mouvement anti-guerre en Australie doit donc, d'après *Direct Action*, « diriger son tir contre l'impérialisme australien aussi bien que contre celui des USA ».

Mais, à ce combat anti-impérialiste, les forces de l'ALP-AICD dans l'AND préfèrent une stratégie de soutien aux processus de négociations pour un désarmement bilatéral aux Nations Unies ou dans d'autres forums internationaux, sans comprendre que ces négociations font partie de la stratégie impérialiste de course aux armements, en essayant de la dissimuler derrière le faux argument de la prétendue supériorité militaire soviétique.

Prenant le cas de l'Australie qui n'est nullement menacée militairement, *Direct Action* propose : « Les revendications du mouvement anti-guerre australien devraient être pour le désarmement total de l'impérialisme australien ; pas de dépenses militaires ; pas de troupes outre-mer ; pas d'armée permanente ; pas de bases militaires US. »

ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

BELGIQUE

30 000 jeunes contre le chômage

Le 24 avril, 30 000 manifestants ont participé à la Marche des jeunes pour l'emploi à Bruxelles. Au cours de la semaine précédente, 400 chômeurs avaient parcouru le pays pour arriver samedi à Bruxelles et participer à la marche. Ces 400 jeunes ont défilé en tête du cortège, derrière les slogans officiels : « Droit au travail ! Droit à un revenu pour chacun ! Chances égales dans l'enseignement ! Vers une autre société ! Martens-Gol déclarent la guerre aux jeunes ! »

La manifestation a été organisée par le Comité national pour la Marche des jeunes pour l'emploi qui comprend à peu près toutes les organisations de jeunes du pays, entre autres la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), les jeunes-FGTB, les jeunes-CSC, la Jeune garde socialiste (JGS), la Jeunesse communiste (JCB) et leurs correspondants flamands respectifs. Ce front uni des organisations de jeunesse regroupées autour du front commun syndical de la FGTB et de la CSC est parvenu à mobiliser presque autant de gens que la manifestation interprofessionnelle CSC du 27 mars dernier. Il y avait d'ailleurs de nombreuses délégations d'entreprises. Au cours de la semaine précédant le 24 avril, des colonnes de chômeurs étaient déjà passées par beaucoup d'entreprises (la métallurgie de Boom, Cockerill, Renault, Boel, les mines de Berigen ...).

Le fait le plus marquant de cette Marche des jeunes pour l'emploi est que l'unité de sa préparation a permis de mobiliser de larges couches de jeunes non organisées jusqu'à maintenant. Des centaines d'écoliers et de jeunes chômeurs ont manifesté pour la première fois de leur vie.

La veille de cette manifestation, 2 000 élèves d'Anvers ont fait grève contre les mesures gouvernementales dans l'enseignement et contre le chômage. Ils ont marché sur Cockerill-Hoboken en exigeant « Cockerill reste ouvert, du travail pour chacun ! ». Le même jour, 2 000 élèves de Liège faisaient une grève de solidarité avec la Marche des jeunes.

« Martens au chômage ! Prenez l'argent là où il se trouve ! Pas de bombes mais du travail ! », s'ajoutaient aux slogans officiels de la manifestation et étaient repris par des milliers de manifestants.

L'agitation menée par la JGS n'est pas non plus étrangère à la radicalisation évidente des slogans. Il y a un an et demi, la JGS lançait un appel à « toutes les organisations de jeunesse du mouvement ouvrier » pour « une marche contre le chômage des jeunes ». Depuis lors, la

JGS s'est mobilisée pour le succès de la manifestation du 24 avril. Elle a joué un rôle très actif dans l'organisation des grèves d'élèves dans les villes les plus importantes, dans les actions de préparation pour la marche. Les mots d'ordre principaux de ses actions étaient « Martens au chômage ! Pas de bombes, du travail ! Prenez l'argent là où il se trouve ! » et « En avant vers la grève générale ! » La JGS a vendu des centaines d'autocollants avec ces slogans. *Tegenkrant* (organe de presse du Socialistische Jonge Wacht, l'équivalent flamand de la JGS) et *Barri-cades* se sont vendus massivement et les groupes JGS des différentes provinces ont vu grossir leurs rangs.

SUISSE

Succès de l'initiative du PSO

Nous avons rendu compte, dans *Inprecor* numéro 118 du 8 février 1982, de la campagne de nos camarades du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, concernant l'« initiative » pour « le droit à la formation professionnelle et au recyclage garantis ». Cette « initiative populaire fédérale », pour autant qu'elle recueille préalablement 100 000 signatures, sera soumise à un référendum national tendant à obtenir une modification de la Constitution fédérale (Charte fondamentale de la Confédération helvétique).

A la fin du mois de mars 1982, l'initiative du PSO avait déjà recueilli 114 425 signatures en faveur de la création d'ateliers publics d'apprentissage destinés à enlever au patronat la mainmise sur la formation professionnelle des jeunes. L'objectif de « sécurité » que les camarades du PSO s'étaient fixé pour pallier à toute invalidation massive de signatures a donc été pleinement rempli.

A ce jour, les communes ont déjà validé 92 797 signatures. Le taux d'invalidation atteint 4,4 % du total récolté. Or, 16 527 signatures sont encore en cours de validation au niveau des communes. Le PSO a donc théoriquement rempli son contrat, d'autant qu'il lui reste jusqu'au 3 août 1982 pour déposer son « initiative ». Toutefois, la lenteur calculée des opérations de validation dans les communes rend nécessaire une clôture quasi-immédiate de la campagne de récolte des signatures.

Toutes ces petites embûches n'empêcheront pourtant certainement pas nos camarades d'atteindre l'objectif des 100 000 signatures nécessaires à la réussite de leur campagne.



**5 JUIN
PARIS**

REAGAN LA GUERRE

CONTRE

ET L'INTERVENTION US EN AMERIQUE CENTRALE

LCR / JCR

IV^e INTERNATIONALE

